



Station de Lavage de citernes sur le site Delisle à Saran

## **Etude d'incidence**



***Version 6 du 18/10/22***

---

# Identification et révision du document

## Identification du document

Projet	Station de Lavage de citernes sur le site Delisle à Saran
Maître d'Ouvrage	Société DELISLE
Document	Etude d'incidence
Version	Version 6 du 18/10/22

## Révision du document

Version	Date	Rédacteur(s)	Qualité du rédacteur(s)	Contrôle
0	20/05/2021	L. LE GALL	Ingénieur HSE Qualiconsult Sécurité	S. MENGUE ELA – Qualiconsult Sécurité P. ANDRE - DELISLE
1	06/07/2021	L. LE GALL	Ingénieur HSE Qualiconsult Sécurité	S. MENGUE ELA – Qualiconsult Sécurité P. ANDRE - DELISLE
2	21/07/2021	L. LE GALL	Ingénieur HSE Qualiconsult Sécurité	S. MENGUE ELA – Qualiconsult Sécurité P. ANDRE - DELISLE
3	25/10/2021	L. LE GALL	Ingénieur HSE Qualiconsult Sécurité	S. MENGUE ELA – Qualiconsult Sécurité P. ANDRE - DELISLE
4	17/12/2021	L. LE GALL	Ingénieur HSE Qualiconsult Sécurité	S. MENGUE ELA – Qualiconsult Sécurité
5	31/01/2022	L. LE GALL	Ingénieur HSE Qualiconsult Sécurité	S. MENGUE ELA – Qualiconsult Sécurité
6	18/10/2022	S. MENGUE ELA	Ingénieur HSE Qualiconsult Sécurité	-

## Sommaire

I.	Préambule .....	8
I.1.	Contexte .....	8
I.2.	Porteur de l'étude .....	10
II.	Resume non technique.....	11
II.1.	Contexte .....	11
II.2.	Eau .....	11
II.3.	Sol .....	12
II.4.	Air .....	12
II.5.	Milieu naturel .....	12
II.6.	Bruit .....	13
II.7.	Impact sur le paysage .....	13
II.8.	Déchets .....	13
II.9.	Transport .....	14
II.10.	Remise en état du site .....	14
II.11.	Garantie financière.....	14
II.12.	Conclusion .....	15
III.	Description de projet.....	16
III.1.	Situation géographique et aire d'étude .....	16
III.2.	Les installations du site DELISLE de SARAN .....	18
III.2.1.	La station de lavage .....	18
III.2.2.	Station service .....	20
III.2.3.	Les installations de combustion .....	20
III.2.4.	Atelier de réparation .....	20
IV.	Analyse de l'état initial du projet et de son environnement .....	21
IV.1.	Rayon d'étude .....	21
IV.2.	Milieu physique .....	21
IV.2.1.	Contexte climatique .....	21

IV.2.2. Topographie .....	25
IV.2.3. Contexte géologique et geotechnique .....	25
IV.2.4. Contexte hydrogéologique .....	30
IV.2.5. Milieu aquatique .....	33
IV.2.6. exploitation de la ressource en eau : Captage d'alimentation en eau potable .....	39
IV.2.7. Risque naturel .....	40
IV.3. Milieu physique .....	43
IV.3.1. Patrimoine naturel protégé .....	43
IV.3.2. Patrimoine naturel inventoriée .....	46
IV.3.3. Patrimoine naturel faisant l'objet d'une gestion conservatoire .....	49
IV.3.4. Boisement .....	51
IV.3.5. Faune/flore/HABITAT .....	51
IV.3.6. Continuité écologique .....	52
IV.4. Environnement humain .....	53
IV.4.1. Document d'urbanisme .....	53
iv.4.2. Populaton et habitat .....	54
iv.4.3. Contexte socio-économique .....	56
iv.4.4. Infrastructures de transport .....	58
IV.4.5. Réseau et servitude .....	59
IV.4.6. Risques Technologiques .....	64
IV.4.7. Patrimoine culturel et historique .....	66
IV.5. Cadre de vie .....	69
IV.5.1. Niveaux sonores et vibration .....	69
IV.5.2. Vibration .....	74
IV.5.3. Sources d'émissions atmosphériques .....	74
IV.5.3. Emissions lumineuses .....	78
IV.6. Synthèse des enjeux .....	80
V. Effets temporaire .....	88
VI. Effet permanents du projet sur l'environnement .....	89
VI.1. Eau .....	89
VI.1.1. Alimentation et Consommation en eau potable .....	89
VI.1.2. Gestion des eaux ET ISOLATION DU SITE .....	91

VI.1.3. Rejet .....	92
VI.1.4. Conclusion concernant l'impact sur l'eau .....	101
VI.2. Air .....	102
VI.2.1. Impact chaufferie .....	102
VI.2.2. Impact circulation routière .....	103
VI.2.3. Odeur .....	103
VI.2.4. Conclusion concernant l'impact sur l'air .....	104
VI.3. Effet sur le voisinage .....	104
VI.3.1. Moyen de réduction.....	104
VI.3.2. Conclusion sur le bruit.....	104
VI.4. Déchets.....	105
VI.4.1. Type de dechets .....	105
VI.4.2. Gestion des dechets .....	106
VI.4.3. Conclusion sur les dechets .....	106
VI.5. Sols, sous-sols et eaux souterraines.....	107
VI.5.1. Source de pollution .....	107
VI.5.2. Conclusion sur le sol, sous sol et eaux souterraine.....	108
VI.6. Le paysage, les émissions lumineuses et le milieu environnant .....	108
VI.7. Energie .....	109
VI.8. Patrimoine naturel et culturel.....	109
VI.8.1. Paysage.....	109
VI.8.2. Espaces naturels.....	109
VI.8.3. Sites historique.....	110
VI.9. Evaluation des risques sanitaires .....	110
VI.9.1. Méthodologie.....	110
VI.9.2. Environnement du site .....	111
VI.9.3. Evaluation des SOURCES DE CONTAMINATION ET VECTEURS DE TRANSFERT.....	112
VI.9.3. Conclusion .....	114
VII. Effet cumules avec d'autre projet.....	116
VIII. Raison du choix du projet.....	117
VIII.1. Raisons économiques.....	117
VIII.2. Raisons urbanistiques .....	117

IX. Mesure prevue pour supprimer ou limiter les impact de l'établissement sur l'environnement...	118
X. Compatibilité du site avec l'affectation des sols et autres plans, schéma et programmes .....	119
X.1. Document d'urbanisme.....	119
X.1.1. Plan local d'urbanisme .....	119
X.1.2. Servitude .....	120
X.1.3. Schéma de coherence territoriale (SCoT).....	120
X.1.4. Plan Local d'Urbanisme Métropolitain (PLUM).....	122
X.1.5. Plan de prévention atmosphérique.....	122
X.2. SDAGE et SAGE .....	123
X.2.1. SDAGE Loire Bretagne .....	123
X.2.1. SAGE .....	125
XI. Condition de remise en état du site .....	126
XI.1. Préambule .....	126
XI.2. Proposition .....	127

Figure 1 : Localisation géographique du site sur fond IGN (Source Géoportail).....	16
Figure 2 : Localisation géographique du site (Source Géoportail) .....	17
Figure 3 : Précipitations moyennes sur la station de Orléans - Bricy (Source : Infoclimat) .....	22
Figure 4 : Températures moyennes sur la station de Orléans Bricy (Source : Infoclimat).....	22
Figure 5 : Rose des vents, station de Orléans (Source : MétéoFrance) .....	24
Figure 6 : Extrait de carte topographie du site.....	25
Figure 7 : Carte géologique du bassin parisien.....	26
Figure 8 : Carte géologique 1/50 000 au droit de l'aire d'étude (source : infoterre, BRGM_ avril 2021) .....	26
Figure 9 : Localisation des sites BASIAS dans les environs du site (source : infoterre).....	28
Figure 10 : Extrait de plan localisant les ouvrages et leur niveau d'eau associé (Source : Infoterre)...	32
Figure 11 : Réseau hydrographique (source Géoportail) .....	33
Figure 12 : Zonage sismique de la France (Source : <a href="http://www.planseisme.fr">http://www.planseisme.fr</a> ).....	40
Figure 13 : Remontée de nappe (source SIGES Centre Val de Loire) .....	41
Figure 14 : Aléas retrait-gonflement des argiles sur la commune de Saran (Source : géoriques.gouv.fr) .....	43
Figure 15 : Extrait de plan localisant la zone Natura 2000 la plus proche (source : Géoportail) .....	44
Figure 16 : Extrait de plan localisant la réserve naturelle la plus proche (source : Géoportail) .....	45
Figure 17 : <i>Extrait de plan localisant les ZNIEFF les plus proches (source : Géoportail)</i> .....	46
Figure 18 : Extrait de plan localisant la ZICO la plus proche (source : Géoportail) .....	47
Figure 19 : Extrait de plan localisant la RAMSAR la plus proche (source : Géoportail).....	48
Figure 20 : Extrait de plan localisant les ENS les plus proches (source : Département du Loiret).....	50
Figure 21 : Extrait de plan localisant le parc naturel le plus proche (source : Géoportail) .....	51
Figure 22 : Trame verte et bleue sur la commune de Saran (source PLU).....	53
Figure 23 : Tableau de variation de ma population entre 1968 et 2017 (source : Insee.fr) .....	55
Figure 24 : Localisation du projet dans son environnement lointain (Source : geoportail).....	56
Figure 25 : Tableau de répartition des secteurs d'activités sur la commune de Saran en 2020 .....	56
Figure 26 : Infrastructures routières proches du site (Source : geoportail).....	59
Figure 27 : Eau potable sur la commune de Saran (source commune de Saran) .....	60
Figure 28 : Extrait de plan localisant les servitudes liées aux canalisations de transport de gaz et/ou hydrocarbures à proximité du projet (source : Géorisque) .....	63
Figure 29: Positionnement du projet par rapport à la ligne électrique la plus proche (Source : Géoportail) .....	63
Figure 30 : Aérodrome au niveau de la zone d'étude (source Geoportail).....	64
Figure 31 : Localisation des points de mesure (source QUALICONSLT rapport de mai 2021).....	72
Figure 32: Carte des pollutions lumineuses (Source : Avex) .....	78
Figure 33 : Schéma de fonctionnement des eaux et rejets actuels .....	91
Figure 34 : Caractéristiques des rejets d'eaux pluviales à respecter .....	101
Figure 35 : Bilan registre déchet 2020.....	106

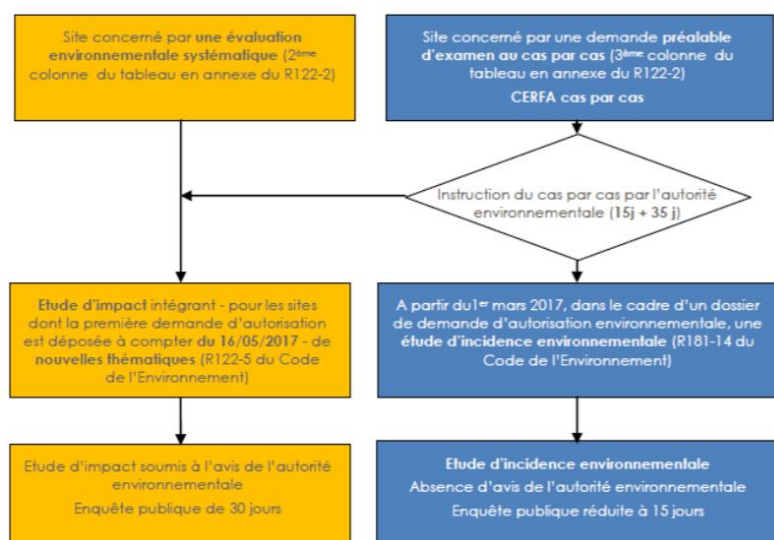
## I. PREAMBULE

### I.1. Contexte

La réforme de l'évaluation environnementale, introduite par l'ordonnance du 03/08/2016 et le décret du 11/08/2016, est entrée en vigueur.

Désormais, les projets listés au tableau annexé au R122-2 du Code de l'Environnement peuvent être soumis soit à :

- Soit **une évaluation environnementale** systématique incluant la réalisation d'une étude d'impact;
- Soit **une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale** au moyen d'un formulaire CERFA disponible. La demande d'examen au cas par cas est instruite par l'autorité environnementale qui statue sur la nécessité d'élaborer une évaluation environnementale. Ainsi, pour les ICPE soumises à autorisation et relevant du cas par cas en vertu de la nouvelle nomenclature, en fonction des impacts du projet sur l'environnement, une simple étude d'incidences environnementales (EIE) sera demandée. Si après examen au cas par cas, une évaluation environnementale n'est pas demandée, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la décision de ne pas le soumettre à évaluation environnementale. Le contenu de **l'étude d'incidences environnementales** est défini au R181-14 du Code de l'Environnement.





Le site DELISLE à Saran relève de la catégorie 1 - 3 ème colonne du tableau en annexe du R122-2 du code de l'Environnement.

A ce titre, la demande d'examen au cas par cas préalable a été transmise le 23 Avril 2021. Suite à l'instruction de cette demande, un arrêté du 02 Juin 2021 portant décision de l'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement acte que le projet du site DELISLE à Saran est dispensé d'étude d'impact. (Annexe 1)

L'étude d'incidences environnementales requise à l'issue de l'examen au cas par cas ayant statué à la dispense d'une étude d'impact, est défini à l'article R181-14 du Code de l'Environnement. Elle doit comporter à minima les points suivants :

- Description de l'état actuel du site du site et de son environnement,
- Compatibilité du site avec le SDAGE, le SAGE et le PPRI si concerné,
- Détermination des incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du site eu égard à ses caractéristiques et à la sensibilité de son environnement,
- Présentation des mesures d'évitement, de réduction et de compensation et modalités de suivi,
- Conditions de remise en état du site après exploitation,
- Résumé non technique.

Par conséquent, les éléments présentés dans le présent dossier répondent au contenu de l'étude d'incidences environnementales auquel le projet est soumis.

L'étude d'incidences environnementales établie pour un projet non soumis à étude d'impact doit être proportionnée à l'importance de ce projet et à son incidence prévisible sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

## I.2. Porteur de l'étude

**Raison sociale :** DELISLE SAS

**Forme juridique :** Société par actions simplifiée

**N° SIRET :** 38349340000097

**Adresse du Siège social :** Route de provins, Le petit taillis, BP 25, 77320 La Ferté-Gaucher

**Tel :** 01 64 75 88 88

**Fax :** 01 64 20 18 60

**E-mail :** [delisle@delisle-sa.com](mailto:delisle@delisle-sa.com)

**Adresse du site objet du présent dossier :** 1771 Rue de Montaran, 45770 Saran

**Nom et qualité du signataire de la demande :** Monsieur Jonathan Delisle en qualité de Dirigeant

**Personne chargée du suivi du dossier :** Monsieur Paulo ANDRE en qualité de Responsable QHSE.

## II. RESUME NON TECHNIQUE

---

### II.1. Contexte

Le présent dossier constitue la demande d'autorisation environnementale pour le site Delisle à Saran (45). L'activité principale de ce site est le transport de matière alimentaire et industrielle. Une activité complémentaire de lavage de citerne a été développée depuis 2020.

Le présent CHAPITRE correspond au résumé non technique de l'incidence environnementale, établi conformément à l'article R.181-14 du Code de l'Environnement. Il présente, pour chaque milieu physique, les risques d'atteinte à l'environnement liés aux activités de l'établissement, ainsi que les mesures de prévention associées.

Conformément à l'article R.122-3 du code de l'environnement, une "demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale" a été transmise à l'Autorité Environnementale le 23 Avril 2021. Suite à l'instruction de cette demande, l'Autorité Environnementale a jugé que ce projet ne nécessitait pas la réalisation d'une évaluation environnementale (arrêté du 02 Juin 2021 – voir document en annexe 1).

### II.2. Eau

Les activités de l'établissement ne sont pas à l'origine d'une production d'eaux usées industrielles. Les seules eaux usées générées proviennent des sanitaires (rejetées au réseau d'assainissement communal) et de l'aire de lavage des citernes. La consommation annuelle en eau potable s'élève à environ 13 270 m<sup>3</sup> en 2021 (eau provenant du réseau public d'adduction en eau potable) sur le site de Saran.

L'ensemble des zones de stockage et les voiries étant imperméabilisés, toutes les eaux de ruissellement sont collectées, et orientées vers le réseau communal. Une convention de rejet a été mis en place entre la commune et la société DELISLE. En amont du rejet, les eaux sont traitées par un séparateur à hydrocarbure.

Les eaux issues de la station de lavage sont également traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau d'assainissement communal.

Des zones de confinement des eaux d'extinction ont été prévues. En effet, le site dispose d'une cuve enterrée de 180 m<sup>3</sup> qui est allouée à la rétention des eaux d'extinction incendie.

L'établissement dispose donc des ouvrages de collecte, traitement et confinement permettant de gérer les eaux issues de l'ensemble du site.

### II.3. Sol

Le risque de pollution des sols provient principalement de la présence de cuves de carburants et de la circulation des engins (risque de fuites d'hydrocarbures). Afin d'éviter tout risque d'infiltration, plusieurs aménagements ont été prévus :

- collecte des eaux de lessivage et traitement avant rejet (pas de zone d'eau stagnante),
- cuve aérienne de 100 m<sup>3</sup> contenant du gazole (cuve double peau avec entretien annuel des équipements), et une cuve spécifique pour l'Adblue d'une contenance de 5000 litres
- stockage des produits liquides divers sur rétention.

L'imperméabilisation du site réalisée avant le début des activités permet d'assurer l'absence d'impact sur les sols.

### II.4. Air

Les émissions atmosphériques générées par l'établissement sont liées :

- à la circulation des camions,
- à la chaufferie

Tous les poids lourds font l'objet d'un entretien périodique et d'un contrôle technique biannuel. La chaudière ayant une puissance de 1,88 mW, un suivi réglementaire est également en place sur le site.

### II.5. Milieu naturel

Le site n'est pas localisé dans une zone naturelle protégée de type Zone Natura 2000, ZNIEFF, Réserve naturelle Régionale, Arrêté de biotope, Site inscrit ou classé.

Les zones protégées les plus proches sont implantées à 5,5 km au sud et sont en lien avec la Loire :

- ZNIEFF de type II « La Loire Orleannaise » (240030651)

Le principal risque d'impact envers ces zones correspond au rejet d'effluents aqueux pollués. L'établissement n'a pas d'impact sur ces zones étant donné les différents aménagements existants (traitement de l'ensemble des eaux, capacité de confinement, suivi des rejets, ...).

## **II.6. Bruit**

L'impact sonore lié à l'activité est lié :

- à la circulation des poids-lourds ;
- au fonctionnement de la station de lavage ;
- l'atelier de réparation.

Une campagne de mesures acoustiques a été réalisée par Qualiconsult le 27 et 28 avril 2021. Celle-ci a mis en évidence l'absence d'impact sonore provenant du site en dehors des limites de propriété.

## **II.7. Impact sur le paysage**

Le site se situe dans le parc d'activité de Montaran. Les premières habitations sont situées à 30 mètres au Nord-Ouest de la zone concernée par les mesures, de l'autre côté de l'impasse de la Foulonnerie et à plus de 90 mètres à l'Ouest du site, le long de la rue de Montaran.

Le site s'intègre dans le paysage actuel qui est plutôt urbanisé avec la présence d'axe routier et d'usine à proximité.

## **II.8. Déchets**

Les déchets produits par l'exploitation du site correspondent :

- Déchets de nettoyage des séparateurs à hydrocarbures,
- Terre et cailloux,

Ces déchets, limités en quantité, suivent tous des filières de traitement ou valorisation agréées.

## **II.9. Transport**

Le site est situé au Nord d'ORLEANS, dans le parc d'activité de Montaran, à proximité de FLEURY LES AUBRAIS. On retrouve au Sud et à l'Est du site objet du présent des axes routiers intermédiaires : la route de Montaran et la RD97. Un peu plus loin au Sud, un axe routier plus important est présent : la tangentielle E. Au total, environ 50 poids-lourds et 20 véhicules légers desservent le site chaque jour.

## **II.10. Remise en état du site**

En cas d'arrêt de l'activité de la société DELISLE sur le site SARAN, il y a aura une évacuation ou élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site. L'ensemble des locaux ainsi que les portails d'entrée seront maintenus fermés afin de limiter les risques de dégradations externes.

Un dossier de cessation d'activité sera déposé et comprendra un diagnostic de pollution de sol conformément à la réglementation en vigueur.

## **II.11. Garantie financière**

En lien avec les obligations de remise en état du site, en cas de cessation d'activité, le décret du 3 mai 2012 et l'arrêté du 31 mai 2012 définissent l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées.

Ces coûts prennent en compte l'évacuation des déchets, la sécurisation du site, ou encore la surveillance des eaux souterraine via la pose de piézomètre.

Dans le cas présent, le montant n'a pas été calculé. Si le montant est supérieur à 100 000 euros, la société DELISLE est tenue de constituer des garanties financières, conformément à l'article R516-1 du Code de l'environnement.

Ainsi, la société DELISLE sollicitera un organisme de cautionnement pour répondre à la réglementation suivant le montant inscrit dans l'arrêté préfectoral.

## II.12. Conclusion

Les principaux risques sont liés à l'activité :

- Pollution des sols et des eaux souterraines en lien avec l'infiltration des effluents pollués sur le site ;
- Pollution des eaux superficielles en lien avec les eaux de lessivage du site ou d'extinction en cas d'incendie ;
- Le bruit en lien avec l'activité de trafic routier du site.

Afin de répondre et minimiser l'ensemble de ses risques, la société Delisle a mis en place des mesures pour maîtriser ses impacts environnementaux :

- Imperméabilisation des sols et des zones de stockages ;
- Stockage des produits chimiques sur rétention ;
- Pré-traitement des eaux pluviales de voirie via un séparateur hydrocarbure avant rejet au réseau d'eau communal ;
- Ré-emploi des eaux pluviales de toiture au niveau du portique pour réduire la consommation en eau.

### III. DESCRIPTION DE PROJET

#### III.1. Situation géographique et aire d'étude

- Le présent dossier intervient dans le cadre de la régularisation de la station de lavage de citernes vides qui peuvent contenir des alcools, de la farine, du sucre et de l'amidon ;
- Le site se situe dans le département du Loiret (45), sur la commune de SARAN, au niveau de la rue de Montaran.
- L'accès au site s'effectue par la rue de Montaran au numéro 1771.
- La zone d'étude concerne la parcelle n° 115 de la section AL du plan cadastral de la ville de SARAN (45).
- Le site s'étend sur une superficie de 22 100 m<sup>2</sup>.
- La station de lavage, objet du présent dossier, relève du régime de l'Autorisation environnementale au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) :
  - Autorisation pour la rubrique 2795 ;
  - Déclaration pour les rubriques 1435 et 2910 et 4734.

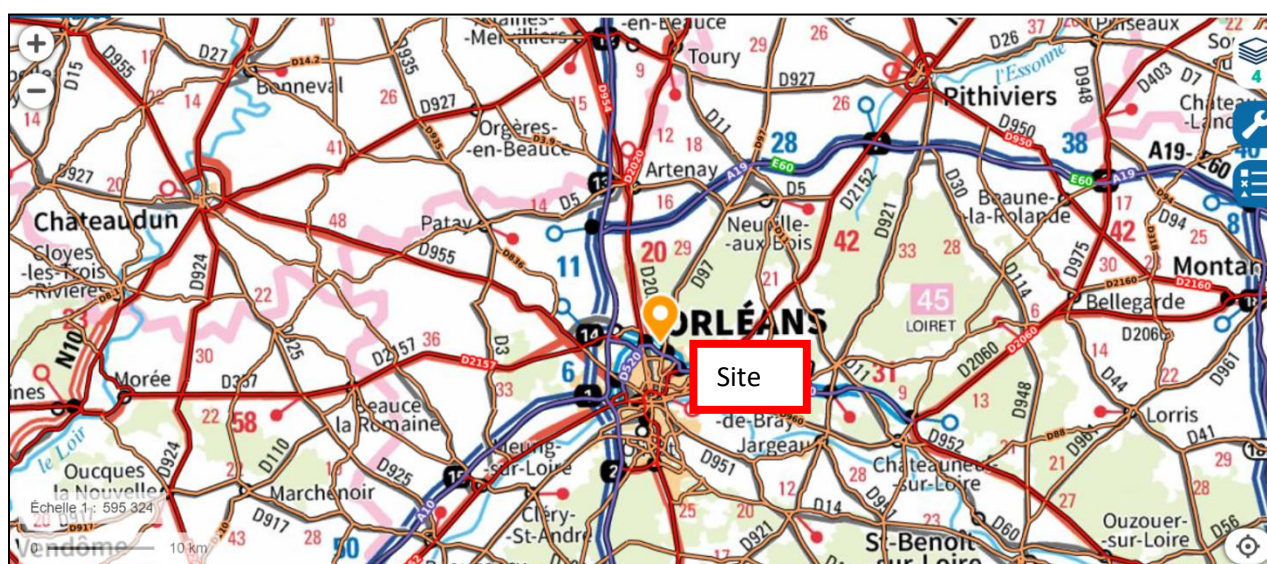


Figure 1 : Localisation géographique du site sur fond IGN (Source Géoportail)



## Station de Lavage de citernes sur le site Delisle à Saran

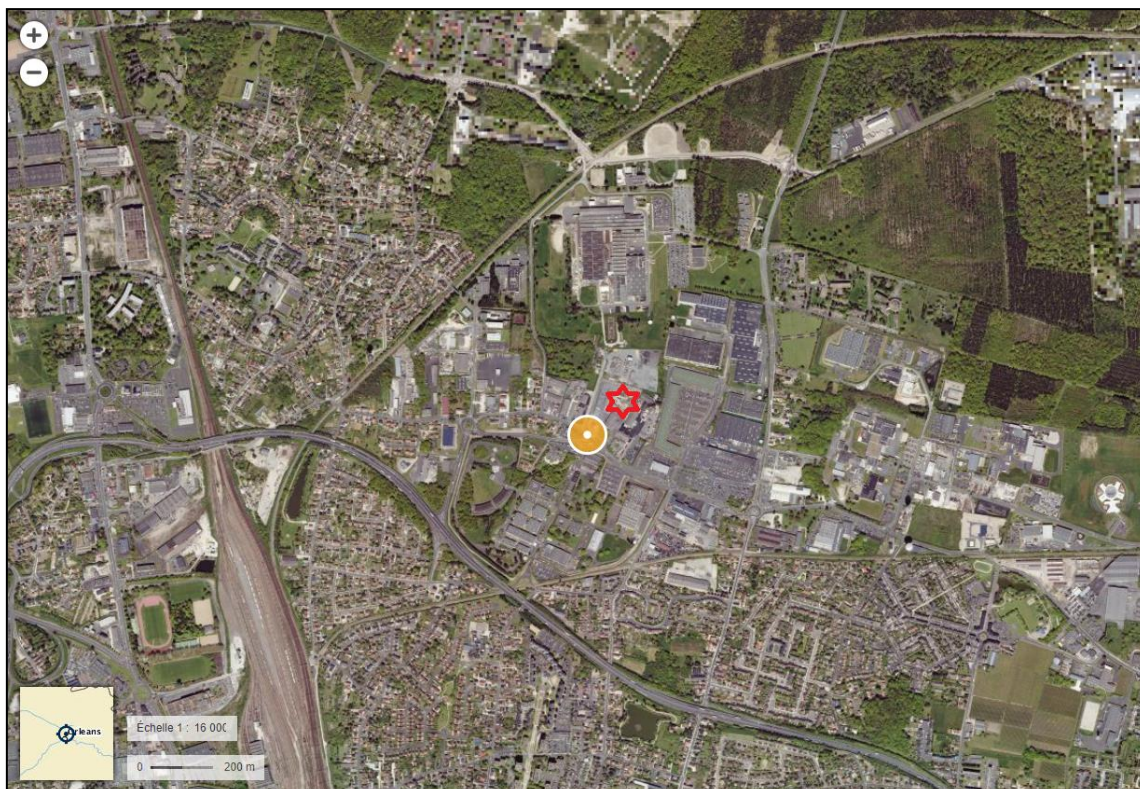


Figure 2 : Localisation géographique du site (Source Géoportail)

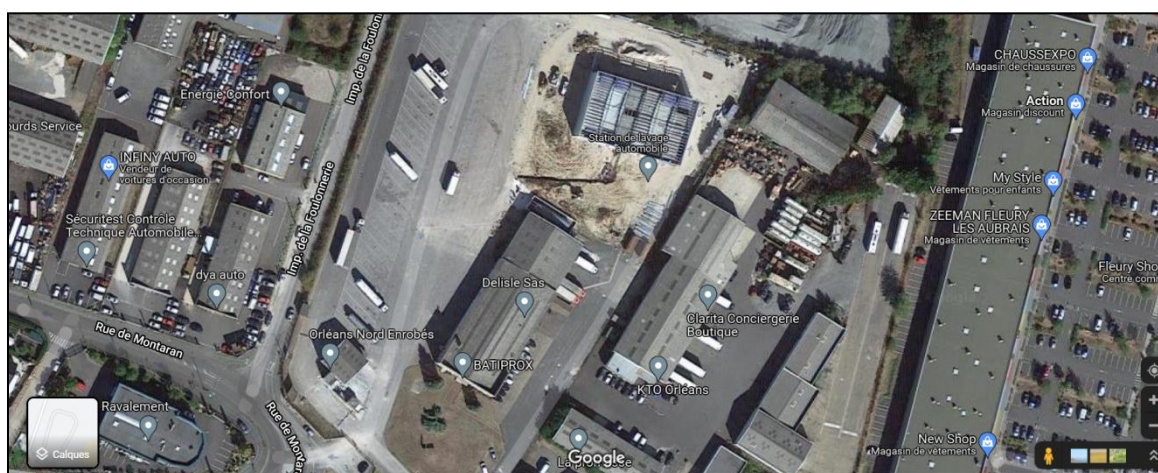


Figure 3 : Localisation de la station de lavage (source google maps)

## III.2. Les installations du site DELISLE de SARAN

L'objet du dossier est la régularisation administrative qui passe d'un régime de déclaration à celui de l'autorisation ICPE pour la rubrique 2795 de la nomenclature des ICPE. Un module de pré-traitement sera mis en place sur le site au 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

### III.2.1. LA STATION DE LAVAGE

Le site de Saran possède une station de lavage pour ses poids lourds en service depuis le 25 Mai 2020. Elle est composée de :

- 1 piste pour les lavages industriels;
- 2 pistes pour les lavages alimentaires. Les pistes sont indépendantes.

Le site comprend également :

- 1 portique de lavage haute pression pour les lavages extérieurs des tautliners, citernes et bennes ;

On peut identifier différentes catégories :

- Alimentaire : Sucre, Farine, Gluten, Mélasse, Huile, Chocolat, Vin, Alcool
- Non alimentaire : Ciment, Plâtre, Sel, Carbonate, Plastique, Pvc, Craie

La station de lavage comprend également des locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation ainsi qu'un espace d'accueil, détente et sanitaires.



Après déchargement des produits, il subsiste souvent des traces de produit ayant adhéré sur les parois. Le lavage d'une citerne après transport est donc une nécessité, surtout lorsque celle-ci doit transporter un produit différent par la suite.

De surcroît, le transport des produits agroalimentaires est soumis à un certain nombre de critères de propreté pour des raisons d'hygiène et de santé publique.

Le lavage est exécuté à l'aide d'un nettoyeur haute pression alimenté en eau chaude ou froide sous pression (120 bars). Le lavage des camions nécessite de disposer de pistes étanches permettant de recueillir les eaux.

Ces pistes sont équipées d'un caniveau raccordé au système général de collecte et de prétraitement des eaux usées. En cas d'incident une vanne peut être fermée pour contenir les eaux sur site.

Les eaux pluviales de toiture rejoignent une cuve enterrée de 90 m<sup>3</sup> qui permet d'alimenter la station de lavage.

L'ensemble des eaux pluviales de voiries vont rejoindre le réseau communal après passage via le séparateur hydrocarbures.

Le prétraitement (décantation, dégraisseur et séparation des hydrocarbures) permet une première épuration des eaux, notamment la retenue de corps solides, ordures, détritiques, liquides et matières. Le réseau d'eaux usées est indépendant du réseau d'eau pluviale, ce qui permet d'éviter tout débordement en cas de pluies exceptionnelles. Les additifs de lavage sont entreposés dans un local approprié sur rétentions séparatives. Ils seront stockés en fûts, bidons, sacs ou containers.

Notons que cette station est amenée à accueillir des camions ayant transportés des produits industriels. Ces produits industriels sont des produits non combustibles, non inflammables.

La quantité totale d'eau actuellement mise en œuvre est de 55 m<sup>3</sup>/j et est constituée de :

- 8 lavages/jour de citerne alimentaire ;
- 5 lavages/jour de citerne industrielle ;
- 2 lavages/jour pour le portique et lances.

La quantité totale d'eau envisagée mise en œuvre est de 150 m<sup>3</sup>/j et se constituera de :

- 30 lavages/jour de citerne alimentaire ;
- 30 lavages/jour de citerne industrielle ;
- 40 lavages/jour pour le portique et lances.

Cette station de lavage sera destinée aux camions de la société DELISLE et compagnies externes.

Des activités annexes sont présentes sur le site tels que :

- Station-service (distribution de gasoil) ;
- Atelier de réparation (sous-traité à RAMBACH SA) ;

### **III.2.2. STATION SERVICE**

La société DELISLE étant spécialisée dans le transport de marchandises, les nombreux poids lourds circulant nécessitent des points de ravitaillement. A ce titre une station-service équipée d'une pompe est installée sur le site de Saran.



La station-service comprend une cuve aérienne de 100 m<sup>3</sup> contenant du gazole (cuve double peau avec entretien annuel des équipements), et une cuve spécifique pour l'Adblue d'une contenance de 5000 litres. Cette station-service est réservée aux camions et engins de la société.

Il n'y a plus de cuve enterrée sur le site puisqu'ils ont fait l'objet d'un enlèvement. Néanmoins, un plan de gestion est présent sur ce site suite à la pollution en lien avec les cuves enterrées.

Annuellement cette station-service permet la fourniture de 769 m<sup>3</sup> de carburant, ce qui représente une moyenne de 19 véhicules par jour.

### **III.2.3. LES INSTALLATIONS DE COMBUSTION**

L'installation de combustion du site a une faible puissance puisque la chaudière a une capacité de 1,88 mW. Actuellement, cette dernière est alimentée en gaz de ville, ce qui permet de réduire les émissions polluantes.

La puissance de la chaudière du site étant de 1,88 MW, celle-ci fait l'objet d'un contrôle des émissions polluantes tous les deux ans, conformément à l'article R. 224-35 du code de l'environnement.

### **III.2.4. ATELIER DE REPARATION**

Le site comprend un atelier de réparation de carrosserie (pare choc, casses diverses) et stockage de pièces qui est actuellement inoccupé et n'a pas à vocation à être réutilisé.



## IV. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU PROJET ET DE SON ENVIRONNEMENT

---

### IV.1. Rayon d'étude

A la vue du projet et de son environnement, la zone étudiée concernant le milieu naturel terrestre se limitera à l'emprise du site et à son environnement immédiat.

### IV.2. Milieu physique

#### IV.2.1. CONTEXTE CLIMATIQUE

Source : Météo-France/ Météoblue /Infoclimat

##### 4.2.1.1. Généralités

Le climat du département du Loiret est de type océanique dégradé avec des tendances semi-continentalles à l'est du département. Le climat se caractérise par des étés frais et relativement humides et des hivers doux et pluvieux

Les données météorologiques sont issues de la station d'Orléans-Bricy (45), qui est située à 125 m d'altitude et à environ 30 km au nord-ouest du site.

##### 4.2.1.2. Pluviométrie

La pluviométrie moyenne annuelle calculée entre 1981 et 2010 est de 642,5 mm/an. Les pluies sont fréquentes en toute saison, présentant cependant un léger maximum au mois de mai.

Le nombre moyen de jours de précipitations (> à 1 mm) atteint 5,4 jours/an.

Le potentiel d'évaporation du sol représenté par la grandeur ETP (Evapotranspiration Potentielle) est en moyenne de 803 mm sur une année avec un maximum de 140,2 mm réalisé en juillet. Cette valeur est calculée en fonction notamment de la température de l'air, de l'ensoleillement et du vent.

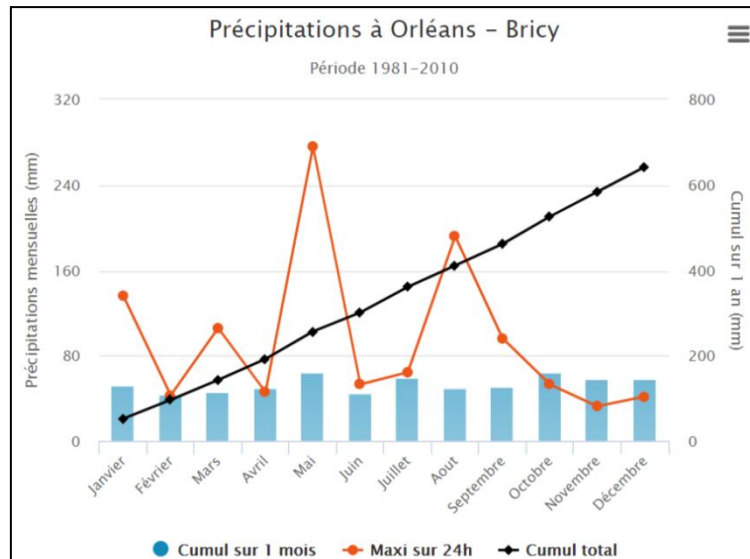


Figure 4 : Précipitations moyennes sur la station de Orléans - Bricy (Source : Infoclimat)

#### 4.2.1.3. Température

La douceur de la température est une autre caractéristique de ce climat. La température moyenne annuelle enregistrée entre 1981 et 2010 est d'environ 11,2°C. La moyenne des températures maximales relevées sur cette période atteint en été 25,4°C en Juillet et la moyenne des températures minimales atteint en hiver 0,9°C en Février.

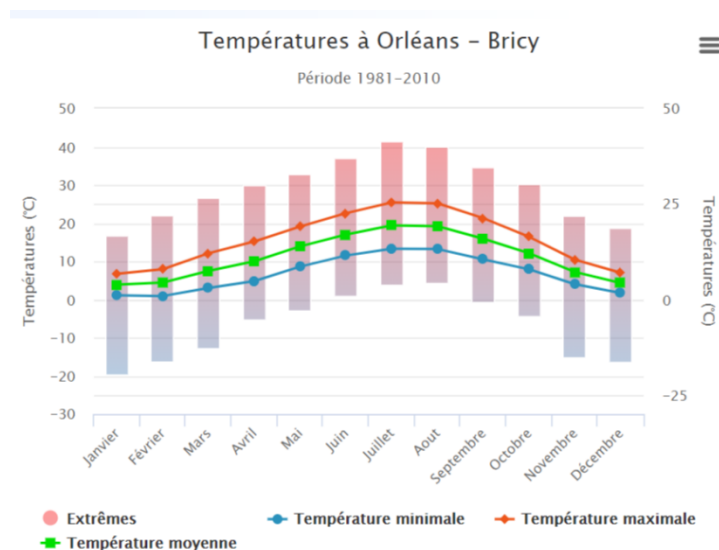


Figure 5 : Températures moyennes sur la station de Orléans Bricy (Source : Infoclimat)

#### 4.2.1.4. Vent

La rose des vents provient de la station d'Orléans-Bricy et couvre la période de février 1971 à décembre 2000.

La rose des vents donne les fréquences moyennes des vents ainsi que leurs directions par groupe de vitesse 1,5 à 4,5 m/s, 4,5 à 8 m/s ou supérieur à 8 m/s.

Les vents dominants, dans la région du site, sont des vents de secteur ouest – sud-ouest pour 38,5 % d'entre eux et de secteur nord – nord-est pour 18,6 %.

Les vitesses se répartissent en moyenne de la façon suivante :

- 8,1 % des vents ont une vitesse inférieure à 1,5 m/s (5,4 km/h) ;
- 53,2 % des vents ont une vitesse comprise entre 1,5 et 4,5 m/s (5,4 et 16,2 km/h) ;
- 32,9 % des vents ont une vitesse comprise entre 4,5 et 8 m/s (16,2 et 28,8 km/h) ;
- 5,8 % des vents ont une vitesse supérieure à 8 m/s (28,8 km/h).

Le Tableau 4 fournit à titre indicatif la correspondance entre la qualification des vents (pour des vents terrestres) et leur perception. La majorité des vents peut donc être qualifiée de vent calme à modéré.

**Tableau 1 : Qualification des vents**

<b>Type de vent au sens des météorologistes</b>	<b>Perception / Vitesse</b>
Calme	Absence de vent ou vitesse max. de 2 km/h
Faible (ou vent léger)	Vent discret perceptible, vitesse jusqu'à 12 km/h
Modéré	Vent nettement perçu, vitesse jusqu'à 30 km/h
Assez fort	Rafales, vitesse max. de 50 km/h
Fort	Avis de coup de vent, vitesse jusqu'à 75 km/h
Très fort	Avis de fort coup de vent, vitesse > 75 km/h

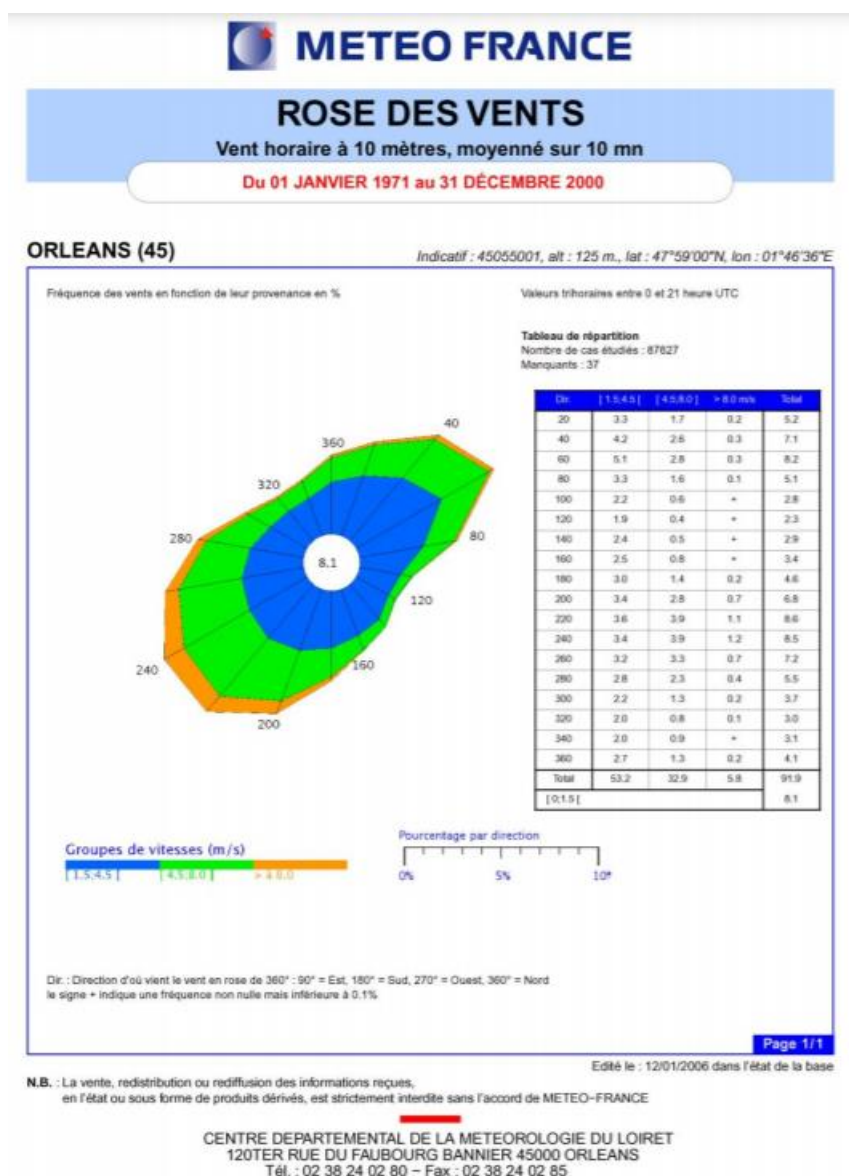


Figure 6 : Rose des vents, station de Orléans (Source : MétéoFrance)

#### 4.2.1.5. Ensoleillement

L'ensoleillement annuel moyen sur la période entre 1981 et 2010 est de 147h par mois pour des maxima atteint en juillet/aout.

La zone d'étude est soumise majoritairement à un climat océanique dégradé marqué par des amplitudes thermiques saisonnières faibles et les précipitations non négligeables tous au long de l'année. Les vents sont de prédominance Ouest, Sud-ouest.



## IV.2.2. TOPOGRAPHIE

Source : [www.cartes-topographiques.fr/France](http://www.cartes-topographiques.fr/France).

Le site d'implantation s'inscrit dans un paysage urbain en marge de la forêt d'Orléans et de la plaine de Beauce, à l'ouest du département du Loiret.

Il présente une topographie globalement plate avec une altitude faible de 133 mètres NGF.

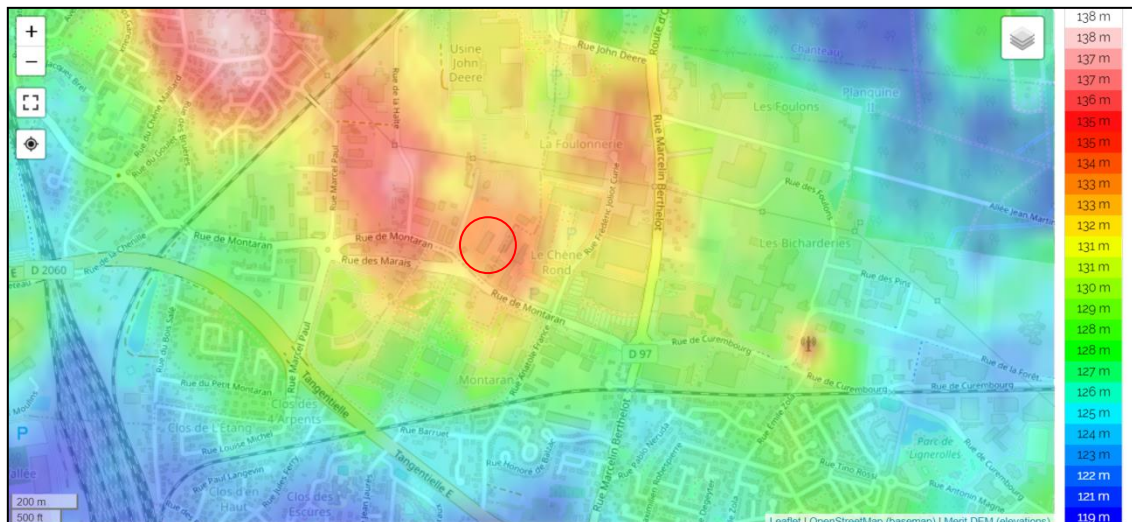


Figure 7 : Extrait de carte topographie du site

La zone d'étude s'étend sur une entité géographique globalement plane avec une attitude moyenne de 133mNGF.

## IV.2.3. CONTEXTE GEOLOGIQUE ET GEOTECHNIQUE

### 4.2.3.1. Contexte régional

L'aire d'étude s'inscrit au sein d'une unité géologique majeure occupant la moitié Nord de la France : le **Bassin Parisien**. Il s'agit d'une vaste dépression ouverte sur la Manche où les différentes couches de terrain forment des auréoles concentriques, les terrains les plus récents (roches d'origines marine, lacustre et lagunaire, puis fluviale) se trouvant au centre du bassin, et reposant sur un socle hercynien dont les massifs témoins affleurent en périphérie du Bassin Parisien (notamment les Ardennes, le Massif Central et le Massif Armoricain).

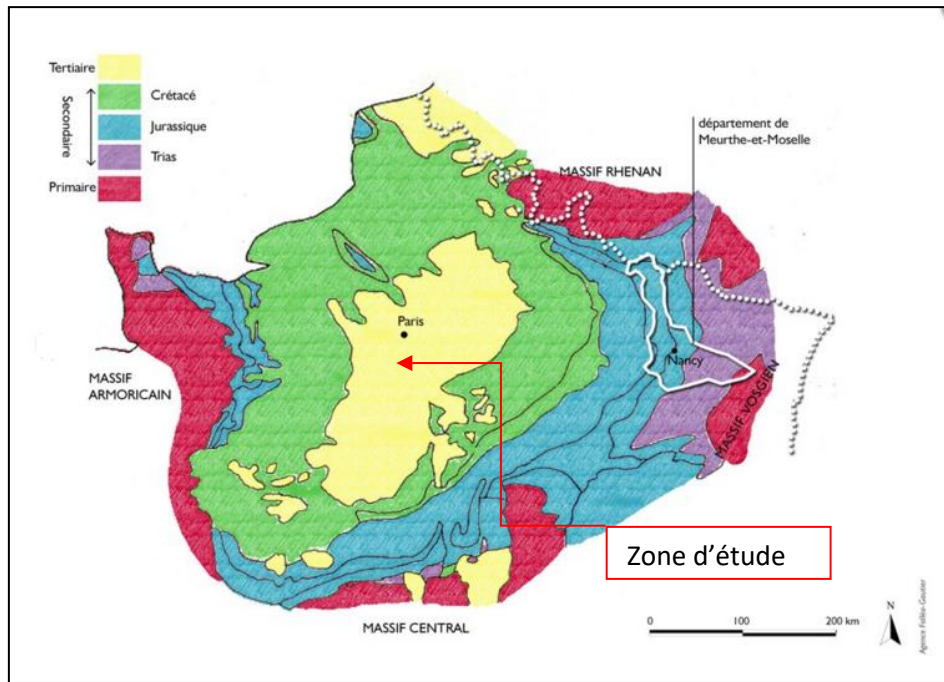


Figure 8 : Carte géologique du bassin parisien

#### 4.2.3.2. Contexte géologique local

Source : Le site est compris dans l'emprise de la carte géologique d'Orléans (Carte BRGM n°XXII-19 au 1/10 000ème et sa notice explicative, éditées par le BRGM)

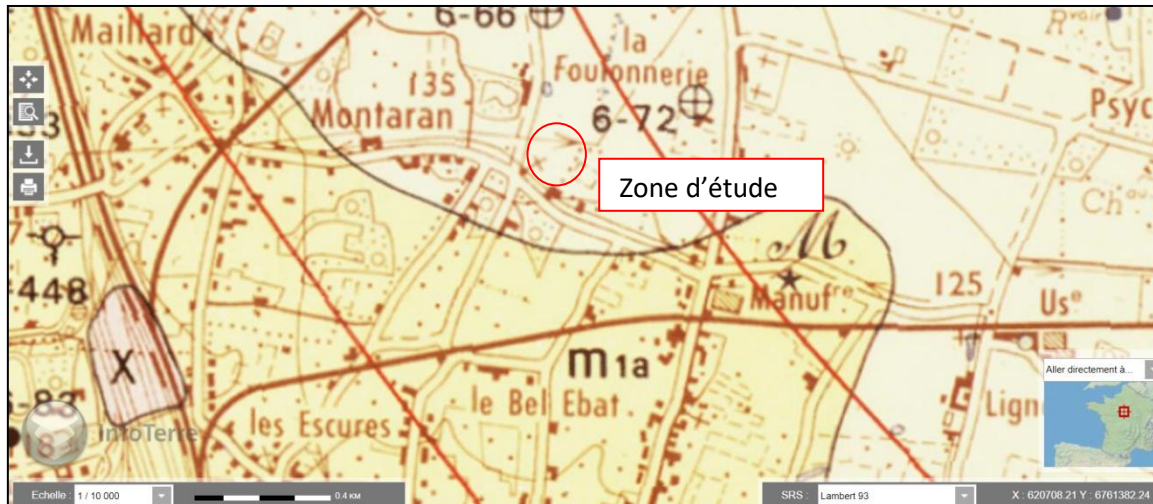


Figure 9 : Carte géologique 1/10 000 au droit de l'aire d'étude (source : infoterre, BRGM\_ avril 2021)

Le site est bâti sur des sables et argiles de Sologne (mlb). Sur une épaisseur pouvant atteindre 12 m, cette formation correspond à un mélange en toutes proportions de sables et d'argiles (sables argileux, sables purs, argiles bigarrées grises, verdâtres ou beiges.) souvent répartis en lentilles.

Les terrains sont constitués d'un complexe de sables et argiles de Sologne. Le sol est homogène et perméable en raison de la présence de sable dans les argiles.

#### 4.2.3.3. Qualité des sols en fonction de leur utilisation passée

*Sources : Géorisques (Base de donnée BASIAS, BASOL et SIS)*

BASOL et BASIAS sont des bases de données du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie :

**BASOL** : Base de données présentant les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics à titre curatif ou préventif.

**BASIAS** : Inventaire des Anciens Sites Industriels et Activités de Service présentant tous les sites industriels, abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement.

##### 4.2.3.3.1. Base de donnée BASIAS

Le site n'est pas référencé sur la base de données BASIAS. On dénombre 55 sites BASIAS sur la commune de Saran.

Dans son environnement proche, 11 sites BASIAS sont recensés dans un rayon de 1 km. Ils sont décrits dans le tableau ci-dessous



Figure 10 : Localisation des sites BASIAS dans les environs du site (source : infoterre)

Référence	Distance au site (m)	Raison sociale	Date de première activité	Date de fin d'activité	Activité	Groupe
<b>CEN4502459</b>	90 m à l'ouest	GONDOLFF Père et fils	01/01/1989	-	Mécanique industrielle  Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	2eme
<b>CEN4502115</b>	226 m au sud	POITRIMOULT	01/01/1970	24/01/2000	Garages, ateliers, mécanique et soudure	2eme
<b>CEN4501834</b>	288 m au sud est	Etudes Mécaniques (Réalisation d')	01/01/1970	/	Mécanique industrielle	2eme
<b>CEN4502463</b>	408 m au sud est	DUMANS Jackie	28/02/1974	01/09/1980	Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	2eme
<b>CEN4500743</b>	420 m au sud est	M.A.T.R.O. (Matériaux Routiers Orléanais), ex/Société Française de Viabilité, ex/SALVIAM-BRUN (Sté)	?	/	Centrale d'enrobage (graviers enrobés de goudron, pour les routes par exemple)	1er



<b>CEN4501836</b>	605 m au sud est	STALTER Maurice	01/01/1970	/	Mécanique industrielle	2eme
<b>CEN4501835</b>	425 m à l'est	THALES	20/04/1954	/	raiment et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)	1er
<b>CEN4500707</b>	782 m au nord est	Commune de FLEURY-LES-AUBRAIS	19/07/1954	01/01/1980	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	1er
<b>CEN4500187</b>	1 km au nord est	Vidanges (Sté des), Thuasne et Cie	16/06/1881	01/07/1913	Dépôt d'immondices, dépotoir à vidanges (ancienne appellation des déchets ménagers avant 1945)	1er
<b>CEN4500359</b>	395 m au nord est	MOOKY AUTO, ex/Allo Casse Auto (SA)	01/01/1985	/	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto... )	1er
<b>CEN4500355</b>	652 m au sud est	Laboratoire SERVIER, ex/LIMONDIN (Ets)	26/11/1952	/	Fabrication de produits pharmaceutiques de base et laboratoire de recherche	1er

Tableau 2 : Sites BASIAS recensés dans un rayon de 1km m autour de la zone d'étude (source : Infoterre)

Au regard de la nature des activités identifiées comme BASIAS, ils peuvent constitués des sources de pollution pour le site d'étude.

#### 4.2.3.3.2. Base de donnée BASOL et SIS

Le site est référencé sur la base de données BASOL. Il y a également 4 autres sites sur la commune de Saran répertorié dans la base.

Nom du site	Adresse	Distance	Activité
<b>Station service "Relais du Bois Joli"</b>	572 ROUTE NATIONALE 20	1,6 km à l'Est (hors zone)	La station service a cessé son activité le 1er décembre 2003.
<b>Société COVED - Centre de tri de déchets</b>	PARC D'ACTIVITÉ "LES VALLÉES"	1,6 km à l'Est (hors zone)	L'établissement est constitué d'un bâtiment de tri/stockage de déchets et d'une aire extérieure d'entreposage. L'établissement possède une cuve de carburant compartimentée de 30 m3 située en fosse dans le bâtiment précité.

Société DELISLE

<b>JOHN DEERE</b>	USINE DE SARAN	440 m au nord	Les activités sont: - Travail mécanique des métaux. - Revêtement métallique ou traitement. - Ateliers d'essai et bancs moteurs. - Ateliers de peinture, vernis, apprêt, colle, enduit,...
<b>Société Gabriel Environnement (ex société orléanaise de récupération)</b>	171 RUE DE LA CHENILLE	1,1 km à l'est	Installation de transit : - de gravats (provenant de chantiers de démolition), - d'amiante conditionné, - de déchets verts et de bois, - de déchets industriels banals (DIB).  Elle exerce également sur ce site des activités de broyage de végétaux et de concassage de gravats.
<b>DELISLE (ex RONCERAY )</b>	1771 RUE MONTARAN	Site d'étude	Station service Station de lavage de citerne Ateliers de réparation Cuves de gasoil enterré

**Au regard de la nature des activités identifiées comme BASOL, et de la distance, aucun site n'est retenu comme pouvant avoir un impact sur le site Delisle hormis l'activité de ce dernier.**

La zone d'étude comporte 11 sites BASIAS, 4 sites BASOL et aucune zone SIS. Compte tenu de l'usage passé et actuel du site, le risque de présence de pollution résiduelle des sols semble présent.

#### IV.2.4. CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE

Source : Masses d'eau souterraines (BRGM – MEDDTL) / [infoterre.brgm.fr](http://infoterre.brgm.fr)

##### 4.2.4.1. Présentation des masses d'eau souterraines présentes au droit du site

Les formations géologiques perméables sont susceptibles de contenir des masses d'eaux souterraines.

Les informations concernant les aquifères présents au droit de la zone d'étude proviennent de la notice géologique du BRGM et du portail national d'accès aux données sur les eaux souterraines (ADES).

Au niveau du site d'étude, les masses d'eau rencontrées sont :

- FRGG135, Multicouches craie Séno-turonienne et calcaire de Beauce sous forêt d'Orléans captifs (niveau 1);

- FRHG218 Albien-néocomien captif (niveau 2);
- FRGG073, Calcaires du Jurassique supérieur captifs (niveau 3).
- FRGG067, Calcaires à silex du Dogger captifs (niveau 4) ;
- FRGG130, Calcaires et marnes du Berry Captifs (niveau 5) ;
- FRGG131, Grès et arkoses du Berry captifs (niveau 6).

Dans le cas présent, nous regarderons les informations constituant la masse d'eau de niveau 1, c'est-à-dire, la masse d'eau FRGG135, Multicouches craie Séno-turonienne et calcaire de Beauce sous forêt d'Orléans captifs. La masse d'eau souterraine « Calcaires Tertiaires captifs sous forêt d'Orléans » présente un bon état quantitatif pour 2015, il n'y a donc pas de déséquilibre entre les prélèvements et la ressource (recharge annuelle). L'état chimique est également qualifié de bon pour 2015. Le bon état global de la masse d'eau souterraine a donc été atteint en 2015 et doit être maintenu.

La masse d'eau Multicouches craie Séno-turonienne et calcaire de Beauce sous forêt d'Orléans captifs caractérise la zone centrale du département du Loiret. Elle correspond à la partie captive du système aquifère de Beauce, sur laquelle s'étend la forêt d'Orléans et est délimitée au Sud par la Loire. Le SAGE Nappe de Beauce est présent sur toute la masse d'eau souterraine.

Le dôme piézométrique de la nappe est orienté Nord-ouest Sud-est.

#### **4.2.4.2. Etat quantitatif et chimique des masses d'eau souterraines**

En l'état actuel des connaissances, les concentrations en produits phytosanitaires peuvent être limitantes pour l'atteinte des objectifs DCE et le respect des normes AEP (Alimentation en Eau Potable).

La masse d'eau souterraine « Calcaires tertiaires libres de Beauce » présente un mauvais état quantitatif, il y a donc un déséquilibre entre les prélèvements et la ressource (recharge annuelle). Cela est dû aux pompages très importants opérés sur la nappe pour les besoins en eau des cultures, avec pour conséquence notamment un déficit d'alimentation et des problèmes chroniques sur les rivières exutoires.

L'état chimique est également très préoccupant. En effet, ce dernier, déclassé en nitrates et en pesticides, est catégorisé en médiocre. Ce déclassement est le fait : - d'une forte proportion de la masse d'eau affectée par cette mauvaise qualité (nitrates et pesticides), - d'une dégradation de la ressource en eau utilisée pour l'alimentation en eau potable.

L'état quantitatif et chimique de la masse d'eau de l'Albien-néocomien captif (HG218) présente un bon état quantitatif et plus aucun risque depuis 2015. Cette masse d'eau est considérée comme stratégique, à l'échelle locale, à préserver en vue de leur utilisation dans le futur pour les captages d'eau destinées à la consommation humaine et dans l'optique d'une anticipation des effets du changement climatique.

Plusieurs sondages ont été réalisés dans l'environnement du site. La carte ci-dessous représente la localisation des sondages et le niveau d'eau mesuré par rapport au sol

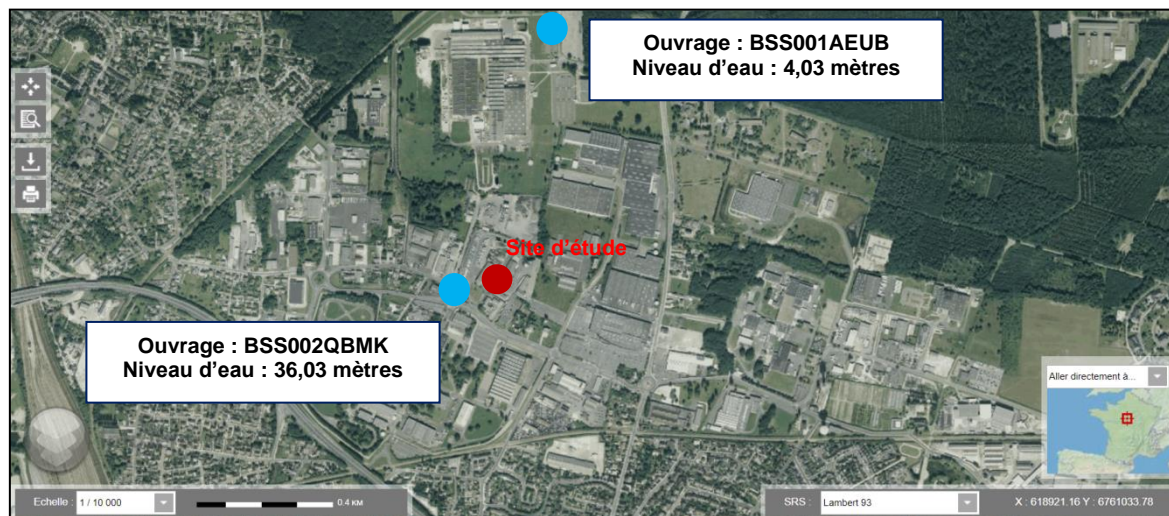


Figure 11 : Extrait de plan localisant les ouvrages et leur niveau d'eau associé (Source : Infoterre)

Les sondages permettent de mettre en évidence la présence de la première masse d'eau à une profondeur supérieure à 4mètres.

Plusieurs nappes aquifères au niveau du site de Saran:

- Multicouches craie Séno-Turonienne et Calcaire de Beauce sous forêt d'Orléans captifs (FRGG135)
- la masse d'eau Albien-néocomien captif (HG218) :

La masse d'eau de l'Albien-néocomien captif présente un bon état quantitatif et chimique. Ce qui n'est pas le cas pour la nappe de Beauce où l'atteinte du bon état est repoussé.



## IV.2.5. MILIEU AQUATIQUE

### 4.2.5.1. Réseau hydrographique

La commune est rattachée au SAGE de la nappe de Beauce.

La Loire se situe à 5,5 km au sud du site. Il n'existe pas dans un rayon de quelques kilomètres autour du site de fleuve aussi conséquent. On retrouve également un petit cours d'eau : l'Egouttier à 1,5 km au nord-est du site.

Le cours d'eau le plus proche se situe à plus de 1,5 km. Il s'agit d'un affluent de la Loire : l'Egouttier situé sur la commune de Semoy.



Figure 12 : Réseau hydrographique (source Géoportail)

Le site SANDRE donne des informations sur les cours d'eau ayant une existence réglementaire. Le tableau ci-dessous résume l'ensemble des informations du site :

<i>Code Sandre</i>	<i>Cours d'eau</i>	<i>Longueur km</i>	<i>Confluence</i>
<b>K4347000</b>	L'égoutier	8	La Loire
<b>00001</b>	La Loire	522,42	/

Tableau 3 : Caractéristiques des masses d'eau superficielles à proximité du site d'étude (source SANDRE)

#### 4.2.5.2. Aspect qualitatif

La directive cadre européenne sur l'eau a été transposée en droit français au travers de la loi n°2004-338 du 21 avril 2004. Celle-ci impose aux états membres de respecter un calendrier de mise en œuvre de la directive de façon à maintenir ou obtenir à l'horizon 2015 un bon état des milieux aquatiques.

D'après cette loi, « les objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux correspondent : Pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines, à un bon état écologique et chimique ».

L'évaluation de la qualité de l'eau est réalisée selon la circulaire DCE n°2005-12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » et à la constitution des référentiels pour les eaux douces de surface en application de la Directive Européenne 2000/60/DCE du 23 octobre 2000.

La qualité des eaux de la Loire fluctue entre bon et médiocre.

#### 4.2.5.3. Aspect quantitatif

La Banque HYDRO donne accès à des chroniques de débits à partir de valeurs mesurées sur des stations de jaugeage. Plusieurs stations sont présentes sur la Loire au niveau d'Orléans dont celle du Pont royal (station K4350010).

Les données quantitatives mesurées entre 1965 et 2021 sur cette station indiquent :

- Débit moyen est de 333 m<sup>3</sup> /s
- Débit d'étiage (QMNA5) de 48 m<sup>3</sup> /s.

#### 4.2.5.3. Modalité de gestion des eaux

##### 4.2.5.3.1. SDAGE

La commune de Saran est incluse dans le bassin Loire Bretagne qui couvre une superficie de 156 870 km<sup>2</sup>. La gestion des eaux superficielles de notre secteur d'étude entre dans le cadre du SDAGE Loire-

---

Bretagne 2016-2021 adopté le 04 novembre 2015 et approuvé par arrêté le 18 novembre 2015. Le SDAGE comporte 14 orientations fondamentales et dispositions :

- Repenser les aménagements de cours d'eau ;
- Réduire la pollution par les nitrates ;
- Réduire la pollution organique et bactériologique ;
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides ;
- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses ;
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau ;
- Maîtriser les prélèvements d'eau ;
- Préserver les zones humides ;
- Préserver la biodiversité aquatique ;
- Préserver le littoral ;
- Préserver les têtes de bassin versant ;
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques ;
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers ;
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Le document d'accompagnement du SDAGE est le résumé du programme de mesures. Les actions du programme de mesures sont organisées autour de six grands domaines d'action :

- Milieux aquatiques : restauration de la morphologie et amélioration de la continuité des cours d'eau, restauration et gestion des zones humides ;
- Agriculture : réduction des pollutions d'origine agricole ;
- Assainissement : réduction des pollutions d'origine domestique et industrielle (industries raccordées) ;
- Ressource : économie d'eau, gestion collective des prélèvements, substitution... ;
- Connaissance : études générales d'amélioration de la connaissance.

A ces six domaines, il faut ajouter le domaine de gouvernance (animation), transversal et présent dans chacun des grands domaines.

Notre projet est compatible avec les objectifs du SDAGE qui sont applicables à notre projet notamment :

- Diminution des pollutions diffuses par mise en place du décanteur/séparateur à hydrocarbures et par le suivi de cet appareil de dépollution ;
- Restauration des milieux aquatiques en évitant de rejeter des eaux pluviales polluées et en rejetant ces eaux dans le réseau communal.

#### 4.2.5.3.2. SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Les SAGE doivent eux-mêmes être compatibles avec le SDAGE.

Il est doté d'une portée juridique et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec ses dispositions. Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions des SAGE.

Il est opposable aux tiers et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau.

La commune de Saran fait partie du SAGE de la Nappe de Beauce. Les enjeux du territoire sont au nombre de cinq :

- Gérer quantitativement la ressource ;
- Assurer durablement la qualité de la ressource ;
- Protéger les milieux naturels ;
- Prévenir et gérer les risques d'inondation et de ruissellement ;
- Partager et appliquer le SAGE.

#### 4.2.5.3.3. Zones sensibles à l'eutrophisation

La délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation a été faite dans le cadre du décret n° 94- 469 du 3 juin 1994, relatif à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires, qui transcrit en droit français la directive européenne n° 91-271 du 21 mai 1991. Le classement d'un territoire en zone sensible implique des normes sur les rejets des stations d'épuration sur les paramètres phosphore ou azote, voire bactériologiques. Les normes pour les rejets sont définies dans l'arrêté du 21 juillet 2015.

La commune de Saran est sensible à l'eutrophisation. La commune est classée en zone sensible à l'eutrophisation :

- Pour le cours d'eau "La Loire, de l'estuaire à sa confluence avec l'Indre" (date de classement en zone sensible Phosphore et Nitrate : 09/01/2006),
- Pour le cours d'eau "la Loire en amont de sa confluence avec le Beuvron (date de classement en zone sensible Phosphore : 23/11/94 ; date de classement en zone sensible Nitrate : 09/01/2006).

#### 4.2.5.3.4. Zone de répartition des eaux (ZRE)

Source : PLU de SARAN

Une zone de répartition des eaux (ZRE) se caractérise par une insuffisance chronique (autre qu'exceptionnelle) des ressources en eau par rapport aux besoins.

L'inscription d'une ressource (bassin hydrographique ou système aquifère) en ZRE constitue le moyen pour l'État d'assurer une gestion plus fine des demandes de prélèvements dans cette ressource, grâce à un abaissement des seuils de déclaration et d'autorisation de prélèvements.

Elle constitue un signal fort de reconnaissance d'un déséquilibre durablement instauré entre la ressource et les besoins en eau.

Elle suppose en préalable à la délivrance de nouvelles autorisations, l'engagement d'une démarche d'évaluation précise du déficit constaté, de sa répartition spatiale et si nécessaire de sa réduction en concertation avec les différents usagers, dans un souci d'équité et un objectif de restauration d'un équilibre.

La ZRE est définie dans un arrêté préfectoral. Il n'existe aucune zone de répartition des eaux sur cette commune.

La commune est classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) depuis le 11 septembre 2003 pour la nappe de Beauce (système aquifère), la nappe de l'Albien et du Néocomien (système aquifère, partie captive) et le bassin de la Conie, à l'amont de la confluence avec la Loire (bassin hydrographique de Beauce).

4.2.5.3.4. Zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole

La directive européenne n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 a pour objectif de protéger les eaux souterraines et de surface contre les pollutions provoquées par les nitrates d'origine agricole et de prévenir toute nouvelle pollution de ce type.

En application de cette Directive, le classement d'un territoire en zone vulnérable vise notamment la protection de la ressource en eau en vue de la production d'eau potable et la lutte contre l'eutrophisation des eaux douces et des eaux côtières.

Conformément à l'article R.211-76 du code de l'environnement, la désignation concerne :

- les eaux dont les teneurs en nitrates (NO<sub>3</sub>) sont supérieures à 50 mg/l (eaux dites "atteintes"), ou comprises entre 40 et 50 mg/l lorsqu'elles sont en hausse (eaux dites "menacées") ;
- les masses d'eau douce, les estuaires, les eaux côtières et marines qui ont subi ou risquent dans un avenir proche de subir une eutrophisation.

Les zones vulnérables sont définies sur la base des résultats de campagnes de surveillance de la teneur en nitrates. Des programmes d'actions réglementaires régionaux, découlant pour partie du Programme d'Action Nitrates national, sont mis en œuvre dans ces zones.

La révision des zones vulnérables intervient tous les 4 ans.

La commune de Saran est classée en zone vulnérable aux nitrates (définie en 2007). Les agriculteurs doivent donc respecter les prescriptions arrêtées par le Préfet qui sont inspirées par le « code des bonnes pratiques agricoles », définit par l'arrêté du 22 novembre 1993 constituant un ensemble de règles à respecter (la bonne pratique) dans l'implantation et la conduite des cultures de façon à optimiser la production agricole, tout en réduisant le plus possible les risques liés à ces pratiques, tant vis-à-vis de l'homme que vis-à-vis de l'environnement.

La qualité de l'égoutier n'est pas connue au niveau du SDAGE. La qualité de la Loire fluctue entre bon et médiocre suivant la masse d'eau. L'objectif de bon état global à atteindre est fixé à l'horizon 2027. La commune de SARAN est située en zone à la fois sensible à l'eutrophisation et vulnérable au nitrate. L'enjeu relatif aux milieux aquatiques est considéré comme fort dans la zone d'étude.

#### **IV.2.6. EXPLOITATION DE LA RESSOURCE EN EAU : CAPTAGE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**

Instaurés par un arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), les périmètres de protection des captages AEP sont définis après avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en fonction des caractéristiques hydrogéologiques locales. Il s'agit ainsi de protéger les captages des pollutions bactériologiques et pollutions accidentelles.

La protection d'un captage se compose en fait de trois périmètres-gigognes, déterminés selon les risques de pollution et la vulnérabilité du captage. Les interdictions, prescriptions et recommandations sont proposées en conséquence :

- un périmètre de protection immédiate : il correspond généralement à l'emprise même du forage et des structures associées. Il est acquis par la collectivité, clôturé, et toute activité, installation ou dépôt y sont interdits, en dehors de ceux explicitement autorisés dans l'acte déclaratif d'utilité publique ;
- un périmètre de protection rapprochée : il correspond à la "zone d'appel" du point d'eau et peut couvrir plusieurs hectares autour du captage. Sa définition tient compte des caractéristiques du captage, de la vulnérabilité de la source exploitée et des risques de pollution. À l'intérieur de ce périmètre, toutes les activités susceptibles de nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux par infiltration sont interdites ou soumises à des prescriptions particulières ;
- un périmètre de protection éloignée (facultatif) : il correspond à la "zone d'alimentation" du point d'eau, voire à l'ensemble du bassin versant. Il vise à prévenir les pollutions permanentes ou diffuses en y associant des restrictions d'occupation du sol pour réglementer les activités, dépôts ou installations présentant un danger de pollution pour les eaux souterraines.

D'après le PLU de la commune de Saran, celle-ci est concernée par plusieurs périmètres de protection de captage d'eau potable (La Tuilerie et Ormes)

Le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection.

## IV.2.7. RISQUE NATUREL

Source : Géorisque

### 4.2.7.1. Risque de séisme

D'après les Règles parasismiques en vigueur et comme le montre la carte d'aléa sismique de la France éditée par le Ministère de L'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, le département de Seine-et-Marne est affecté par un aléa très faible, en zone de sismicité 1.

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante (articles R.563-1 à R.563-8 du code de l'environnement, modifiés par le décret no 2010-1254 du 22 octobre 2010, et article D.563-8-1 du code de l'environnement, créé par le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010) :

- une zone de sismicité 1 (très faible) où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les ouvrages « à risque normal »,
- quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux bâtiments et ponts « à risque normal ».

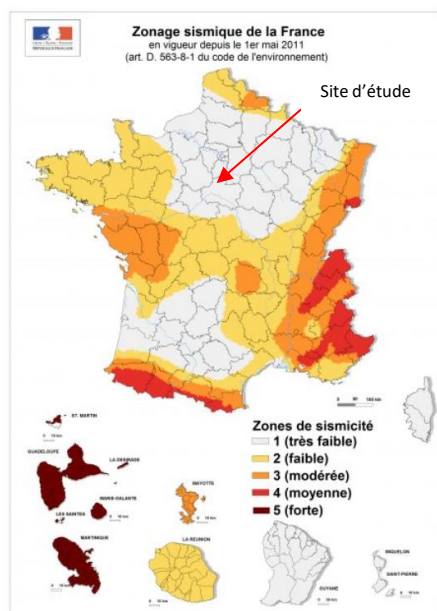


Figure 13 : Zonage sismique de la France (Source : <http://www.planseisme.fr>)



SisFrance est la base de données nationale des séismes ressentis en France métropolitaine. Cette base développée par le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), répertorie l'ensemble des séismes connus en France depuis plus de mille ans. Observations, références documentaires y sont consultables. Il est également possible de faire des recherches ciblées, par date et par lieux géographiques. Le site permet la consultation de cartes spécifiques aux séismes.

D'après la base de données SisFrance, aucun séisme n'a été ressenti et recensé sur la commune de Saran. La consultation de cette base de données permet de conclure à **l'absence de phénomène sismique avec un épicentre situé sur cette commune ou dans un rayon de 40 km.**

Le risque sismique est très faible au droit de l'aire d'étude

#### 4.2.7.2. Risque d'inondation

##### 4.2.7.2.1. PPRI

La commune de Saran n'est pas couverte par un Plan de Prévention des Risques d'Inondation. Le site n'est pas en zone inondable

##### 4.2.7.2.2. Remonté de nappe

Le site ne présente pas de sensibilité aux remontées de nappe.

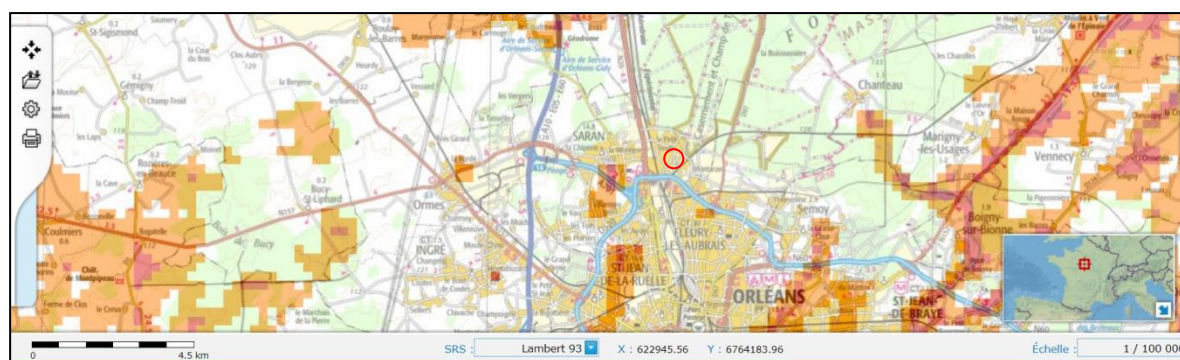


Figure 14 : Remontée de nappe (source SIGES Centre Val de Loire)

Le risque d'inondation par la rivière ou par remontée de nappe n'est pas présent au droit de la zone d'étude

#### 4.2.7.3. Risque de mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol, il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques. Il s'inscrit dans le cadre des processus généraux d'érosion mais peut être favorisé, voire provoqué, par certaines activités anthropiques.

- Les paramètres naturels influençant ces aléas :

La géologie : les matériaux ont une influence déterminante sur le déclenchement et l'évolution de ces phénomènes. Ils doivent être favorables à la création et au développement de cavités. La nature des terrains surmontant les cavités conditionne également le développement en surface du mouvement.

L'hydrogéologie : la création de cavités naturelles dans le sous-sol est liée aux circulations d'eau qui entraînent des phénomènes d'érosion et d'altération dans les formations traversées. Dans les matériaux solubles tels que le calcaire, formation de réseaux karstiques ou le gypse, les écoulements souterrains d'eau dissolvent et entraînent les matériaux, formant ainsi une cavité.

- Les paramètres anthropiques influençant ces aléas :

Ce sont généralement l'exploitation de matériaux du sous-sol dans les marnières, des carrières ou des mines, puis l'abandon de ces structures peuvent entraîner des affaissements ou des effondrements. Le creusement de sapes de guerre pendant la Première Guerre Mondiale est également à l'origine de cavités, mal localisées pour la plupart du fait du contexte de leur création.

L'argile est un matériau dont la consistance et le volume varient selon la teneur en eau. Lors de longues périodes de sécheresse, certaines argiles se rétractent de manière importante (sur 1 à 2 mètres de profondeur) et entraînent localement des mouvements de terrain non uniformes pouvant aller jusqu'à provoquer la fissuration de certains pavillons. Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 à 5 m de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.

Les maisons aux fondations peu profondes peuvent subir de graves dommages (désencastrement des pièces de charpentes, distorsion des pièces et des fenêtres, rupture de canalisations, fissures, ...). Les réparations sont onéreuses n'excluent pas l'apparition de nouveaux désordres.

D'après le site [georisque.gouv.fr](http://georisque.gouv.fr), la commune Saran est concernée par le risque de retrait et gonflement des argiles.

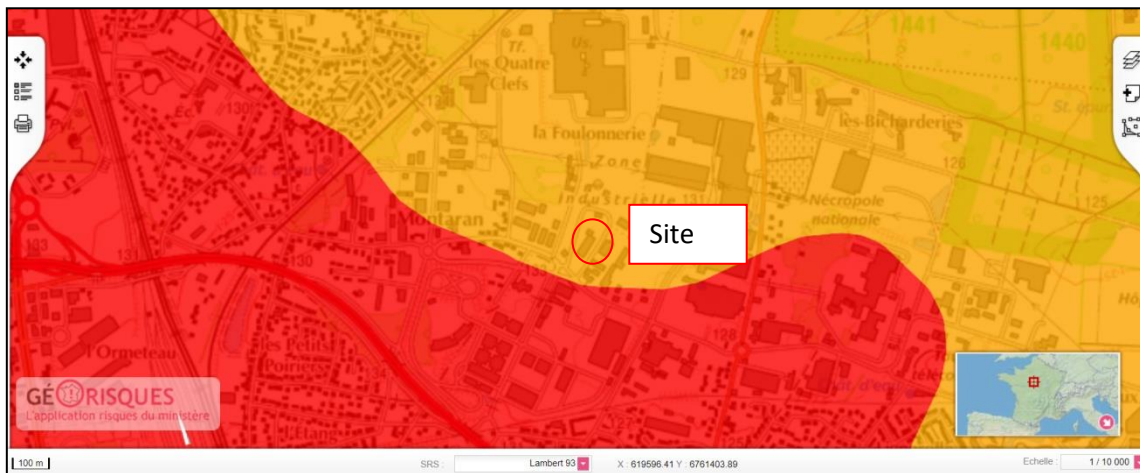


Figure 15 : Aléas retrait-gonflement des argiles sur la commune de Saran (Source : [georisque.gouv.fr](http://georisque.gouv.fr))

## IV.3. Milieu physique

Source : PLU /Infoterre

### IV.3.1. PATRIMOINE NATUREL PROTEGE

#### 4.3.1.1. Réseau NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique majeur qui vise à structurer durablement le territoire européen et contribuer à la préservation de la diversité biologique. Deux textes de l'Union Européenne établissent la base réglementaire de ce grand réseau écologique européen :

- la Directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, souvent désignée Directive « Oiseaux »,
- la Directive 92/43/CEE du 21 mars 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, ou Directive « Habitats ».

L'application de ces directives se concrétise, pour chaque Etat membre, par la désignation et la bonne gestion de Zones Spéciales de Conservation (ZSC, en application de la directive Habitats) et de Zones

de Protection Spéciales (ZPS, en application de la Directive Oiseaux). La liste des Sites d'Importance Communautaire (SIC, première étape des ZSC) au sein de chacune des régions biogéographiques est établie par la Commission Européenne en accord avec les États membres afin de constituer un réseau cohérent.



Figure 16 : Extrait de plan localisant la zone Natura 2000 la plus proche (source : Géoportail)

**Au droit du projet, aucun site du réseau Natura 2000 n'est identifié.** Le site Natura 2000 le plus proche est la Vallée de la Loire du Loiret (FR2410017) qui se situe à 5,5 km au Sud.

#### 4.3.1.2. Arrêtés Préfectoraux de Protection du Biotope (APPB)

Les APPB relèvent des articles R.411-15 à 17 du Code de l'Environnement. Ils permettent aux préfets de département de fixer les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées et à interdire des actions pouvant porter atteinte à l'équilibre biologique des milieux.

**Au droit de l'aire d'étude, aucun APPB n'a été recensé.** Absence de site dans un rayon de 10 km du projet.

#### 4.3.1.3. Réserves naturelles

La Réserve Naturelle est un territoire classé en application des articles L.332-1 à L.332-8 du Code de l'Environnement pour conserver la faune, la flore, le sol, les eaux, les gisements de minéraux et le





### IV.3.2. PATRIMOINE NATUREL INVENTORIEE

#### 4.3.2.1. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

L'inventaire national ZNIEFF est défini par la circulaire n° 91-71 du 14 mai 1991. Il existe deux niveaux de caractérisation :

- le type I correspond à des secteurs de superficie en général assez limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel ou régional.
- le type II correspond aux grands ensembles naturels (massifs forestiers, vallées, plateaux, estuaires...) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

L'inventaire ZNIEFF n'a pas de portée juridique directe, même si ces données doivent être prises en compte, notamment dans les documents d'urbanisme, les projets d'aménagement et dans les études d'impacts.



Figure 18 : Extrait de plan localisant les ZNIEFF les plus proches (source : Géoportail)

Aucune ZNIEFF n'est recensée au droit de l'aire d'étude et sur un rayon de 5,5 km autour de la zone d'étude.

La ZNIEFF la plus proche est la ZNIEFF de type II « La Loire Orleannaise » (240030651) située à environ 5,5 km au Sud du projet ;

#### 4.3.2.2. Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

La directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979 (modifiée en mars 1991) concernant la conservation des oiseaux sauvages, prévoyait un inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) qui a été achevé en 1992.

Les ZICO n'ont pas de portée juridique directe. C'est un inventaire ayant servi de base à la délimitation des sites Natura 2000 au titre de la Directive Oiseaux.



Figure 19 : Extrait de plan localisant la ZICO la plus proche (source : Géoportail)

**Aucune ZICO n'est située au sein de l'aire d'étude.** La zone, la plus proche du projet, se situe à environ 7,3 km au Sud-ouest. Il s'agit du « Saint Mesmin » (FR3600026).

#### 4.3.2.3. Zones humides

Les zones humides, espaces de transition entre la terre et l'eau, constituent un patrimoine naturel remarquable en raison de leur richesse biologique mais aussi des importantes fonctions naturelles qu'elles remplissent. D'une part, elles assurent l'accueil de multiples populations d'oiseaux et permettent la reproduction de nombreux poissons. D'autre part, elles contribuent à la régularisation du régime des eaux en favorisant la réalimentation des nappes souterraines, la prévention des inondations et l'autoépuration des cours d'eau.



La convention de Ramsar, entrée en vigueur en 1975, a adopté une optique large pour déterminer quelles zones humides peuvent être placées sous son égide. Ainsi, elle les définit comme étant « des étendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres ».

Dans la réglementation nationale, l'article L.211-1 du code de l'environnement définit les zones humides comme « les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire : la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Le code de l'environnement (articles L.214-7 et R.211-108) précise les critères à retenir pour définir une zone humide. Ceux-ci sont « relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles ». Par conséquent, « en l'absence de végétation hygrophile, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide ».

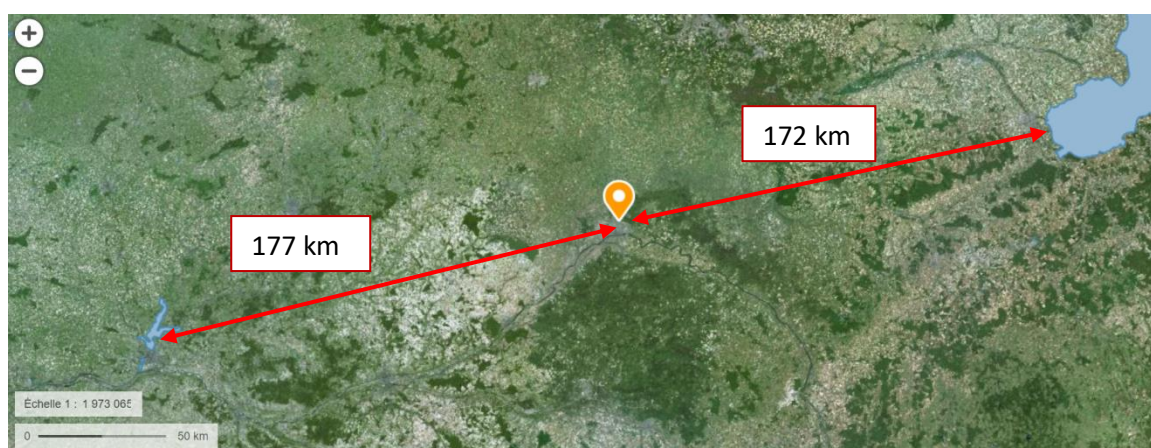


Figure 20 : Extrait de plan localisant la RAMSAR la plus proche (source : Géoportail)

**Aucune zone humide RAMSAR ne se localise au droit de l'aire d'étude, ni dans une bande de 30 km autour du projet.** La zone la plus proche du projet, se situe à environ 172 km au Nord-est. Il s'agit du site « Etangs De La Champagne Humide ».

**Aucune enveloppe de zones potentiellement humides n'est identifiée au niveau de la zone d'étude.**

Absence d'espace naturel inventorié (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique, Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux et zones humides) dans l'aire d'étude.



### **IV.3.3. PATRIMOINE NATUREL FAISANT L'OBJET D'UNE GESTION CONSERVATOIRE**

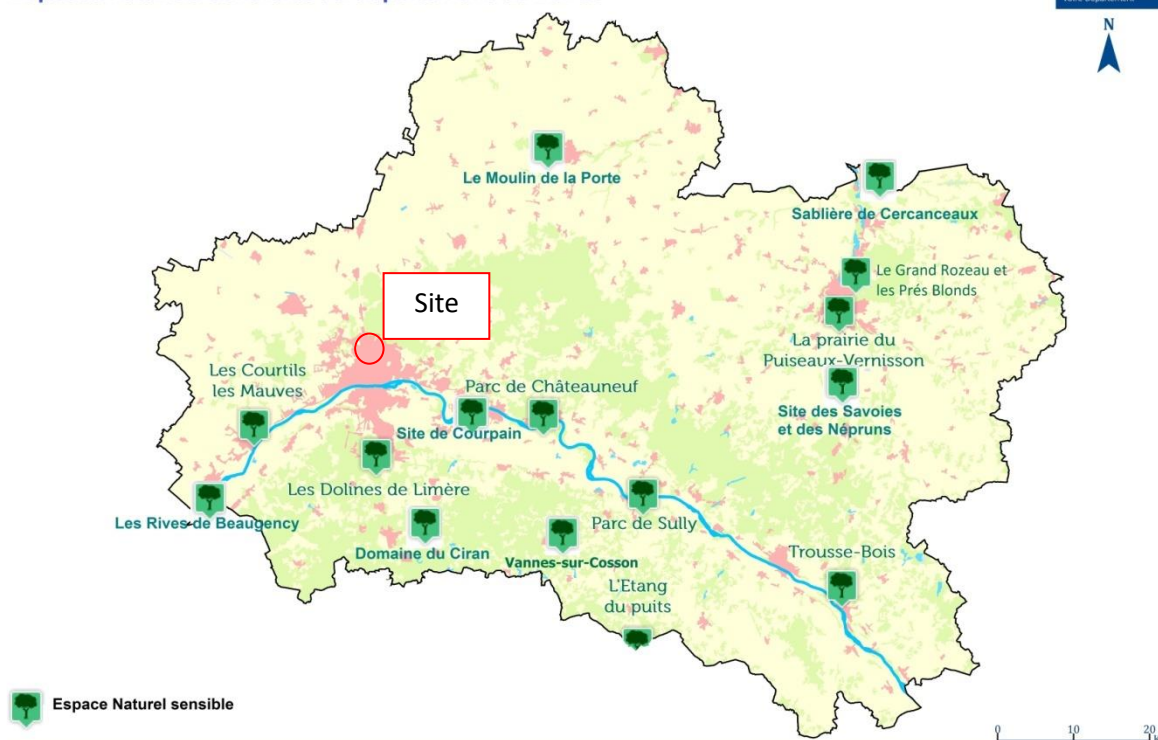
#### **4.3.3.1. Espaces Naturels Sensibles (ENS)**

On entend par Espace Naturel Sensible (ENS), un site présentant des biotopes intéressants ou des caractéristiques paysagères ou esthétiques particulières. Il peut s'agir également de terrains sans réelle valeur intrinsèque, mais considérés comme fragiles, parce que soumis à des pressions extérieures, telles que l'urbanisation ou un tourisme intensif.

Le code de l'urbanisme (article L.211-1 et suivants), a affirmé la compétence des départements dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles.

Les espaces ainsi identifiés peuvent être inclus dans des zones de préemption et/ou bénéficier de financements au titre de la Taxe Départementale Des Espaces Naturels Sensibles (TDENS). Selon l'article L.142-3 du Code de l'Urbanisme, les départements ont la faculté d'instituer des zones de préemption en concertation avec les communes concernées.

#### Espaces Naturels Sensibles du département du Loiret



Sources : Reproduction interdite - BDTopo® © IGN2016 - Département du Loiret - Réalisation : Département du Loiret - Service Environnement - Février 2021

Figure 21 : Extrait de plan localisant les ENS les plus proches (source : Département du Loiret)

**L'aire d'étude ne comprend aucun Espace Naturel Sensible.** Le plus proche correspond à « Les Dolines de Limère» situé au Sud du site.

#### 4.3.3.2. Parc Naturel Régional

Un Parc Naturel Régional (PNR) est créé par des communes contiguës qui souhaitent mettre en place un projet de conservation de leur patrimoine naturel et culturel partagé sur un territoire cohérent (parfois en dehors des limites administratives classiques). À la différence d'un parc national, un PNR, d'un territoire généralement beaucoup plus vaste, n'est pas associé à des règles particulières de protection de la faune et de la flore. Il ne s'agit pas d'une réserve naturelle, mais d'un espace où l'on recherche un développement respectueux des équilibres, voire une solution de maintien d'activités traditionnelles en déclin.

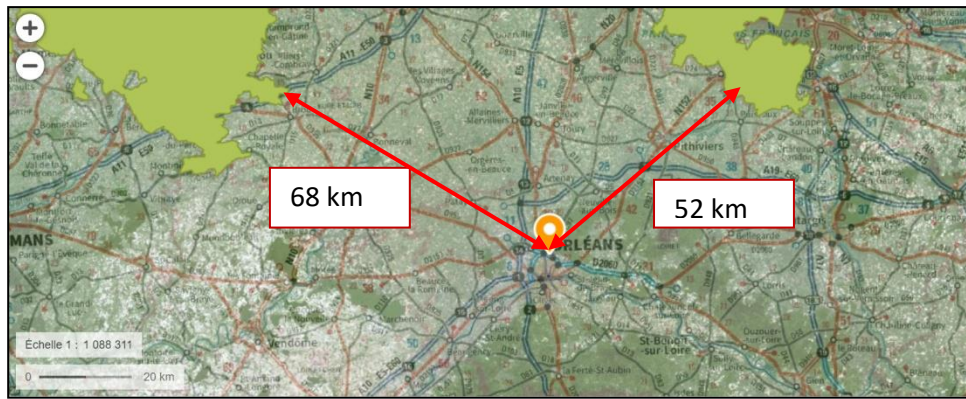


Figure 22 : Extrait de plan localisant le parc naturel le plus proche (source : Géoportail)

**L'aire d'étude ne comprend aucun Parc Naturel Régional.** La zone, la plus proche du projet, se situe à plus de 50 km au Nord est. Il s'agit du PNR du Gâtinais français.

Absence d'Espaces Naturels Sensibles et de Parc Naturel Régional dans l'aire d'étude.

#### IV.3.4. BOISEMENT

Aucun boisement n'existe sur les parcelles concernées par le projet

#### IV.3.5. FAUNE/FLORE/HABITAT

Le site est implanté dans une zone aménagée, au centre de la commune de SARAN ;

L'assiette du projet comprend essentiellement des voiries et des bâtiments.

Compte tenu de sa nature et de l'entretien réalisé, l'intérêt écologique est limité.

Les espèces potentiellement présentes sur le site ou dans l'environnement proche sont communes :

- Faune, le contexte environnant engendre un développement d'espèces ubiquistes et habituées à la présence de l'homme et représentatives des espèces abondantes dans la région : hérisson, taupe, petits rongeurs (musaraigne, mulot, campagnol...), ainsi que l'avifaune

caractéristique des zones anthropisées (moineau domestique, pigeon ramier, tourterelle turque, corneille noire...).

- Flore, les rares espèces végétales présentes sont issues de l'aménagement paysager réalisé à l'aménagement du site, principalement des espaces engazonnés.

#### IV.3.6. CONTINUITE ECOLOGIQUE

*Source : Conseil Général / PLU SARAN*

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique a été mis en place dans le cadre de la démarche concertée du Grenelle de l'environnement, dont un des objectifs est d'élaborer un nouvel outil d'aménagement du territoire en faveur de la biodiversité : la Trame verte et bleue (TVB). Il a été initié par la loi portant engagement national pour l'environnement (dite grenelle II) de juillet 2010 en son article 121 (codifié dans les articles L.371-1 et suivants du code de l'environnement).

Le schéma régional de cohérence écologique du Centre-Val de Loire a été adopté par arrêté du préfet de région le 16 janvier 2015.

Il a pour objet principal la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques. A ce titre :

- il identifie les composantes de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement des continuités écologiques) ;
- il identifie les enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques, et définit les priorités régionales dans un plan d'action stratégique ;
- il propose les outils adaptés pour la mise en œuvre de ce plan d'action.

Cet atlas comporte 6 cartes à l'échelle du bassin de vie. Une carte a été produite pour chacune des sous-trames ayant guidé l'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) :

- Sous-trame des milieux boisés ;
- Sous-trame prioritaire des pelouses et lisières sèches sur sols calcaires ;
- Sous-trame prioritaire des pelouses et landes sèches à humides sur sols acides ;
- Sous-trames prioritaires des milieux humides, des cours d'eau et des milieux prairiaux ;
- Sous-trame prioritaire du bocage et autres structures ligneuses linéaires ;

- Sous-trame des espaces cultivés.

Les cartes des différentes sous-trames concernant Saran sont présentées ci-après et issues du PLU.

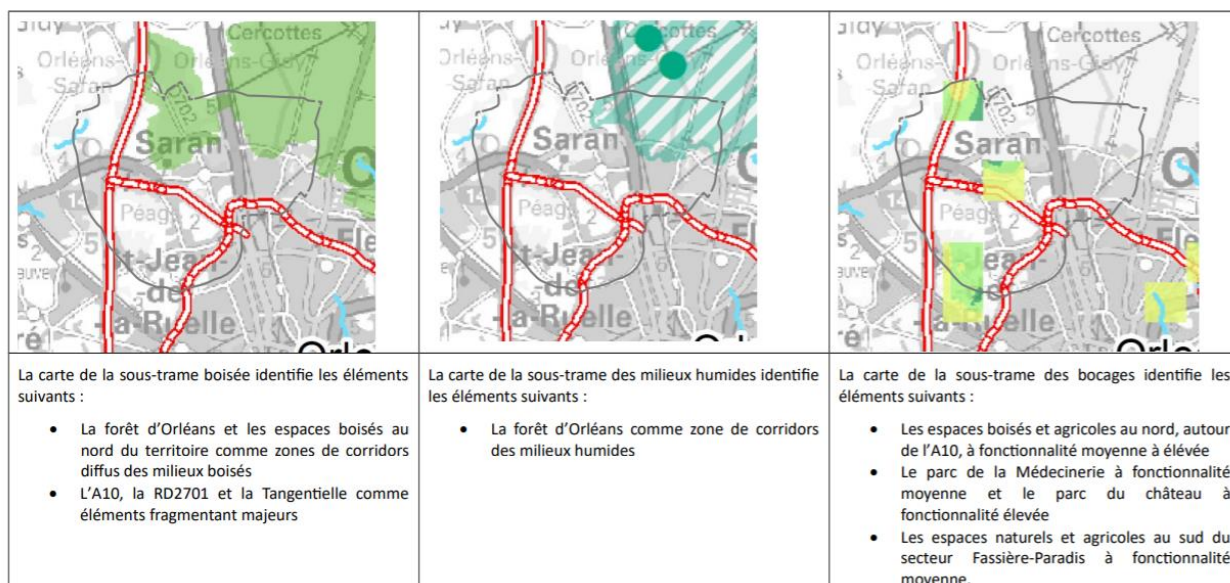


Figure 23 : Trame verte et bleue sur la commune de Saran (source PLU)

Aucun espace présent dans l'aire d'étude ne correspond à cette notion de trame verte et bleue.

Aucune espace présente dans l'aire d'étude ne correspond à la notion de trame verte ou bleue.

## IV.4. Environnement humain

### IV.4.1. DOCUMENT D'URBANISME

#### 4.4.1.1. Plan local d'urbanisme (PLU)

Le site se situe sur la commune de Saran. Le Conseil municipal a adopté le Plan Local d'Urbanisme le 16 décembre 2016, ainsi que ses mises à jour. Le PLU est un document d'urbanisme réglementaire qui détermine l'avenir du territoire communal, son aménagement et la protection de ses espaces naturels et bâtis.

Le site se situe en zone Ula. Cette zone regroupe les zones d'activités spécialisées dans la logistique et l'entrepôt. Les dispositions réglementaires visent à permettre le maintien et de développement de ses activités.

#### **4.4.1.2. SCOT**

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), créé par la loi Solidarité et Renouvellement urbains (SRU), est le document de planification intercommunale qui fixe les orientations générales d'organisation et d'équilibre du territoire à 20 ans et qui s'impose aux plans d'occupation des sols et aux plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes.

L'élaboration du document qui couvre le territoire de l'Agglo, engagée dès 2002, s'est finalisée avec son approbation par le Conseil Communautaire le 18 décembre 2008.

Saran fait l'objet de plusieurs orientations au sein du SCoT, en termes de développement économique et commercial, notamment le long de la RD2020 et de la bretelle de sortie d'autoroute A.701. Une extension de la zone d'activités Pôle 45 est identifiée sur les terres agricoles, à l'est de l'A10.

Par ailleurs, le centre ville est repéré comme un pôle urbain à conforter. Le territoire communal est identifié comme un site préférentiel d'accueil de logements. Sur le plan environnemental, le maintien d'une ceinture verte boisée au sud de la RD2701 est inscrit au document.

Enfin, la ZAC des Portes du Loiret Sud est mentionnée, et un exemple d'orientation est intégré au Schéma.

### **IV.4.2. POPULATION ET HABITAT**

#### **4.4.2.1. Population**

*Source : Données INSEE de la commune de la Saran*

La population sans doubles comptes (PSDC) correspond à la population totale de la commune de Saran à laquelle ont été retirés les doubles comptes, c'est-à-dire les personnes qui sont recensées dans une autre commune (exemples : les militaires ou les étudiants vivant sur le territoire communal mais ayant leur résidence personnelle ailleurs).

Cet indicateur permet d'identifier les variations annuelles de la population.

POP T2M - Indicateurs démographiques en historique depuis 1968							
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2007	2007 à 2012	2012 à 2017
Variation annuelle moyenne de la population en %	6,2	2,1	3,6	1,1	0,4	-0,0	1,4
due au solde naturel en %	1,1	0,6	1,0	0,6	0,5	0,7	0,4
due au solde apparent des entrées sorties en %	5,1	1,4	2,6	0,5	-0,1	-0,7	1,0
Taux de natalité (‰)	17,5	11,7	15,9	12,4	13,6	13,5	12,0
Taux de mortalité (‰)	6,4	5,4	6,0	6,5	8,2	6,9	8,2

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2020.  
Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2007 au RP2017 exploitations principales - État civil.

**Figure 24 : Tableau de variation de ma population entre 1968 et 2017 (source : Insee.fr)**

Les évolutions démographiques, depuis les années 1960 ont été marquées par 3 phases distinctes :

- Une croissance importante de la population des années 1968 aux années 1975, qui s'explique essentiellement par la construction importante de logements,
- Une croissance démographique ralentie entre 1990 et 2007. La population a connu une croissance démographique supérieure à 2 000 habitants durant cette période, correspondant à une augmentation d'environ 1% de la population par an en moyenne.
- Une augmentation de 1,4% depuis 2012.



#### 4.4.2.2. Habitat



Figure 25 : Localisation du projet dans son environnement lointain (Source : geoportail)

Le secteur est marqué par une densité de population moyenne avec une prédominance industrielle, entrepôt et un espace boisé au nord. Le site a un accès rapide à la D2020 par la rue Marcelin Berthelot.

### IV.4.3. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

Source : Dossiers complets de la commune, INSEE

#### 4.4.3.1. Secteurs économiques dominants

DEN T1 - Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2020				
	Entreprises créées		Dont entreprises individuelles	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>144</b>	<b>100,0</b>	<b>102</b>	<b>70,8</b>
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	6	4,2	5	83,3
Construction	20	13,9	12	60,0
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	54	37,5	38	70,4
Information et communication	3	2,1	3	100,0
Activités financières et d'assurance	2	1,4	0	0,0
Activités immobilières	1	0,7	0	0,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	22	15,3	14	63,6
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	24	16,7	19	79,2
Autres activités de services	12	8,3	11	91,7

Champ : activités marchandes hors agriculture.  
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) en géographie au 01/01/2021.

Figure 26 : Tableau de répartition des secteurs d'activités sur la commune de Saran en 2020



La majorité des emplois exercés sur la commune sont liées au Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration. Cela représente 37,5 % des entreprises créées.

#### **4.4.3.2. Etablissements à caractère sanitaire et social et accueillant des personnes sensibles**

*Sources : Sites Internet des communes concernées ; Site FINESS (Fichier National des Etablissements sanitaires et sociaux) ;*

Les établissements à caractère sanitaire et social regroupent :

- les établissements d'accueil de la petite enfance (crèche, halte-garderie, etc.) ;
- les établissements scolaires (écoles maternelles et élémentaires, collèges, lycées et établissements d'enseignement supérieur, etc.) ;
- les établissements de soins (hôpitaux, cliniques, établissements de convalescence ou de rééducation, etc.) ;
- les maisons de retraite (Etablissements d'Hébergement des Personnes Agées Dépendantes ou non – EHPAD ou EHPA) ;
- les établissements pour déficients physiques (malentendants, malvoyants, etc.) ou mentaux (ITEP, IMP, IME, ESAT, etc.).

Les sites sensibles regroupent les structures de sport et de loisirs :

- les gymnases ou autres salles de sports (dojo, boulodrome, etc.) ;
- les terrains de sports (stade et mini-stade, piste d'athlétisme, court de tennis, golf, parcours de santé, etc.) ;
- les piscines ;
- les centres équestres.

Au sein de la zone d'étude, il n'y a pas de site sensible ou à caractère social. Le site le plus proche se situe à 1,3 km au nord ouest avec l'école primaire du chaine Maillard.

Absence d'établissement à caractère sanitaire ou sensible dans un rayon de 1 km autour du site. Le site le plus proche est l'école primaire du chaine Maillard.

#### **IV.4.4. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT**

*Sources : Géoportail / Donnée INSEE commune Saran ;*

##### **4.4.4.1. Infrastructures ferroviaires**

La commune de Saran est traversée par la voie ferrée qui relie Paris à Orléans (voie ferrée structurante de Réseau Ferré de France). Elle traverse la commune de Saran selon un axe nord-sud.

##### **4.4.4.2. Infrastructures aériennes**

La commune de Saran ne possède pas d'aérodrome. L'aérodrome de Bricy est situé à environ 11 km à l'ouest du site. Il est utilisé uniquement à des fins militaires.

La zone est marquée par la présence d'infrastructure routière. Le mode de transport majoritaire sur la commune est de type VP (Véhicule particulier).

L'emprise du projet possède des accès permettant un accès fluide par la route. Les transports en commun desservent la commune de Saran (Voie SNCF, bus, etc).

##### **4.4.4.3. Infrastructures routières actuelles**

La commune est traversée par un important réseau de voiries qui structurent le nord de l'Agglomération orléanaise.

Les principaux axes routiers desservant la commune de Saran sont :

- la D2060 (tangentielle Nord de l'Agglomération Orléanaise) reliant Orléans à Montargis.

Le trafic est important et en constante augmentation sur cet axe.

- la D2020 reliant Orléans à Paris. Elle structure l'Agglomération Orléanaise sur un axe nord-sud. Le trafic est quasiment équivalent à celui observé sur la D2060.

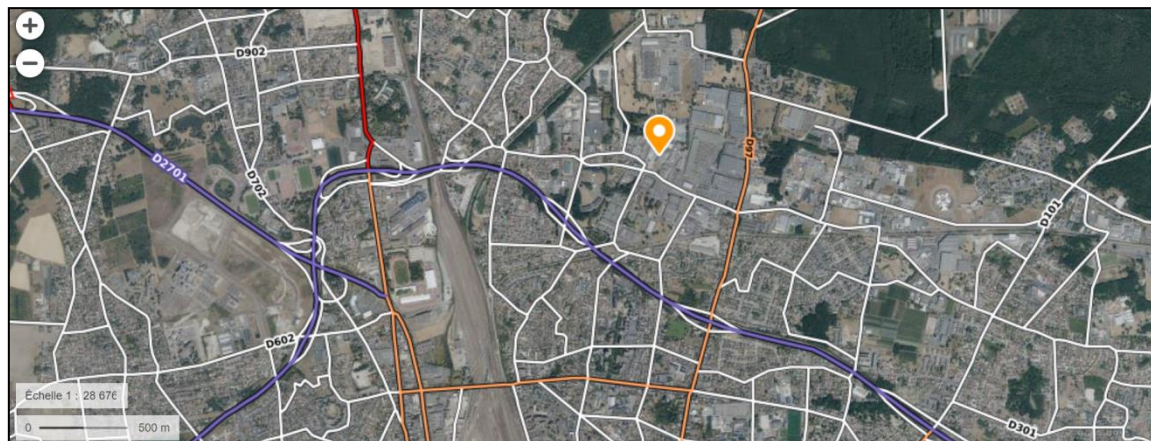


Figure 27 : Infrastructures routières proches du site (Source : geoportail)

#### IV.4.5. RESEAU ET SERVITUDE

Source : Plan Local D'urbanisme de SARAN / Géoportail

##### 4.4.5.1. Réseau

Les concessionnaires de réseaux divers et voiries sont les suivants :

Réseau		Concessionnaire
Électricité	Transport	RTE
	Distribution	ERDF
Communications	Téléphone	France Télécom
	Haut débit	Département
Gaz		GRT Gaz
Eau	Potable	Service des eaux de la commune
	Usée	Communauté d'agglomération Orléans Val de Loire
	Pluviale	Communauté d'agglomération Orléans Val de Loire

Tableau 4 : Concessionnaires de réseaux sur la commune de Saran (Mairie de Saran)

##### 4.4.5.1.1 Eau potable

Le site est raccordé au réseau collectif d'alimentation en eau potable (AEP) de la commune de Saran.

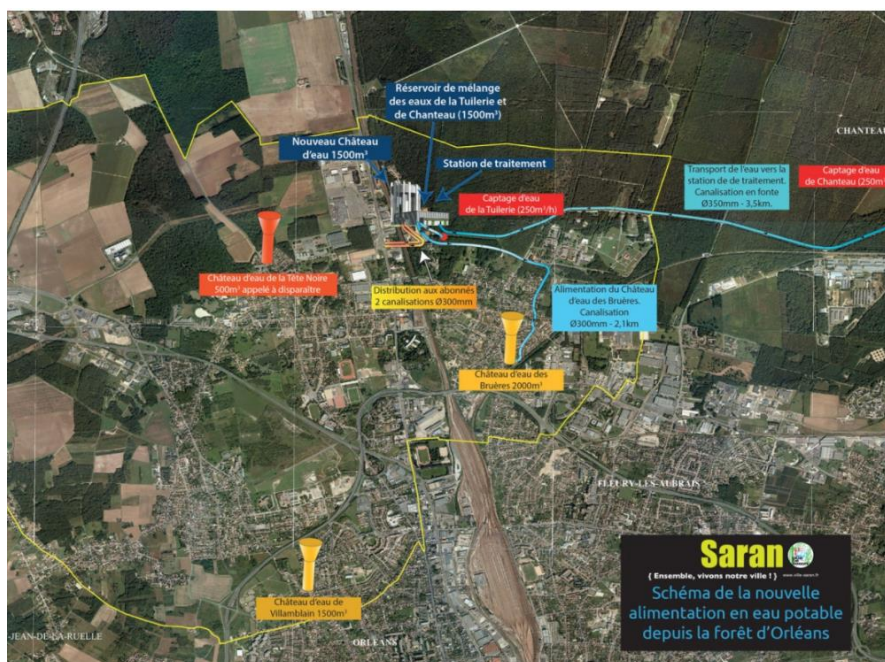


Figure 28 : Eau potable sur la commune de Saran (source commune de Saran)

Depuis le 1er janvier 2017, la gestion de l'eau est une compétence d'Orléans Métropole, la ville de Saran ayant été contrainte de dissoudre au 31 décembre 2016 la régie municipale créée en 1947.

La commune de Saran constatait depuis plusieurs années une augmentation régulière de la teneur en nitrates liée à des pratiques agricoles intensives sur la nappe de Beauce. Pour remédier à cette situation, la ville de Saran a construit deux nouveaux captages, l'un à la Tuilerie à Saran, l'autre dans la forêt d'Orléans à Chanteau. Un nouveau château d'eau a été construit dans le parc de loisirs de la Forêt de Saran ainsi qu'une station de mélange et de traitement des eaux provenant de ces 2 captages. La mise en service de ce nouveau système d'alimentation en eau potable a été lancée en 2016.

Les captages situés en pied des châteaux d'eau qui ne sont pas protégés car situés en secteur urbain (Villamblain, Tête Noire) ont été supprimés. Seuls les châteaux d'eau des Bruères et de Villamblain sont conservés. Ils servent de réservoirs ainsi que de maintien de pression pour le réseau. Le château d'eau de la Tête Noire, quant à lui, a été démoli en 2017.

L'eau potable distribuée provient de l'un des points d'eau de la commune. La distribution d'eau potable est assurée par VEOLIA.

#### 4.4.5.2. Eaux usées

La compétence assainissement est assurée depuis le 1er janvier 2002 par la Communauté de l'Agglomération Orléans Val de Loire. Les réseaux sont gérés en régie directe par l'AggLO.

La commune est raccordée à la STEP de La Chapelle-Saint-Mesmin (400 000 EqH), dont la capacité est suffisante actuellement. L'exploitation de cette station d'épuration est assurée par Véolia.

#### 4.4.5.3. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (article 640 et 641 du Code Civil). Il n'est pas admis de rejet à l'égout des eaux pluviales. Ces eaux pluviales seront infiltrées, régulées ou traitées à la parcelle suivant le cas par tous dispositifs appropriés : puits d'infiltration, drains, fossés, noues, bassins, sauf si l'infiltration est techniquement impossible.

Si l'infiltration est techniquement impossible, il faudra réaliser une étude hydraulique spécifique pour chaque projet nouveau afin de compenser les effets de l'imperméabilisation et afin de ne pas aggraver la situation actuelle conformément à la loi sur l'eau.

Dans le cas où l'infiltration du fait de la nature du sol ou de la configuration de l'aménagement nécessiterait des travaux disproportionnés, les eaux pluviales des parcelles seront stockées avant rejet à débit régulé dans le réseau d'assainissement pluvial. Le stockage et les ouvrages de régulation seront dimensionnés de façon à limiter à au plus 1 l/s/ha de terrain aménagé.

Dans le cadre de la commune de Saran, les réseaux unitaires sont gérés en régie directe par l'AggLO.

Il existe 5 ouvrages de pré-traitement des eaux pluviales sur le territoire communal. L'AggLO souhaiterait que l'infiltration des eaux pluviales soit plus développée, mais ce n'est pas possible partout en raison de la présence d'argiles.

L'éloignement des exutoires naturels ont poussé, dans le cadre d'une urbanisation très rapide, à la multiplicité des solutions techniques et du nombre de réseaux lors de la réalisation d'assainissement collectif, notamment en ce qui concerne le dimensionnement des collecteurs d'évacuation des eaux pluviales.

Actuellement, 3 bassins de retenue des eaux pluviales ont fait l'objet d'aménagements paysagers (Bois Salé, Médecinerie, Orée de la forêt) et ont permis de réguler les flux sur la commune.

La réalisation, au sud de la commune, du bassin de délestage de "la Chilesse" a permis d'améliorer la situation d'un des principaux collecteurs du secteur nord-ouest de l'agglomération. Cependant, entre le bassin de la Chilesse et la STEP de la Chapelle Saint-Mesmin, les conduites sont insuffisantes, ce qui fait qu'il y a des déversements directs dans la Loire. En cas de fortes précipitations, des rejets directs en Loire sans aucun traitement sont observés.

Dans le cas présent, les eaux pluviales du site DELISLE sont traitées par le réseau communal. Ils sont préalable traité par un séparateur d'hydrocarbure.

Le site se trouve sur une zone industrielle et desservie par un réseau unitaire. Actuellement, les eaux de la station de lavage ne sont pas infiltrées à la parcelle. On ne dénombre pas moins de 11 BASIAS dans un rayon de 1 km autour de la station de lavage Delisle, susceptibles de présenter un risque important de pollution des sols par leurs activités. L'infiltration des eaux de la station pourrait engendrer un lessivage important et migration continue des polluants. De ce fait, le raccordement au réseau communal a été privilégié.

La commune possède un réseau unitaire et séparatifs eaux usées. Les eaux pluviales sont dirigés vers le réseau de la commune de Saran
---

#### **4.4.5.2. Servitude**

Les Servitudes d'Utilité Publique (SUP) constituent des limites administratives au droit de propriété, et en conséquence au droit de construire. Elles sont instituées, dans un but d'utilité publique, au bénéfice de personnes publiques (l'État, les collectivités locales...), de concessionnaires de services publics (RFF, EDF, GDF, etc.), voire de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général.

##### 4.4.5.2.1 Canalisation de transport de gaz et/ou hydrocarbures

Une canalisation de gaz naturel passe à 470 m au Sud.



Aucune servitude d'utilité publique (SUP) de maîtrise de l'urbanisation sont instituées pour cet ouvrage, en application des articles L.555-16 et R.555-30 du code de l'environnement, au niveau du projet.

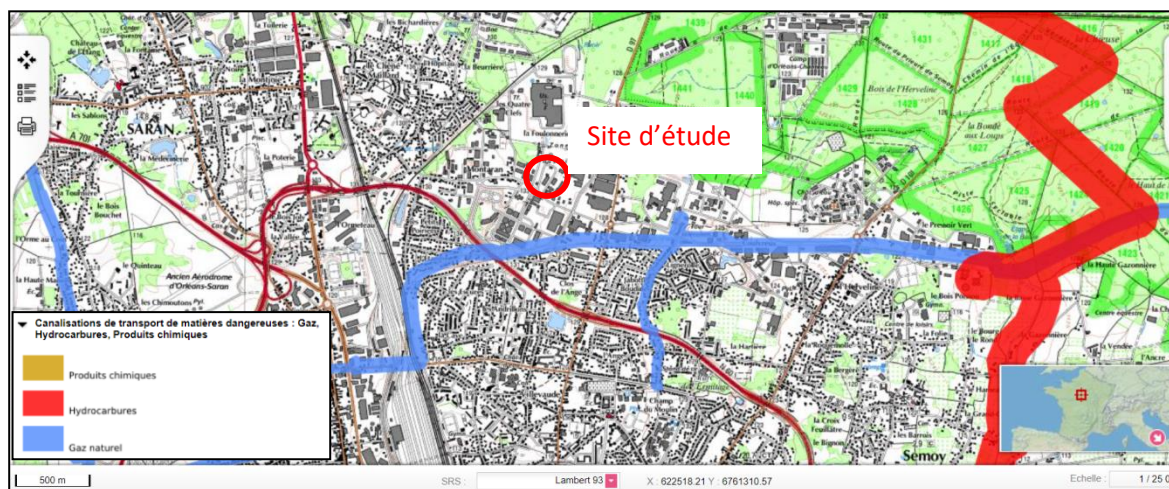


Figure 29 : Extrait de plan localisant les servitudes liées aux canalisations de transport de gaz et/ou hydrocarbures à proximité du projet (source : Géorisque)

#### 4.4.5.2.2 Lignes électriques aériennes

On notera la présence d'une ligne très haute tension (400kV) au nord du site d'étude.

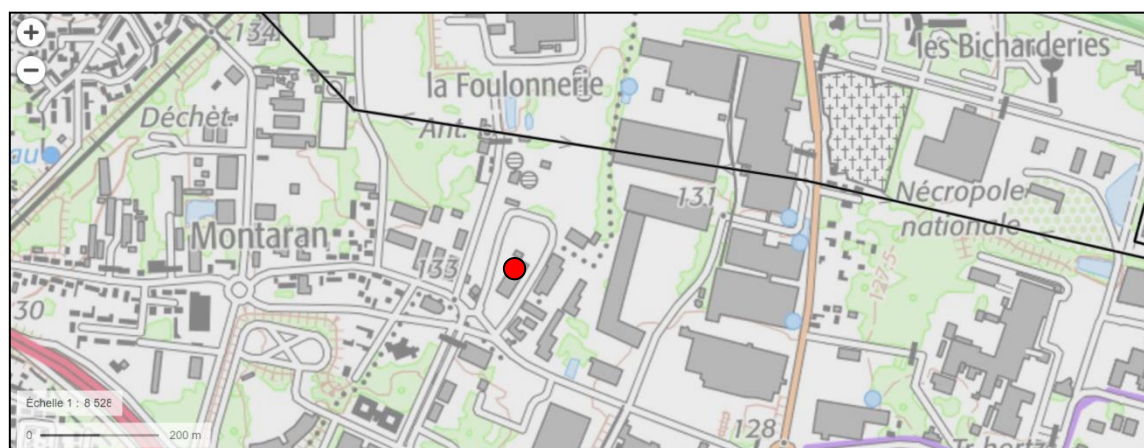


Figure 30: Positionnement du projet par rapport à la ligne électrique la plus proche (Source : Géoportail)

#### 4.4.5.2.3 Servitude aéronautique et aéroport

Le projet se situe à plus de 5 km d'un aéroport.

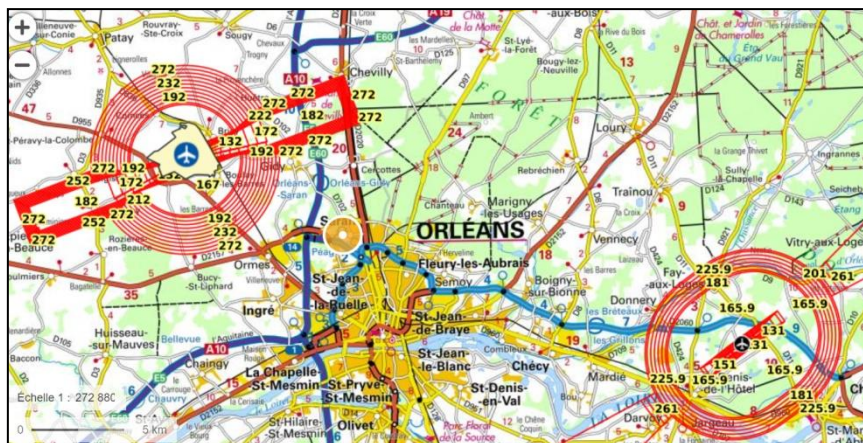


Figure 31 : Aérodrome au niveau de la zone d'étude (source Geoportail)

Les réseaux de gaz se trouvent en dehors des limites du projet.

La ligne électrique se trouve à 220 m au nord du site.

Le projet n'est pas impacté par la proximité d'un aérodrome.

#### IV.4.6. RISQUES TECHNOLOGIQUES

Il s'agit de risques engendrés uniquement par l'activité de l'homme, à travers la production industrielle directe, la domestication, la transformation de ressources énergétiques naturelles, ainsi que par le transport de ces produits. Les conséquences peuvent être des risques d'incendie, d'explosion, de pollution, de radiation ou bien encore la production de nuages toxiques ou radioactifs.

Les risques technologiques sont classés en quatre catégories :

- le risque industriel,
- le risque lié au transport de matières dangereuses (TMD),
- le risque de rupture de barrage ou de digue,
- le risque nucléaire.

Les risques particuliers liés à l'existence ou au fonctionnement d'ouvrages ou d'installations dont l'emprise est localisée et fixe (sites SEVESO, centrales nucléaires, centres de stockage...) font l'objet de Plans Particuliers d'Intervention (PPI) à partir des études de dangers et plans d'organisation interne de l'exploitant, sous la responsabilité du préfet.



#### 4.4.6.1. Risque industriel

Le risque industriel majeur correspond à un événement accidentel se produisant sur un site industriel et pouvant entraîner des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Afin d'en limiter l'occurrence et les conséquences, rappelons que les Services de l'Etat ont répertorié les établissements les plus dangereux et les ont soumis à réglementation. On distingue ainsi en fonction de leur dangerosité croissante :

- les ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) soumises à déclaration
- les ICPE soumises à enregistrement ;
- les ICPE soumises à autorisation
- les installations SEVESO seuil bas ou haut.

La commune de Saran et le site d'étude ne sont pas concernée par le périmètre d'un PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques).

Un établissement de type SEVESO seuil haut est présent dans l'environnement proche du site (440m au nord).

Plusieurs établissements ICPE (sous le régime de l'autorisation ou de la déclaration) sont recensés sur la commune de Saran, et sur les communes voisines. L'établissement ICPE le plus proche du site est la société SLO (Sté LIANTS DE L'OUEST) (activité de fabrication de produits minéraux et chimie). Il est situé à environ 250 m au nord-est du site.

Le site du projet n'est pas concerné par un PPRT issue d'établissement SEVESO. Le site reste néanmoins sensible vis-à-vis des risques technologiques majeurs en raison de la proximité avec les sites.

#### 4.4.6.2. Risque lié au transport de matières dangereuses

Source : Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM)

Si toutes les voies de transport terrestres (voies ferrées, routières, canaux) ou souterraines (canalisations gaz, pétrole) sont susceptibles de présenter un danger, seules les principales citées dans les DDRM (autoroutes, grandes routes, voies ferrées, principales canalisations de transport de gaz naturel) sont considérées comme présentant un risque majeur. L'information reste réductrice, le risque dans l'absolu étant très diffus et concernant de nombreuses communes : compte tenu de la diversité des produits transportés et des destinations, un accident de TMD peut survenir n'importe où et n'importe quand.

Le territoire urbain est concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses consécutif à un accident se produisant lors du transport. La commune est citée au dossier départemental des risques majeurs pour les risques liés au transport :

- le risque par transport de gaz :
  - o Antenne « Villerbon/Saran » diamètre 250 mm catégorie C
  - o Antenne « Fleury-la-Chapelle » diamètre 100mm catégorie B
  - o Branchement « Orléans CI » diamètre 100mm catégorie C
- le risque par voie routière (A10, RD2701, RD2020 et RD2060).
- le risque par voie ferrée

Il est à noter que le transport en transit des matières dangereuses a été interdit sur la rue de la Tuilerie, cette interdiction ayant été prescrite par la déclaration d'utilité publique portant sur le captage éponyme.

Le site est concerné par le TMD que ce soit vis-à-vis des infrastructures ou que ce soit vis-à-vis des matières dangereuses.

#### **IV.4.7. PATRIMOINE CULTUREL ET HISTORIQUE**

*Source : Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saran, Base MERIMEE (Monuments Historiques), Ministère de la culture,*

##### **4.4.7.1 Monuments historiques**

Protégés par la loi du 31 décembre 1913 (aujourd'hui abrogée et codifiée au titre II du livre VI du Code du Patrimoine), les monuments historiques bénéficient de deux niveaux de protection :

- l'inscription à l'inventaire des monuments historiques,
- le classement à l'inventaire des monuments historiques.

Un périmètre de protection de 500 mètres de rayon leur est affecté, à l'intérieur duquel tout projet de travaux est soumis à l'avis, voire à l'autorisation préalable de l'Architecte des Bâtiments de France, selon le niveau de protection.

Au niveau de la commune de Saran, aucune protection de ce type n'est identifiée

Aucun monument historique ni périmètre de protection n'est localisé au sein de la zone d'étude.

#### III.4.7.2 Sites inscrits et classes

Les articles L.341-1 et suivants du Code de l'Environnement (anciennement la loi du 2 mai 1930) protègent les monuments naturels et les sites dont la conservation présente un intérêt général du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Comme pour les monuments historiques, la loi prévoit deux catégories de protections : le classement ou l'inscription à l'inventaire départemental.

En site inscrit, les demandes d'autorisation de travaux susceptibles d'affecter l'espace sont soumises à l'Architecte des Bâtiments de France qui émet un avis simple sauf pour les travaux de démolition qui sont soumis à un avis conforme. En site classé, toute modification de l'état ou de l'aspect du site est soumise à une autorisation spéciale soit du préfet, soit du ministre chargé des sites après consultation de la commission départementale, préalablement à la délivrance des autorisations de droit commun.

Au niveau de la commune de Saran, on note l'absence de site inscrit ou classé.

Aucun site inscrit ou classé n'est localisé dans la zone d'étude.

#### 4.4.7.3 Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine

Source : Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saran

Le décret n° 2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine a été pris pour l'application des articles L. 642-1 à L. 642-7 du code du patrimoine issus de la loi du 12 juillet 2010 dite Grenelle II. Ces nouvelles dispositions remplacent le dispositif existant des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) par le dispositif des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP) et se trouvent codifiées aux articles D. 642-1 à D. 642-28 et R. 642-22 et R. 642-29 du code du patrimoine.

Les ZPPAUP ont été instituées par la loi du 7 janvier 1983, complétée par la loi du 8 janvier 1993 pour l'aspect paysager (elles sont aujourd'hui codifiées dans le Code du Patrimoine). Elles visent à protéger et mettre en valeur les sites pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou culturel. Ces zones permettent d'adapter la protection à l'espace à protéger et leur procédure de protection associe étroitement les communes. Le périmètre de 500 mètres aux abords des monuments historiques n'a donc plus lieu. Les ZPPAUP constituent une servitude d'utilité publique annexée au POS/PLU.

Dans ces zones, tous les travaux de construction, démolition, déboisement, transformation ou modification des immeubles existants requièrent une autorisation donnée par la commune après avis du SDAP et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

D'après l'étude du PLU, il semble que le domaine d'étude ne soit pas concerné par des Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) ou des Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AMVAP).

Aucune zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) ou des Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AMVAP) au niveau du site d'étude.

#### 4.4.7.4 Patrimoine archéologique

Source : Plan Local d'Urbanisme de la commune de SARAN

D'après l'étude du PLU, il semble que le projet ne soit pas concerné un zonage archéologique.

Absence de zonage archéologique au niveau du site d'étude

## IV.5. Cadre de vie

### IV.5.1. NIVEAUX SONORES ET VIBRATION

Source : <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/> / Géoportail /

#### 4.5.1.1. Réglementation

Depuis la Loi relative à la lutte contre le bruit du 31/12/1992, le décret relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres du 09/01/1995 et l'arrêté sur le bruit des infrastructures routières du 05/05/1995, les nuisances acoustiques nocturnes (période 22H-6H) sont prises en considération. Un nouveau seuil de 55 dB(A) a été fixé au-dessus duquel le bruit issu de la circulation routière doit être considéré comme gênant.

Cette Loi précise dans son article 13 que le Préfet recense et classe les infrastructures de transport terrestre en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic.

D'autre part, le site relève de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ex-loi du 19 juillet 1976) soumises à autorisation.

L'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées soumises à autorisation fixe les niveaux d'émergence admissible dans les zones où celle-ci est réglementée, ainsi que les bruits à ne pas dépasser en limite de propriété.

Les prescriptions de l'arrêté du 23 janvier 1997 sont applicables :

- aux installations nouvelles dont l'arrêté d'autorisation est intervenu après le 1er juillet 1997 et ;
- aux installations existantes modifiées faisant l'objet d'une nouvelle autorisation après le 1er juillet 1997.

Valeurs admissibles d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée* (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

\*Zone à émergence réglementée : intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse).

#### **4.5.1.2. Source de bruit**

##### 4.5.1.2.1. Source sonore hors site

La société DELISLE est implantée à proximité d'un important axe de transport routier (la RD2060) et dans la ZI de Montaran. Les principales sources sonores actuelles sont :

- le trafic routier de la ZI de Montaran et de la D2060,
- l'activité de la ZI de Montaran,
- l'avifaune,
- l'activité des entreprises jouxtant le site.

##### 4.5.1.2.2. Source sonore du site

Actuellement le site est en activité.

Les principales sources sonores présentes sur le site sont les suivantes :

- les allées et venues des véhicules (usagers et PL),
- la station de lavage,
- L'atelier de réparation

#### **4.5.1.3. Niveaux sonores**

### **Campagnes de mesures**

Dans le cadre du dossier de régularisation ICPE du site Delisle à Saran et afin d'établir un état initial de l'ambiance sonore du site actuel et de ses environs, une campagne de mesures de bruit, a été effectuée par la société QUALICONSULT le 27 et 28 avril 2021 (Cf. Annexe 2).

Afin de contrôler l'impact du site, 3 points de mesure ont été définis dans l'environnement, tous trois en limite de propriété. Toutefois, la proximité des premières habitations autour du site permet de réaliser une analyse des émergences en ZER à partir de certains de ces points de mesures.

### **Définition :**

On considère une zone à émergence réglementée (ZER) comme étant :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures (cour, jardin, terrasse, balcon),
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers (+ parties extérieures) qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les mesures acoustiques et le présent rapport sont réalisés sur la base des documents de références principaux suivants :

- Norme NF S 31-010 de décembre 1996 relative à la caractérisation et au mesurage des bruits de l'environnement ;
- Amendement A1 de Décembre 2008 ;
- Amendement A2 de Décembre 2013.

Les mesures ont été effectuées à l'aide de sonomètres Norsonic (Nor 140). Un calibrage des appareils a été effectué avant et après chaque série de mesurage à l'aide d'un calibre de type Nan Cal 01 (Nor 125)) conforme à la norme EN CEI 60-942. Les conditions météorologiques enregistrées durant les mesures étaient parfaitement compatibles avec les exigences de la norme NFS-3110 (absence de précipitations et de vents forts)

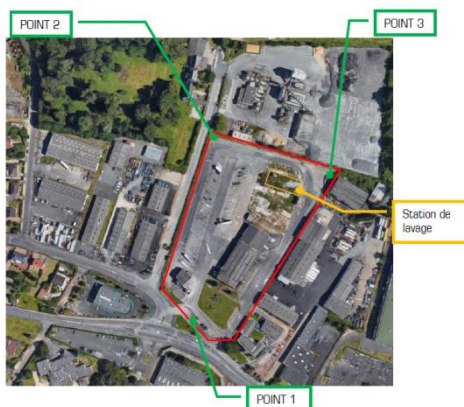


Figure 32 : Localisation des points de mesure (source QUALICONSULT rapport de mai 2021)

Au vue de la position des 3 points par rapport aux premières zones à émergence réglementée (ZER), des analyses seront menées dans les paragraphes des pages suivantes en considérant :

- Point 1 => limite de propriété 1 (LP1) / ZER1
- Point 2 => limite de propriété 2 (LP2) / ZER2
- Point 3 => limite de propriété 3 (LP3)

En prenant en compte les horaires d'ouverture du site, les mesures seront analysées sur les périodes ci-dessous :

Référence	Jour		Nuit	
	Ambiant	Résiduel	Ambiant	Résiduel
LP1	Début de mesure / 22h + 22h / fin de mesure	-	22h – 7h	-
LP2				
LP3				
ZER1	19h / 19h30	20h / 20h30	6h / 6h30	5h30 / 6h
ZER2				5h18 / 5h48

### **Niveaux sonores en limite de propriété**

Le tableau suivant présente les niveaux sonores globaux en dB(A) mesurés aux différents points en limite de propriété sur les périodes diurne et nocturne. Les niveaux sonores  $L_{50}$  sont présentés à titre indicatif, seuls les niveaux sonores  $L_{Aeq}$  sont analysés en limite de propriété au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997.



## Station de Lavage de citernes sur le site Delisle à Saran

Point	Période	Niveau Ambiant en dB(A)		Niveau limite admissible* en dB(A)	Conformité
		L <sub>Aeq</sub>	L <sub>50</sub>		
LP1	Diurne	60,0	56,0	70	OUI
	Nocturne	55,5	46,5	60	OUI
LP2	Diurne	58,5	51,0	70	OUI
	Nocturne	51,0	44,5	60	OUI
LP3	Diurne	61,5	56,5	70	OUI
	Nocturne	51,5	42,5	60	OUI

\* au sens de l'Arrêté Préfectoral du 9 juin 2020.

Sur la base des niveaux sonores admissibles en limite de propriété pour l'ICPE DELISLE de SARAN, les niveaux sonores aux trois points de contrôle sont conformes de jour comme de nuit.

### Niveau sonore en ZER

Le tableau suivant présente les niveaux sonores globaux et L50 en dB(A) mesurés aux différents points en ZER sur les périodes d'analyse. Les niveaux présentés en gras correspondent au niveau retenu pour l'analyse au sens de la réglementation ICPE.

Point	Période	Niveau ambiant en dB(A)		Niveau résiduel en dB(A)		Emergence en dB(A)	Seuil réglementaire en dB(A)	Conformité
		L <sub>Aeq</sub>	L <sub>50</sub>	L <sub>Aeq</sub>	L <sub>50</sub>			
ZER1	Diurne	53,0	44,5	52,0	41,5	3	6	OUI
	Nocturne	<b>61</b>	59,5	<b>59,5</b>	57,5	1,5	3	OUI
ZER2	Diurne	50,0	44,1	55,5	51,5	0	5	OUI
	Nocturne	51,0	44,0	<b>52,5</b>	49,5	0	3	OUI

Sur la base des émergences admissibles en ZOR pour l'ICPE DELISLE de SARAN, les émergences mesurées aux deux points de contrôle sont conformes de jour comme de nuit.

Les bruits d'activités dans l'environnement du site DELISLE sont faiblement liés à l'activité du site.

### Tonalité

Un contrôle des tonalités marquées a été réalisé au niveau des 2 points de mesures en ZER afin de vérifier si les équipements et activités du site DELISLES en génèrent.

Au sens de la norme NFS 31-010, aucune tonalité marquée n'a été décelée en ZER, ni de jour (7h-22h) ni de nuit (22h-7h) pour les 2 points de contrôle.

L'étude de bruit du site Delisle à Saran a mis en évidence :

L'absence de dépassement de la valeur limite admissible en limite de propriété du site, aussi bien de jour que de nuit. Les valeurs mesurées lors de cette campagne sont conformes aux valeurs limites réglementaires, en période de jour et de nuit.

L'absence de dépassement des émergences admissibles en ZER de jour comme de nuit.

L'absence de tonalité marquée détectée de jour comme de nuit au niveau de ZER lors de l'intervention.

#### **IV.5.2. VIBRATION**

La commune de Saran est traversée par la voie ferrée qui relie Paris à Orléans. Elle est située à environ 800 m à l'ouest du site, et traverse la commune de Saran selon un axe nord-sud.

Le site est en dehors de toute vibration induite par cette voie ferrée.

Aucune autre source de vibrations n'est présente aux alentours du site.

L'activité du site et ses installations actuelles ne sont pas source de vibration en dehors des limites de propriété du site.

#### **IV.5.3. SOURCES D'EMISSIONS ATMOSPHERIQUES**

##### **4.5.3.1. Émissions polluantes régionales**

###### **Lig'Air**

Une surveillance de la qualité de l'air en région Centre est assurée par Lig'Air. Lig'Air appartient au réseau national de surveillance et d'information sur l'air (ATMO), regroupant 40 réseaux de surveillance de la qualité de l'air agréés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie (MEDE).

Cette association mesure chaque jour les niveaux de pollution atmosphérique dans les 6 départements de la région Centre (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher et Loiret). Lig'Air dispose d'un réseau de 26 sites de référence (sites urbains, périurbains, rural, trafic, industriel) qui permettent un

suivi en temps réel et en continu des polluants réglementés. Le réseau couvre environ 50% de la population de la région Centre. Ces stations sont équipées de 76 analyseurs automatiques.

Quatre types de polluants sont régulièrement suivis :

- l'ozone (O<sub>3</sub>),
- les oxydes d'azote (NO, NO<sub>2</sub>),
- le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>),
- les poussières (PM<sub>10</sub>).

Lig'Air mesure la qualité de l'air dans 5 stations orléanaises (St Jean-de-Braye, Préfecture, Gambetta, La Source et Marigny-lès-Usages). La station Saint-Jean-de-Braye (type urbain) est retenue comme étant la plus proche du site. Elle est installée au niveau de l'École Jacques Prévert, rue Winston Churchill à Saint Jean de Braye depuis mars 1998. Cette station relève les polluants caractéristiques d'un environnement urbain proche de zones industrielles.

#### 4.5.2.1.1. Les oxydes d'azote (NO et NO<sub>2</sub>)

Les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) regroupent le monoxyde d'azote (NO) et le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>). Ils proviennent essentiellement de la combustion de produits énergétiques et de quelques procédés industriels. Les principaux émetteurs sont les installations de combustion et surtout les véhicules motorisés. D'autres sources, comme les feux de forêts, peuvent aussi contribuer aux émissions. Les NO<sub>x</sub> interviennent dans la formation des oxydants photochimiques et, par effet indirect, dans l'accroissement de l'effet de serre.

La valeur du dioxyde d'azote au niveau de la station de Saint Jean de Braye est comprise entre 0 et 40 µg/m<sup>3</sup>.

#### 4.5.2.1.2. Le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)

Les émissions de dioxyde de soufre proviennent principalement de l'utilisation de combustibles fossiles soufrés :

- Charbon ;
- Fuel lourd ;

- Fuel domestique ;
- Coke de pétrole ;
- Gazole.

Aucune donnée sur le site Lig Air concernant les émissions de soufre.

#### 4.5.2.1.3. Les Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM)

Les COVNM regroupent de très nombreuses substances d'origine anthropique (évaporations des solvants, raffinage, imbrûlés...) ou d'origine naturelle. Les COVNM interviennent dans la formation des oxydants photochimiques (l'ozone) et indirectement dans l'accroissement de l'effet de serre.

Aucune donnée sur le site Lig Air concernant les émissions totales de COVNM.

#### 4.5.2.1.4. Les Particules PM10 et PM2,5

Les particules en suspension sont soit d'origine naturelle (pollens, érosion...), soit d'origine anthropique (activités humaines). Dans ce dernier cas, elles proviennent de l'usure des matériaux ou de la combustion incomplète des combustibles fossiles. En air intérieur, ces particules proviennent essentiellement des activités humaines et notamment de la fumée du tabac.

D'après Lig Air, les émissions totales de PM10 sont comprises entre 0 et 20 µg/m<sup>3</sup>.

Les particules PM10 ont un diamètre inférieur à 10 µm tandis que les particules PM2,5 ont un diamètre inférieur à 2,5 µm. Les PM10 sont donc majoritairement formées de particules PM2,5 (60 à 70 % en moyenne annuelle).

Les sources principales de PM10 sur le territoire sont :

- Le secteur résidentiel ;
- Le transport routier ;
- L'agriculture ;
- Les chantiers.

D'après Lig Air, les émissions totales de PM<sub>2,5</sub> sont comprises entre 0 et 10 µg/m<sup>3</sup>.

Le secteur résidentiel et le transport routier sont les deux principaux contributeurs aux émissions de PM<sub>2,5</sub>. Ces deux secteurs sont davantage contributeurs aux émissions de PM<sub>2,5</sub> que de PM<sub>10</sub> car les particules les plus fines sont majoritairement issues de la combustion dans ces secteurs (notamment chauffage et carburants routiers).

#### 4.5.2.1.5. Les Gaz à Effet de Serre (GSE)

Les principaux gaz à effet de serre sont le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>) et le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O).

Parmi ces GES, le CO<sub>2</sub> représente la majorité des émissions de gaz à effets de serre d'origine humaine. Il résulte essentiellement de la combustion des énergies fossiles et du changement d'utilisation des sols (agriculture et déforestation). Il est surtout issu du secteur des transports (combustion de carburants), de l'industrie (utilisation d'énergies fossiles) et de l'habitat (utilisation d'énergie pour le chauffage).

Le méthane est quant à lui produit essentiellement de manière biologique (la principale source émettrice est le secteur de l'agriculture, en particulier du fait de la fermentation entérique et des déjections animales).

L'agriculture est également la principale source d'émission de N<sub>2</sub>O, en particulier du fait des apports azotés sur les sols cultivés avec l'épandage des fertilisants minéraux et d'origine animale (engrais, fumier, lisier).

Aucune donnée sur le site Lig Air concernant les émissions de GES.

La majorité des émissions correspond au secteur du résidentiel et tertiaire. Ce sont les émissions liées au chauffage des habitations et des locaux du secteur tertiaire, ainsi que celles liées à la production d'eau chaude de ces secteurs et aux installations de chauffage urbain. Sont également prises en compte les émissions liées à l'utilisation domestique de solvants (peintures, produits cosmétiques, nettoyants...).

La deuxième source de GES correspond au trafic routier. Ce sont les émissions issues de la combustion de carburant (émissions à l'échappement) ainsi que celles liées à l'évaporation de carburant (dans les

réservoirs mais aussi dans les circuits de distribution du carburant). L'usure des équipements (freins, pneus, routes) est également prise en compte.

Les autres secteurs d'émissions sont l'industrie, le secteur déchets et les plateformes aéroportuaires.

#### 4.5.2.1.6. L'Ozone

L'ozone n'est pas directement rejeté dans l'atmosphère par une activité. C'est un polluant qui se forme à partir d'autres polluants (oxydes d'azotes et composés organique volatiles) sous l'action du rayonnement solaire et en l'absence de vent (qui aurait permis sa dispersion). La formation d'ozone à proprement parlé prend un certain temps durant lequel les masses d'air se déplacent sous l'influence des vents dominants.

Sur la base des résultats des mesures Lig Air, aucun dépassement des valeurs limites réglementaires n'est constaté pour le dioxyde d'azote et les particules PM10 et PM2,5.

### IV.5.3. EMISSIONS LUMINEUSES

Source : Site internet : <https://avex-asso.org/dossiers/pl/europe-2016/>

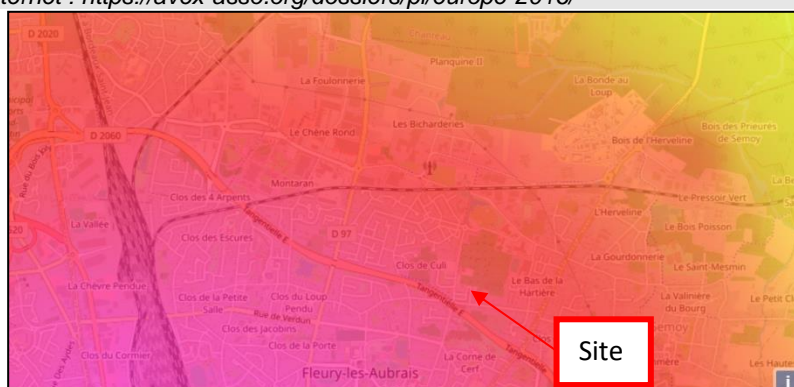


Figure 33: Carte des pollutions lumineuses (Source : Avex)

**Blanc** : 0–50 étoiles visibles (hors planètes) selon les conditions. Pollution lumineuse très puissante et omniprésente. Typique des très grands centres urbains et grandes métropoles régionales et nationales.

**Magenta** : 50–100 étoiles visibles, les principales constellations commencent à être reconnaissables.

**Rouge** : 100 -200 étoiles : les constellations et quelques étoiles supplémentaires apparaissent. Au télescope, certains Messier se laissent apercevoir.

**Orange** : 200–250 étoiles visibles, dans de bonnes conditions, la pollution est omniprésente, mais quelques coins de ciel plus noir apparaissent ; typiquement moyenne banlieue.

**Jaune** : 250–500 étoiles : pollution lumineuse encore forte. La Voie Lactée peut apparaître dans de très bonnes conditions. Certains Messier parmi les plus brillants peuvent être perçus à l'œil nu.

**Vert** : 500–1000 étoiles : grande banlieue tranquille, faubourgs des métropoles, Voie Lactée souvent perceptible, mais très sensible encore aux conditions atmosphériques, typiquement les halos de pollution lumineuse n'occupent qu'une partie du ciel et montent à 40 -50° de hauteur.

**Cyan** : 1000–1800 étoiles : la Voie Lactée est visible la plupart du temps (en fonction des conditions climatiques) mais sans éclat, elle se distingue sans plus.

**Bleu** : 1800–3000 : bon ciel, la Voie Lactée se détache assez nettement, on commence à avoir la sensation d'un bon ciel, néanmoins, des sources éparses de pollution lumineuse sabotent encore le ciel ici et là en seconde réflexion, le ciel à la verticale de l'observateur est généralement bon à très bon.

**Bleu nuit** : 3000–5000 : bon ciel : Voie Lactée présente et assez puissante, les halos lumineux sont très lointains et dispersés, ils n'affectent pas notablement la qualité du ciel.

**Noir** : + 5000 étoiles visibles, plus de problème de pollution lumineuse décelable à la verticale sur la qualité du ciel. La pollution lumineuse ne se propage pas à plus de 8° au-dessus de l'horizon.

Des éclairages publics et industriels sont visibles du site. Les émissions lumineuses visibles du site sont :

Les émissions ponctuelles des éclairages des véhicules circulant sur la ZI de Montaran,

L'éclairage en période nocturne des entreprises de la ZI de Montaran.

## IV.6. Synthèse des enjeux

Les enjeux identifiés dans les chapitres précédents sont hiérarchisés suivant leur importance relative pour le territoire (enjeux forts, modérés, faibles).

*Nous entendons par enjeu une portion de territoire qui compte tenu de son état actuel ou prévisible, présente une valeur au regard de préoccupations patrimoniales, culturelles, esthétiques, monétaires ou techniques. Les enjeux sont indépendants de la nature des projets.*

En résumé, on retiendra de l'analyse de l'état initial les principaux éléments fournis dans les tableaux suivants. Le niveau d'enjeu pour chaque élément est représenté selon la grille d'analyse suivante.

Enjeu	
	Enjeu faible
	Enjeu modéré
	Enjeu fort



MILIEU PHYSIQUE		
Climatologie		<p>La zone d'étude est soumise majoritairement à un climat océanique dégradé marqué par des amplitudes thermiques saisonnières faibles et les précipitations non négligeables tous au long de l'année. Les vents sont de prédominance Ouest, Sud-ouest.</p> <p>Les enjeux climatiques sont faibles au regard du site d'étude et de la station de lavage.</p>
Topographie		<p>La zone d'étude s'étend sur une entité géographique globalement plane avec une attitude moyenne de 133mNGF. La topographie apparaît comme un enjeu faible.</p>
Géologie /Géotechnique		<p>Les terrains sont constitués d'un complexe de sables et argiles de Sologne. Le sol est homogène et perméable en raison de la présence de sable dans les argiles. La géologie apparaît comme un enjeu faible.</p>
Qualité des sols		<p>La zone d'étude comporte 11 sites BASIAS, 4 sites BASOL et aucune zone SIS. Compte tenu de l'usage passé et actuel du site, le risque de présence de pollution résiduelle des sols semble présent.</p> <p>L'enjeu lié aux pollutions anciennes des sols et des eaux souterraines est modéré. L'enjeu lié à la station de lavage est modéré en raison des rejets aqueux et du risque de pollution accidentelle (déversement, etc).</p>

MILIEU PHYSIQUE		
Hydrogéologie		<p>Deux nappes aquifères principales sont identifiées au niveau de la commune de Saran:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Multicouches craie Séno-turonienne et calcaire de Beauce sous forêt d'Orléans captifs (FRGG135) ;</li> <li>- L'Albien-néocomien captif (FRHG218).</li> </ul> <p>La masse d'eau de l'Albien-néocomien captif présente un bon état quantitatif et chimique. Ce qui n'est pas le cas pour la nappe de Beauce ou l'atteinte du bon état est repoussé.</p> <p>L'hydrogéologie de l'environnement du site est à ce titre considéré comme un enjeu modéré.</p>
Hydrologie		<p>L'Egoutier se situe à 1500 m à l'Est</p> <p>L'enjeu relatif à l'hydrologie est faible.</p>
Exploitation de la ressource en eau		<p>Plusieurs captages AEP sont présents sur le territoire de la commune de Saran mais le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection.</p> <p>Le fonctionnement du site et de la station de lavage nécessite une importante quantité d'eau issue du réseau communal. L'enjeu peut être considéré comme modéré vis-à-vis de la station de lavage</p>

MILIEU PHYSIQUE		
Risques naturels		<p>Emprise du projet hors des zones submersibles des PPRI</p> <p>Le site n'est pas concerné par un risque d'inondation par remontée de nappe</p> <p>Le risque sismique est très faible au droit de l'aire d'étude</p> <p>Le site est situé en aléa moyen concernant le risque de retrait de gonflement des argiles.</p> <p>L'enjeu relatif aux risques naturels est faible.</p>

MILIEU NATUREL		
Paysage, Patrimoine naturel		<p>Absence d'espace naturel protégé (du réseau Natura 2000, Arrêtés Préfectoraux de Protection du Biotope ou Réserve Naturelle) au sein de la zone d'étude. Le site Natura 2000 le plus proche est la Vallée de la Loire du Loiret (FR2410017) qui se situe à 5,5 km au Sud.</p> <p>Absence d'espace naturel inventorié (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique, Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux et zones humides RAMSAR) dans l'aire d'étude. Les zones protégées les plus proches sont implantées à 5,5 km au sud et sont en lien avec la Loire, il s'agit de la ZNIEFF de type II « La Loire Orleanaise » (240030651)</p> <p>Absence d'Espaces Naturels Sensibles et de Parc Naturel Régional dans l'aire d'étude.</p> <p>Compte tenu de ces éléments, l'enjeu relatif aux zones naturelles est considéré comme faible.</p>

MILIEU NATUREL		
Zones humides		Le projet n'est pas concerné par une poche de zones humides.
Boisements		Aucun boisement n'existe sur les parcelles concernées par le projet.
Habitats, flore et faune		<p>Le site est implanté dans une zone aménagée, au niveau de la ZI Montauran.</p> <p>L'assiette du projet comprend essentiellement des voiries et des bâtiments.</p> <p>Compte tenu de sa nature et de l'entretien réalisé, l'intérêt écologique est limité.</p>
Continuité écologique		Aucune espèce présente dans l'aire d'étude ne correspond à la notion de trame verte ou bleue.

MILIEU HUMAIN		
Population et habitat		Le secteur est marqué par une densité de population moyenne avec une prédominance industrielle, entrepôt et un espace boisé au nord. Le site a un accès rapide à la D2020 par la rue Marcelin Berthelot.
Contexte socio-économique		Absence d'établissement à caractère sanitaire ou social à proximité du site.
Infrastructures de transport		<p>La zone est marquée par la présence d'infrastructure routière. Le mode de transport majoritaire sur la commune est de type VP (Véhicule particulier).</p> <p>L'emprise du projet possède des accès permettant un accès fluide par la route et pouvant accueillir un flux de poids lourds.</p> <p>Les enjeux relatifs aux transports sont faibles dans le cadre de l'étude.</p>

MILIEU HUMAIN		
Réseaux		<p>La commune possède un réseau d'assainissement pour les eaux usées et les eaux pluviales. Un pré traitement des eaux pluviales de voirie a lieu avant rejet dans le réseau communal.</p> <p>La station de lavage augmente les effluents vers le réseau, elle aura donc un impact modéré sur la STEP sous couvert d'une convention de déversement.</p>
Servitudes		<p>Les lignes électriques se trouvent en dehors des limites de propriété du projet</p> <p>Le projet n'est pas impacté par la proximité d'un l'aérodrome.</p>
Risques technologiques		<p>La commune du projet n'est pas concernée par un PPRT issue d'établissement SEVESO et ICPE. De plus l'établissement ICPE le plus proche, outre l'établissement DELISLE, est la société SLO (Sté LIANTS DE L'OUEST) (activité de fabrication de produits minéraux et chimie). Il est situé à environ 250 m au nord est du site. Le site est susceptible d'avoir un effet en dehors de leurs limites de propriété.</p>
Patrimoine culturel et historique		<p>Aucun monument historique ni périmètre de protection n'est localisé au sein de la zone d'étude.</p> <p>Aucun site inscrit ou classé n'est localisé dans la zone d'étude.</p>

CADRE DE VIE		
Bruit		<p>L'étude de bruit du site Delisle à Saran a mis en évidence :</p> <p>L'absence de dépassement de la valeur limite admissible en limite de propriété du site, aussi bien de jour que de nuit.</p> <p>L'absence de dépassement des émergences admissibles en ZER de jour comme de nuit.</p> <p>L'absence de tonalité marquée détectée de jour comme de nuit au niveau de ZER lors de l'intervention.</p> <p>En raison des périodes d'ouverture de la station de lavage, l'exploitation de cette dernière n'impactera pas plus le site par rapport à la situation actuelle.</p>
Qualité de l'air		<p>Sur la base des résultats des mesures Lig Air, aucun dépassement des valeurs limites réglementaires n'est constaté pour le dioxyde d'azote et les particules PM10 et PM2,5.</p> <p>La qualité de l'air de la zone d'étude est influencée par les polluants émis par le trafic routier. Le maintien de la qualité de l'air à la fois en ambiance de travail et dans l'environnement proche du site constitue un enjeu modéré du site et de la station de lavage.</p>
Emissions lumineuses		<p>Le secteur d'étude est marqué par les émissions lumineuses (circulation des véhicules, éclairage du réseau routier, ...).</p>





## V. EFFETS TEMPORAIRE

---

S'agissant d'un dossier de régularisation administrative, il ne peut y avoir d'analyse des effets temporaire. En effet, l'ensemble de l'installation est déjà en place sur le site. Ainsi, nous décrivons dans ce dossier que les effets permanents sur site sur l'environnement.

## **VI. EFFET PERMANENTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

---

### **VI.1. Eau**

Afin d'évaluer l'impact du projet sur l'eau, il sera pris en compte dans la suite du document :

- la consommation en eau du site ;
- les rejets d'eaux usées, d'eaux usées industrielles et d'eaux pluviales.

Les informations relatives aux points suivants, ont été transmises par la société Delisle pour le site de Saran :

- le réseau d'alimentation en eau ;
- les quantités consommées ;
- les utilisations de l'eau.

Les informations suivantes ont été recueillies et analysées pour les réseaux aqueux :

- les réseaux de collecte ;
- les systèmes de traitement des eaux ;
- les rejets dans l'environnement.

#### **VI.1.1. ALIMENTATION ET CONSOMMATION EN EAU POTABLE**

Sur le site de Saran, l'eau est utilisé pour :

- Eau sanitaire (WC, lavabo, douche) ;
- Nettoyage des citernes.

Le site est approvisionné depuis le réseau d'eau potable public pour l'usage sanitaire et pour le nettoyage des citernes.

Le site de SARAN est muni d'un compteur afin de suivre la consommation globale du site.

Celle-ci est reprise dans le tableau ci-dessous :

<b>Année</b>	2020	2021	2022
<b>Volume m<sup>3</sup></b>	4920	13 270	11 508

Le détail des consommations mensuelles en eau potable du site durant les 3 dernières années est présenté ci-après :

	2020	2021	2022
Janvier		512	1 107
Février		1 040	1 224
Mars		1 289	1 838
Avril		1 236	1 689
Mai		1 040	1 359
Juin		1 199	1 292
Juillet		1 082	999
Aout	880	975	1 029
Septembre	914	1 242	971
Octobre	1 101	1 360	
Novembre	950	1 281	
Décembre	1 075	1 014	
<b>Total</b>	<b>4 920</b>	<b>13 270</b>	<b>11 508</b>

Dans le tableau ci-dessus, les consommations de 2022 ont été indiquées jusqu'au mois de Septembre. En septembre 2022, la consommation était moins importante qu'en septembre de l'année 2021. Les consommations des derniers mois de 2022 devraient être sensiblement similaires à celles des 2 années précédentes.

Le lavage des citernes s'effectue via un programme de lavage permettant de maîtriser et d'optimiser la quantité d'eau utilisée pour le nettoyage. L'installation de lavage de citerne nécessite une eau adoucie. Pour cela, un adoucisseur, 3 cuves d'eau froide 4 m<sup>3</sup> (piste alimentaire, piste industrielle, portique de lavage) ainsi qu'une cuve d'eau chaude de 8 m<sup>3</sup> sont installés dans les locaux techniques de la station de lavage.

Ainsi, pour réduire l'impact sur la consommation en eau du site, le groupe Delisle a mis en place les mesures suivantes :

- Programme de lavage automatique ;
- Lavage haute pression ;

## VI.1.2. GESTION DES EAUX ET ISOLATION DU SITE

### 6.1.2.1. Gestion des eaux

Un réseau séparatif 'eaux usées' et 'eaux pluviales' permet de respecter le principe de gestion des eaux suivant :

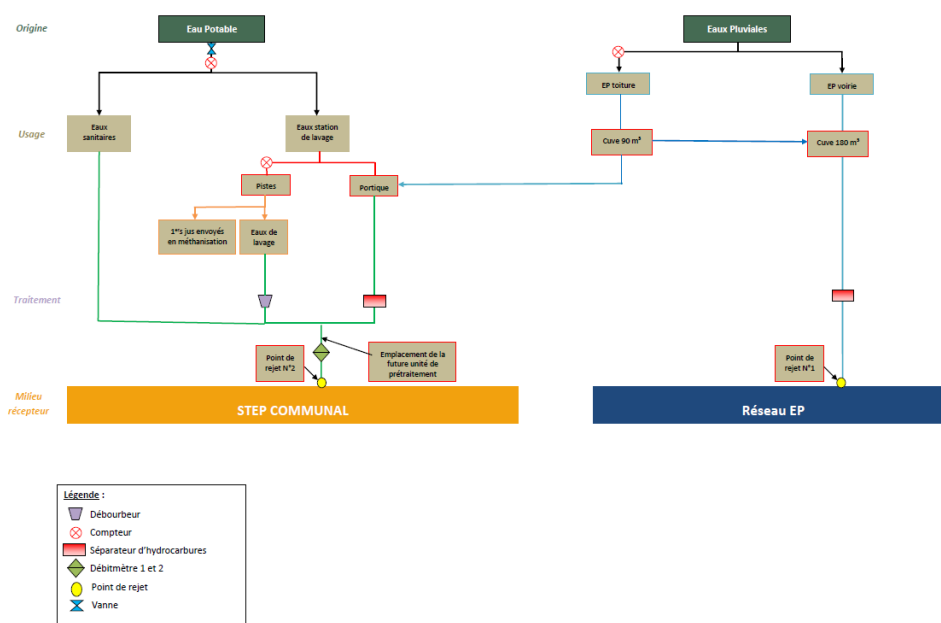


Figure 34 : Schéma de fonctionnement des eaux et rejets actuels

### 6.1.2.2. Isolation du site

Le principe de lutte contre les pollutions accidentelles consiste en la mise en place de moyens permettant de retenir et de confiner les effluents susceptibles de polluer le milieu naturel ou les réseaux d'évacuation d'eau (kit anti-pollution, vanne, etc...).

Concernant la rétention :

- L'ensemble des produits liquides présents sur le site seront stockés sur des rétentions dont la capacité est en adéquation avec le volume stocké. L'état des rétentions des produits liquides est contrôlé régulièrement afin d'en assurer leur étanchéité.

- Les eaux d'extinction incendie sont retenues dans un bassin de confinement et dans les réseaux. Ces eaux feront ensuite l'objet d'analyses. En fonction des résultats, les eaux seront rejetées dans le milieu naturel ou pompées pour être évacuées vers une installation dûment autorisée.

D'autre part, les engins de manutention et camions font l'objet d'entretien régulier, ce qui permet de prévenir tout risque de fuite due à un défaut de joint ou à une rupture de contenant.

Les systèmes de traitement des eaux sont régulièrement nettoyés afin de prévenir tout débordement.

Les moyens de lutte sont coordonnés par le chef de l'établissement ou le représentant hiérarchique direct.

Les mesures mises en place pour prévenir ou réduire le risque de pollution, accidentelle ou non, de l'eau sont nombreuses et suffisantes pour limiter l'impact de l'installation sur l'eau.

### **VI.1.3. REJET**

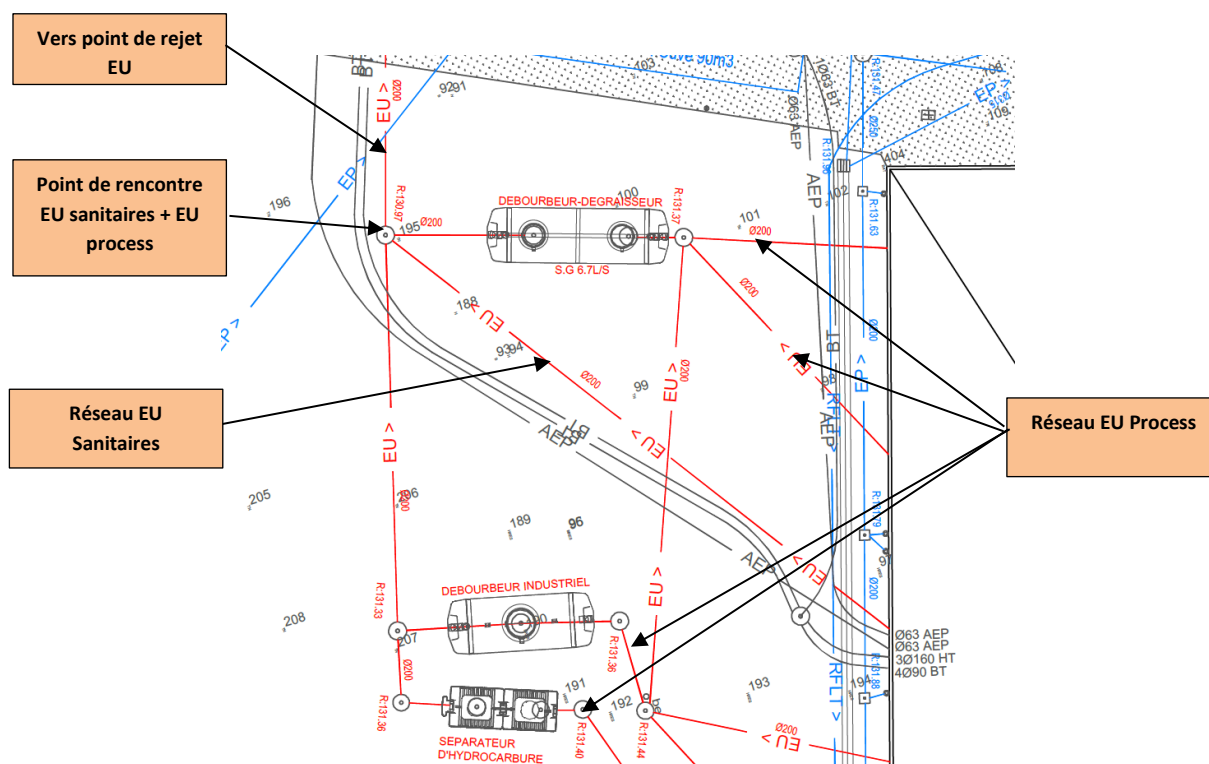
#### **6.1.3.1. Eaux usées**

Les eaux usées du site sont reprises par le réseau de la commune de SARAN. Les eaux usées regroupent :

- Les eaux sanitaires ;
- Eaux de station de lavage : eaux issues des lavages effectuées sur les pistes ou portiques. Pour les eaux issues du portique, ces dernières transitent via un séparateur d'hydrocarbures tandis que les eaux issues des lavages des pistes, une partie va en centre de méthanisation (les « 1ers jus ») tandis que l'autre transite vers des débourdeurs/drégasseurs/deshuileurs avant de rejoindre le réseau communal.

Les eaux de process ne subissent pas de dilution par le biais des eaux sanitaires. Le point de prélèvement des eaux de process se fait directement à la sortie des pré-traitement débourdeurs/drégasseurs/deshuileurs. Les eaux de sanitaires rejoignent directement le réseau EU du site en point côté sur le plan « 195 » comme indiqué sur le schéma ci-après, en même temps que les eaux de process après passage dans leur unité de prétraitement :

## Station de Lavage de citernes sur le site Delisle à Saran



Le volume d'eau est estimé à soit 3406 m<sup>3</sup>/an.

Une convention de rejet est établie entre le gestionnaire du réseau et la société DELISLE. (Annexe 3)

Les effluents de lavage sont de nature organique car issus du lavage de citernes ayant transporté des produits alimentaires (glucose, alcools, lait, huile...) ou industriel (Ciment, Plâtre, Sel, Carbonate, Plastique, Pvc, Craie).

Etant donné qu'un lavage extérieur des citernes est prévu, les polluants suivants seront susceptibles de se retrouver de manière résiduelle dans les effluents du lavage : métaux et hydrocarbures.

La société Delisle a mis en place une surveillance des rejets conformément à la convention de rejet mise en place, afin de contrôler les caractéristiques des effluents. Les modalités de raccordement issues de la convention de rejet au réseau sont les suivantes :

## Station de Lavage de citernes sur le site Delisle à Saran

Paramètres	Convention
Volume journalier	100 m3/j
Débit de pointe	10 m3/h
DCO en mg/L	<2000
DBO5 en mg/L	<800
MES en mg/L	<600
pH en unités pH	entre 5,5 et 8,5
Température en °C	<30°C
NGL en mg/L *	<50
Phosphore total en mg/L *	<10
AOX en mg/L *	<1

La fréquence des contrôles effectués se fait en cohérence avec les conditions mises en place dans la convention de rejet.

Paramètres	Méthode d'analyse		Contrôle interne Autosurveillance	Contrôle externe Laboratoire agréé (sur 24h)
Débit			En continu	
Température		}	En continu	mensuel
pH				mensuel
DCO	AFNOR	}		mensuel
MES	AFNOR	}		mensuel
DBO5	AFNOR	}		mensuel
Phosphore	AFNOR	}		mensuel
Azote global	AFNOR	}		mensuel
AOX		}		1 fois / an
Autres RSDE	Suivant arrêté préfectoral	}		1 fois / an

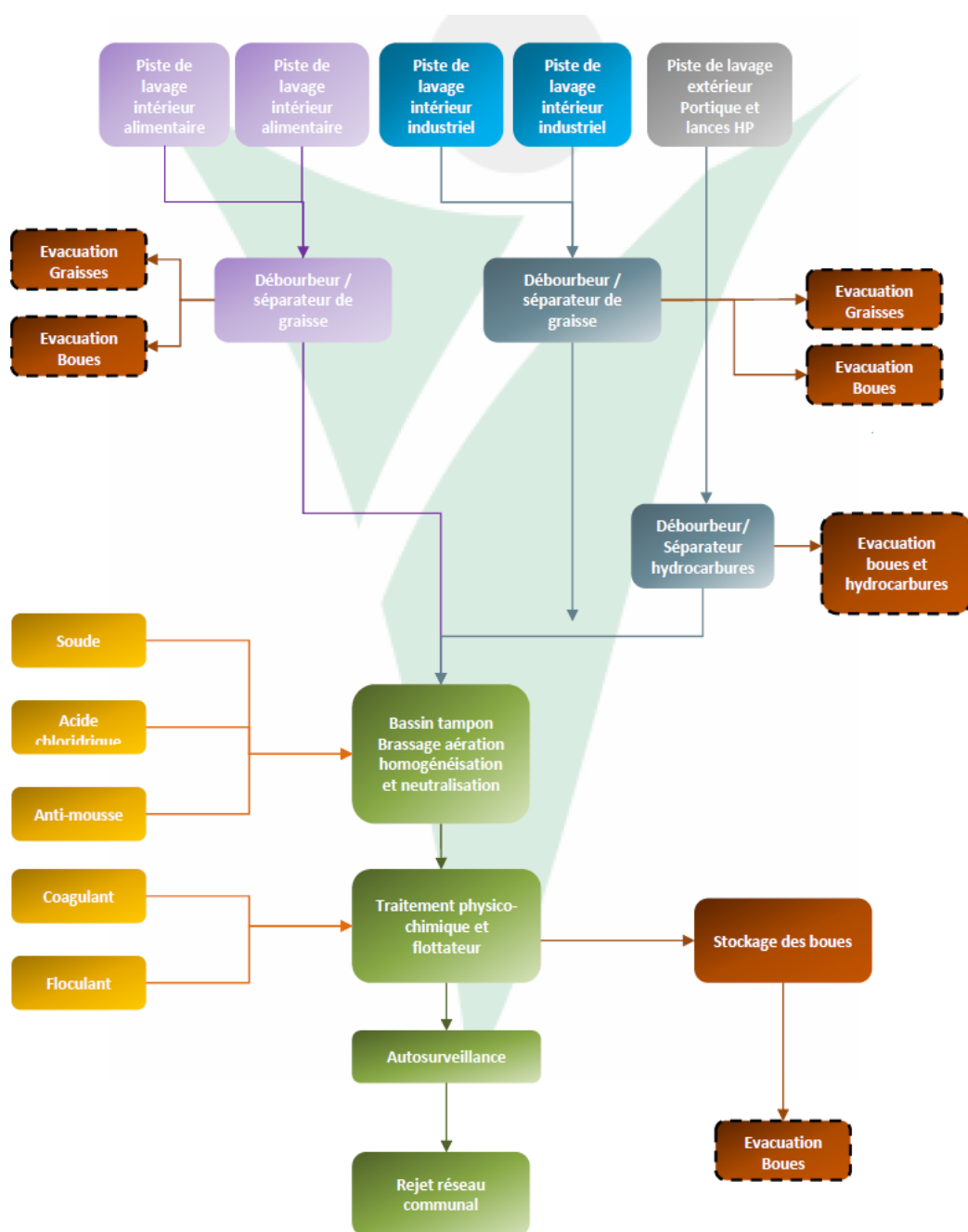
Les résultats des contrôles effectués par Delisle dans le cadre de l'autosurveillance sont présentés ci-après :

		09/07/20	05/08/20	29/09/20	29/10/20	24/11/20	10/12/20	21/01/21	16/02/21	13/10/21	30/11/21	29/12/21	27/01/22	Moyenne	Min	Max
pH (Sandre 1302)	unité pH	8,1	7,5	5,8	10,1	6,2	6,9	9,7	10,0	9,2	7,2	7,7	6,8	8,0	5,8	10,1
Température de mesure du pH	°C	18,2	20,2	18,7	17,3	14,5	13,9	9,9	14,4	13,8	15,9	12,6	15,9	15,40	9,90	20,20
ST DCO	mg/L d'O2	1399	2018	3140	1530	2370	6840	3015	1614	2445	3615	3025	5365	2819,18	1399,00	6840,00
DBO5 Sandre 1313 (ap. congélation)	mg/l O2	640	1300	1400	770	1400	3800	1400	730	1200	1900	1700	3200	1476,36	640,00	3800,00
MES Sandre 1305 - Sartorius MGC	mg/l	210	310	170	200	110	310	330	310	660	310	420	530	303,64	110,00	660,00
Azote Global (NK+NO3+NO2)	mg/l N	25,5	72	20,3	16,4	42,2	127	57,5	43,4	54,4	114	53,3	106	56,91	16,40	127,00
Azote Kjeldahl Sandre 1319	mg/l N	25	72	20	16	42	126	57	38	54	93	53	105	49,50	16,00	126,00
Phosphore total en P2O5 (minéralisation HNO3)	mg/l P2O5	5,04	18,3	35,5	11,1	48,8	15,9	20	24,1	23,4	17,8	13,1	53,2	22,34	5,04	48,80
Hydrocarbures Totaux (STb)	mg/l	0,28			0,38			0,92		1,7			94	0,65	0,38	0,92
Substance Extractible à l'Hexane (STf)	mg/L	45,07			15			92		33			130	50,69	15,00	92,00

Société DELISLE



Il est observé que malgré la mise en place des moyens de prétraitement actuellement sur le site de Saran, de nombreux dépassements ont été observés notamment pour les paramètres DCO, DBO5 ou encore MES. A cet effet, afin de palier à ces manquements et respecter les engagements qui lui sont dûs, Delisle envisage la mise en place d'un prétraitement supplémentaire des eaux de lavage avant rejet vers le réseau communal. L'offre technique a été réalisée par **COHIN Environnement** est jointe en Annexe au présent dossier. Cette dernière détaille avec précision les caractéristiques de l'installation ainsi que les performances attendues. Le schéma de principe de la filière retenue est présenté ci-après :



Le type de traitement prévu traitement physico-chimique par coagulation floculation et flottateur.

La flottation est un procédé physique de séparation des matières en suspension dans l'eau chargée.

Des microbulles sont créées par dissolution d'air dans l'eau sous pression. Lorsque cette eau saturée d'air et sous pression est mélangée à l'eau brute, par effet de détente se forment de très fines bulles.

Ces microbulles peuvent alors s'accrocher aux matières en suspension dans l'eau usée et les faire flotter. Un racleur permet l'évacuation de cette couche.

Afin d'optimiser le rendement nous prévoyons un traitement physico chimique par coagulation-floculation en amont de l'étape de flottation.

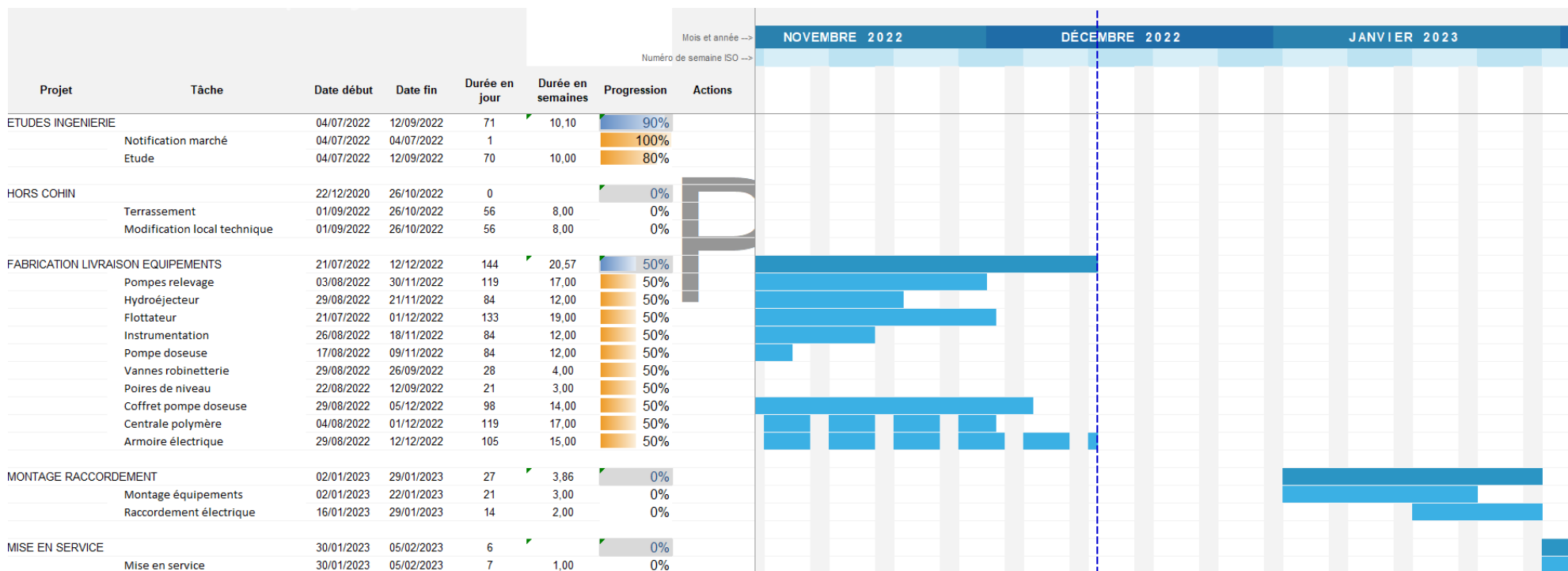
L'injection de coagulant et de polymère se fera en ligne directement sur le tube de floculation par l'intermédiaire de 2 pompes doseuses.

Le temps de séjour dans le circuit de floculation est quasiment uniforme, et l'énergie de mélange est constante dans la section du tube. De cette façon, toutes les particules sont soumises à la même intensité de mélange durant la même durée. Il en résulte la formation d'un floc très homogène ayant de très bonnes caractéristiques de séparation.

Un coagulant est habituellement ajouté à l'eau brute à l'entrée du flocculateur. Immédiatement après le point d'injection est installé un dispositif de mélange permettant l'homogénéisation du mélange eau/coagulant. De fines particules se forment, mais leur taille est souvent trop faible pour une séparation efficace. Il est alors nécessaire d'injecter un flocculant permettant d'obtenir des floccs de taille suffisante.

Le flocculant est préparé via une centrale polymère automatique.

Conformément à la convention, un système d'autocontrôle permettra d'assurer le suivi du fonctionnement de l'installation. Le délai de mise en place de ce prétraitement est prévu pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 comme détaillé dans le planning ci-après :



Un devis signé est joint au présent dossier.

La carte ci-après indique l'emplacement de la future unité de prétraitement sur le site de Saran.

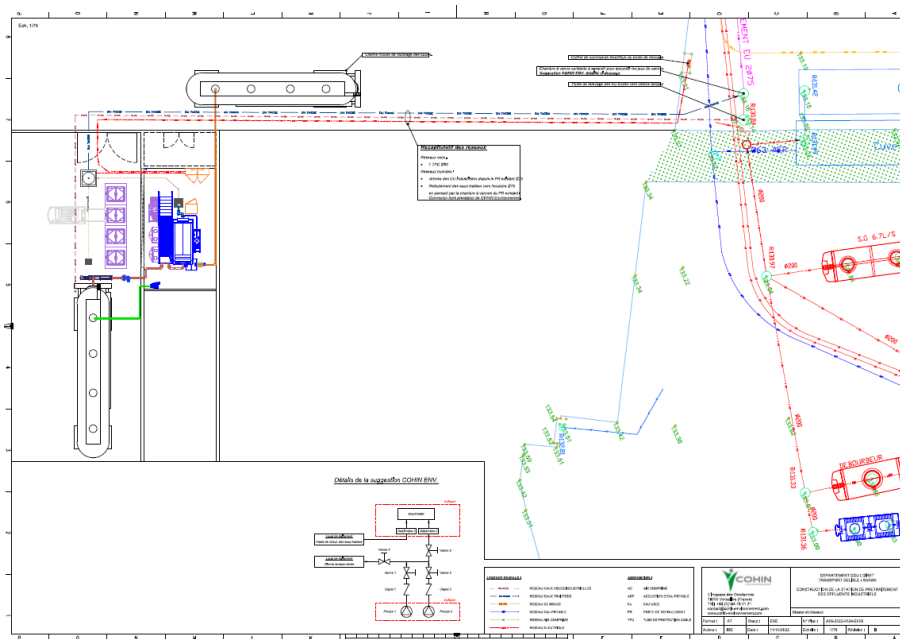


Figure 35 : Emplacement de la future STEP

Il existe actuellement un plan de surveillance du site avec des mesures réalisées mensuellement avant le rejet dans le réseau communal. Cela permet de vérifier l'efficacité du pré traitement des effluents qui s'effectue après passage dans un déboureur, puis un dégraisseur puis un séparateur à hydrocarbure.

Un débitmètre est présent permettant de connaître avec précision le débit et le flux polluants que le groupe Delisle dirige vers la station d'épuration communale.

### 6.1.3.2. Eau pluviale

Dans le cas présent, les eaux pluviales de voirie du site DELISLE sont traitées par le réseau communal de la ville après passage dans un séparateur hydrocarbure. Les eaux de toiture alimentent la cuve de réserve EP de 90 m<sup>3</sup> et sont recyclées vers le portique. Cela représente environ 68 m<sup>3</sup> par an. En effet lorsque la cuve de 90 m<sup>3</sup> se remplit, une vanne est activée permettant l'arrêt en alimentation en eau potable et le passage à l'eau de pluie de la cuve.

Les eaux pluviales de voiries alimentent une 2<sup>nde</sup> cuve enterrée de 180 m<sup>3</sup> qui sert à la rétention des eaux d'extinction d'incendie.

La cuve de 90 m<sup>3</sup> est alimentée via les eaux pluviales de toiture et se rejettent dans la cuve de 180 m<sup>3</sup> seulement lorsque cette dernière est pleine. La cuve de 180 m<sup>3</sup> quant à elle récupère les eaux

## Station de Lavage de citernes sur le site Delisle à Saran

d'extinction incendie et dispose d'une sonde d'alerte réglée avec un niveau bas d'environ 5 cm qui met en action une pompe de relevage dans le cas où la citerne se remplit en eau de pluie afin de la renvoyer vers le séparateur hydrocarbure avant de les renvoyer vers le point de rejet.

La vérification du dimensionnement de la rétention des eaux extinction d'incendie a été vérifié via la D9/DD9A comme suit :

DIMENSIONNEMENT DES BESOINS EN EAU POUR LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE				
DESCRIPTION SOMMAIRE DU RISQUE				
Designation des bâtiments, locaux ou Principales activités	Deslisle SARAN			
Stockages (quantité et nature des principaux)	Station de lavage			
CRITERE	COEFFICIENTS ADDITIONNELS	COEFFICIENTS RETENUS		COMMENTAIRES/ JUSTIFICATIONS
		Activité	Stockage	
<b>RISQUE SPRINKLE</b> (OUI ou NON)		Non	Non	
<b>HAUTEUR DE STOCKAGE</b> <sup>(1)(2)(3)</sup>				
- jusqu'à 3 m	0			
- jusqu'à 8 m	0,1			
- jusqu'à 12 m	0,2		0	Calcul dans la plus grande cellule
- jusqu'à 30 m	0,5			
- jusqu'à 40 m	0,7			
- Au-delà de 40 m	0,8			
<b>TYPE DE CONSTRUCTION</b> <sup>(4)</sup>				
- Résistance mécanique de l'ossature $\geq$ R 60	-0,1			
- Résistance mécanique de l'ossature $\geq$ R 30	0		-0,1	
- Résistance mécanique de l'ossature $<$ R 30	0,1			
<b>MATERIAUX AGGRAVANTS</b>				
Présence d'au moins un matériaux aggravant	0,1		0,1	
<b>TYPES D'INTERVENTION INTERNES</b>				
- accueil 24H/24 (présence permanente à l'entrée)	-0,1		0	
- DAI généralisée reportée 24H/24, / J / / en télésurveillance ou au poste de secours 24H/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'annule <sup>(6)</sup>	-0,1		0	
- service de sécurité incendie ou équipe de seconde intervention avec moyens appropriés en mesure d'intervenir 24H/24 <sup>(7)</sup>	-0,3		-0,3	
<b><math>\Sigma</math> coefficients</b>			-0,3	
<b><math>1 + \Sigma</math> coefficients</b>			0,7	
<b>Surface de référence (S en m²)</b>			15	Chaudière
<b><math>Q_1 = 30 \times (S/500) \times (1 + \Sigma \text{ Coef})</math> <sup>(8)</sup></b>			1	
<b>CATEGORIE DE RISQUE</b> <sup>(9)</sup>			2	
Risque Faible : $Q_{RF} = Q_1 \times 0,5$				
Risque 1 : $Q_1 = Q_1 \times 1$				
Risque 2 : $Q_2 = Q_1 \times 1,5$			1	
Risque 3 : $Q_3 = Q_1 \times 2$				
<b>Risque Sprinklé</b> <sup>(10)</sup> : $Q_{RF}, Q_1, Q_2$ ou $Q_3 \div 2$		sans objet	sans objet	
<b>DEBIT CALCULE</b> <sup>(11)</sup> (Q en m³/h)			60	
<b>DEBIT REQUIS</b> <sup>(12) (13) (14)</sup> en m³/h			60	

## Station de Lavage de citernes sur le site Delisle à Saran

Document Technique D9A - Edition Juin 2020 DIMENSIONNEMENT DES RETENTIONS DES EAUX D'EXTINCTION			
Besoins pour la lutte extérieure	Résultat document D9 : (Besoins x 2 heures au minimum)		120
Moyens de lutte intérieure contre l'incendie	+ Sprinkleurs	volume réserve intégrale de la source principale ou : besoin x durée théorique maximale de fonctionnement	+
	+ Rideau d'eau	Besoins x 90 mn	+
	+ RIA	A négliger	+
	+ Mousse HF et MF	Débit de solution moussante x temps de noyage (en général 15-25 mn)	+
	+ Brouillard d'eau et autres systèmes	Débit x temps de fonctionne requis	+
	+ Colonne humide	Débit x temps de fonctionne requis	+
	+ Volume d'eau liés aux intempéries	10 l/m² de surface de drainage <sup>(*)</sup>	+
Présence stock de liquides <sup>(**)</sup>	20% du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume		+
<b>Volume total de liquide à mettre en rétention (en m³)</b>			<b>= 164</b>

<sup>(*)</sup> Surface de drainage (en m²)	Bâtiment <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">940</span> + Voirie <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">3 500</span> + Parkings <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">0</span> + Autres <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">0</span> Total <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">4 440</span>	<table border="1" style="width: 100%; height: 150px;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">COMMENTAIRES</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="height: 140px;"></td> </tr> </tbody> </table>	COMMENTAIRES	
COMMENTAIRES				

<sup>(**)</sup> Stockage de liquides (en m³)	<span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">0</span>	
--	---	--

Les besoins de rétention selon la D9A sont de 164 pour la station de lavage qui détient actuellement une cuve de 180 m³. Le dimensionnement de la cuve de 180 m³ est donc suffisant pour le site.

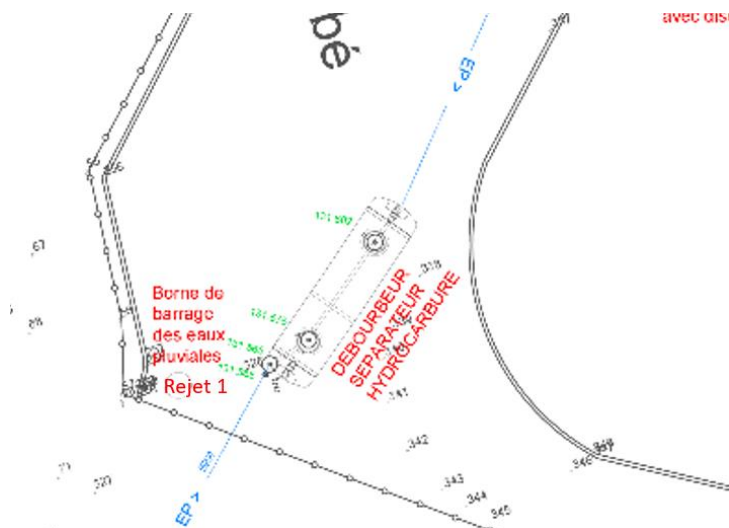
Absence de mesure actuellement dans les données afin de respecter les critères suivants, fixés par l'arrêté du 2 février 1998 :

Paramètres	Concentration
DCO	100 mg/L
DBO5	25 mg/L
MES	30 mg/L
NGL	10 mg/L

Phosphore total	2 mg/L
Hydrocarbure Totaux	5 mg/L
Température	25°C
Ph	6-6,8

**Figure 36 : Caractéristiques des rejets d'eaux pluviales à respecter**

L'ensemble des eaux issues de la voirie subit un pré-traitement dans un séparateur à hydrocarbure avant de rejoindre le réseau communal. Les eaux pluviales sont contrôlées annuellement avec un point de contrôle situé à la sortie du séparateur d'hydrocarbure au niveau du rejet N°1 comme indique sur le schéma ci-après :



Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures subissent un pré traitement par la présence d'un débourbeur, puis un dégraisseur puis un séparateur à hydrocarbure, avant de rejoindre le réseau communal. Un plan de surveillance annuelle sera mis en place sur le site de SARAN.

Les eaux pluviales rejetées répondent aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne.

**L'impact lié aux rejets des eaux pluviales du site reste faible.**

#### VI.1.4. CONCLUSION CONCERNANT L'IMPACT SUR L'EAU

Pour réduire l'impact sur l'eau. Les mesures prises par le groupe Delisle sont les suivantes :

- Limitation des consommations en eau



- Suivi des consommations par la mise en place de compteur d'eau dissociant les eaux sanitaires, la réserve incendie, les pistes intérieures, extérieures et le portique,
- Programmes de lavage automatiques afin de maîtriser et optimiser les consommations d'eau,
- Lavage haute pression,
- Recyclage des eaux de toiture qui sont utilisées pour les lavages au niveau des portiques ;
- Recyclage des eaux de rinçage ;
- Réduction de l'impact des rejets d'eaux usées et d'effluents industriels :
  - Traitement des fonds de cuve comme déchet,
  - Effluents de lavage traités envoyés vers le réseau des eaux usées communal,
  - Auto surveillances des rejets,
  - Envoi en méthanisation des eaux de prélavages
  - Mise en place d'une unité de pré-traitement par Cohin environnement au 1<sup>er</sup> trimestre 2023.
- Réduction de l'impact des rejets d'eaux pluviales :
  - Pré-traitement des eaux de voiries par la présence d'un débourbeur, puis un dégraisseur puis un séparateur à hydrocarbure ;

L'impact lié à la consommation d'eau et aux rejets aqueux peut donc être considéré comme négligeable en raison des résultats des mesures sur les eaux usées.

## VI.2. Air

Les rejets atmosphériques générés par les activités du site DELISLE comporteront des gaz de combustion composés d'oxydes d'azote (NOX), de dioxyde soufre (SO2), du gaz carbonique (CO) et de poussières provenant de la chaudière fonctionnant au fioul mais devant être modifié par du gaz naturel, d'une puissance de 1,88 MW. Mais également des gaz de combustion en lien avec les gaz d'échappement et la circulation routière (CO, NOx...) et des particules (pour les véhicules diesel).

### VI.2.1. IMPACT CHAUFFERIE

L'installation de combustion du site a une faible puissance puisque la chaudière a une capacité de 1 880 Kw. Actuellement, cette dernière est alimentée en gaz, ce qui permet de réduire les émissions polluantes.

La chaudière du site de SARAN est une chaudière à vapeur équipée de brûleur de gaz naturel de type Weishaupt Monarch.

Le site prévoit la mise en place de 4 visites périodiques avec 3 visites lorsque la chaudière est en marche et une visite lorsque la chaudière est en arrêt. Un devis pour un contrat de maintenance a été établi avec l'entreprise **ITHERM**.

La puissance de la chaudière du site étant de 1,88 MW, celle-ci fait l'objet d'un contrôle des émissions polluantes tous les deux ans, conformément à l'article R. 224-35 du code de l'environnement. Le code de l'environnement ne fixe pas de valeurs limites d'émission.

Afin de limiter les effets de la chaufferie, des entretiens sont envisagés. Les actions suivantes sont mises en place :

- Vérification de l'état de la chaudière ;
- Nettoyage et optimisation des réglages ;
- Evaluation des performances énergétiques et les émissions de polluants atmosphériques ;
- Mesure du taux de monoxyde de carbone dans l'air ambiant

La chaudière est, qui est de faible puissance et fonctionnant au gaz, est située dans un local. Le site de la station de lavage se situe au sein d'une zone industrielle dépourvue d'habitations. Actuellement, aucune pollution olfactive n'est signalée dans l'environnement immédiat du site. De ce fait, l'impact olfactif de la station de lavage est faible.

#### **VI.2.2. IMPACT CIRCULATION ROUTIERE**

Le trafic de véhicule sur site est estimé à environ 50 PL/jour (citernes à laver + poids-lourds en transit pour l'entretien et l'alimentation en carburant) et 10 VL/jour. La quantité de CO<sub>2</sub> émise par un camion est d'environ 1 000 g/km, soit pour un trafic de 50 PL, une quantité de CO<sub>2</sub> rejetée par jour égale à 50 kg. Cela reste négligeable sur le site.

A une échelle plus globale, on peut considérer que l'impact du trafic lié à l'activité du site sur la qualité de l'air restera faible.

#### **VI.2.3. ODEUR**

Le site ne sera pas à l'origine de nuisances olfactives notables.

#### **VI.2.4. CONCLUSION CONCERNANT L'IMPACT SUR L'AIR**

Afin de réduire les impacts sur l'air, les mesures suivantes ont été prises :

- Entretien et contrôle régulier des installations de combustion,
- Entretien et contrôle des poids-lourds de la flotte (garage au niveau du site),
- Vitesse limitée aux abords du site et sur le site,

Compte tenu des sources d'émissions atmosphériques potentielles dans le cadre du projet, l'impact du projet sur l'air est qualifié de faible et maîtrisé.

### **VI.3. Effet sur le voisinage**

Les principales sources de bruit générées par l'installation sont :

- Les équipements liés au fonctionnement de la station de lavage ;
- la circulation des véhicules (poids-lourds et voitures du personnel).

Le site fonctionne 5 jours semaine de 6h00 à 20h00. Il n'y a aucune activité nocturne. On dénombre 5 employés or conducteurs.

#### **VI.3.1. MOYEN DE REDUCTION**

Le site dispose d'accès adapté à la circulation de poids lourd et véhicule léger.

L'ensemble des véhicules est concentrée sur une plage horaire entre 9h à 19h00 .

La vitesse des véhicules sur le site est limitée.

Les installations utilisées sont des équipements modernes faisant l'objet d'une maintenance régulière.

#### **VI.3.2. CONCLUSION SUR LE BRUIT**

Afin de réduire les impacts sur le bruit, la société Delisle a mis en place les mesures suivantes :

- Plages de fonctionnement en horaire de nuit limitée,
- Les vitesses de circulation seront limitées sur site,
- Les équipements ne sont pas de nature à générer des vibrations perceptibles au delà des limites de propriété du site

D'autre part, le site se situe dans une zone artisanale avec un environnement routier et d'industrie. Ainsi l'impact sur l'environnement sonore est limité et maîtrisé.

## VI.4. Déchets

La station de lavage ne réceptionne pas de déchets. Elle recueille les salissures renfermées dans les citernes et ne traite que les citernes ayant contenu des produits compatibles avec la filière de traitement des eaux.

### VI.4.1. TYPE DE DECHETS

La station de lavage produit les déchets suivants, d'après le registre des déchets du site :

- Les déchets de la vie courante (DIB et déchets ménagers)
- Les déchets issus de l'entretien des installations / équipements (boues des séparateurs a hydrocarbures)

Tous les déchets seront stockés de façon à limiter les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs.

Le tableau ci-dessous reprend le registre des déchets du site

Type de Déchet		Quantité déchets sortants/générés Tonne			Prestataire	Mode d'élimination final
Dénomination	Code nomenclature	2020	2021	2022		
Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique	17 01 07	33,74	-	-	PAPREC RESEAU	Valorisation
Métaux	20 01 40	4,96	-	-	PAPREC RESEAU	Recyclage
DIB	20 01 40	16	-	-	PAPREC RESEAU	Recyclage
Terres et cailloux contenant des substances dangereuses	17 05 03*	55,28	-	-	DVB SAS	Recyclage

Déchets municipaux en mélange	20 03 01	6	-	-	PAPREC GRAND ILE DE France	Valorisation
Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures	13 05 08*	54,65	22,92	10,02	SOTREMO	Recyclage
absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	15 02 02*	0,505	-	-	SARP INDUSTRIES	Valorisation
Déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport/ 1 <sup>er</sup> Jus	16 07 99	-	-	83,04	GAEC LA FONTAINE	Recyclage
Boue	19 08 14	-	-	96,8	SARP INDUSTRIES	Valorisation
Huiles et matières grasses alimentaires	20 01 25	-	-	-	-	Valorisation

Figure 37 : Bilan registre déchets des 3 dernières années.

#### VI.4.2. GESTION DES DECHETS

Les déchets du site font l'objet d'un tri afin de favoriser le recyclage et la valorisation. Ils sont stockés dans des contenants adaptés à la nature des déchets. Le suivi des déchets est réalisé grâce au registre des déchets, conforme au Code de l'environnement. Ainsi, chaque déchet possède une filière d'élimination appropriée. L'élimination et le transport sont assurés par des prestataires agréés.

#### VI.4.3. CONCLUSION SUR LES DECHETS

Les mesures prises pour limiter l'impact lié à la production de déchet sont les suivantes :

- Un tri sélectif des déchets est mis en place sur le site permettant le recyclage et la valorisation des déchets,
- L'élimination des déchets est suivie dans le registre des déchets. Il y est indiqué notamment le numéro du BSD (bordereau de suivi),
- Transport et élimination par des prestataires agréés.,
- Les conditions de stockages sont adaptées à la nature des déchets (retentions, bacs étanches...);
- Les 1ers jus issus des lavages (résidus de citernes) sont envoyés en centre de méthanisation.

**L'impact lié à la production de déchet du projet peut donc être considéré comme faible.**

## **VI.5. Sols, sous-sols et eaux souterraines**

### **VI.5.1. SOURCE DE POLLUTION**

Au niveau du site, la pollution du sol, sous-sols et des eaux souterraines peut être en lien avec :

- Le stockage des produits de lavage et autres produits (garage),
- Les eaux de ruissellement des voiries (fuite sur camion avec déversement d'hydrocarbure par exemple),
- Eaux d'extinction d'incendie.

Il s'agit de pollution d'origine accidentelle.

De même, les équipements et installations enterrés peuvent quant à eux être une source de pollution chronique en cas de défaut d'étanchéité. Dans le cas présent, une pollution du sol sur le site DELISLE est actuellement présente. En effet, dans le cadre du démantèlement de deux cuves enterrées d'huiles, la société EUROVIA a mandaté la société TERE0 afin d'assurer un suivi environnemental des travaux. Le contrôle a porté sur la qualité chimique des matériaux tassés pour découvrir les cuves, des sols pollués sous les cuves et des remblais d'apport.

Au cours des opérations de démantèlement des cuves, une pollution significative a été identifiée à 2,5 mètres de profondeur sous la dalle inférieure (soit environ 4,5 mètres sous le niveau de la dalle supérieure). Au vu des teneurs observées et des coûts engendrés par une dépollution à l'avancement, la société EUROVIA, en accord avec la société DELISLE, a décidé de stopper en l'état les travaux de dépollution.

La société TERE0 a alors préconisé la réalisation d'un diagnostic complémentaire à l'étude préliminaire réalisée par GALTIER EXPERTISE. Celle-ci est présente en annexe 4 du présent document. L'étude permet de cerner verticalement et horizontalement les terres impactées au droit des cuves enterrées d'huiles et de définir les filières d'évacuation de ces terres.

#### **VI.5.2. CONCLUSION SUR LE SOL, SOUS SOL ET EAUX SOUTERRAINE**

Le risque de pollution du sol, du sous-sol et des eaux souterraines est réduit en raison :

- Les voiries et aires de stationnement sont imperméabilisées,
- Dalle étanche au niveau du garage et de la station de lavage,
- Bac de rétention des produits stockés sur le site
- Débourbeur/déshuileur, séparateur hydrocarbure et vanne avant rejet dans le réseau communal ou bassin d'infiltration suivant les effluents ;
- Les déchets sont stockés dans des contenants adaptés et sur rétention le cas échéant.
- Des produits absorbants sont utilisés par le personnel afin de limiter le risque de pollution en cas de déversement accidentel,

En conclusion, compte tenu des mesures compensatoires mises en place, l'impact du site sur le sol et le sous-sol reste faible. Néanmoins, une pollution du sol a eu lieu dans le cadre de l'enlèvement de deux cuves enterrées, une étude complémentaire de TERE0 est présente en annexe et un plan de gestion est mis en place concernant cette pollution (Annexe 4).

### **VI.6. Le paysage, les émissions lumineuses et le milieu environnant**

Le site se situe en zone Ula. Cette zone regroupe les zones d'activités spécialisées dans la logistique et l'entrepôt. Les dispositions réglementaires visent à permettre le maintien et de développement de ses activités.

Le bâtiment a été conçu afin de s'intégrer parfaitement aux bâtiments voisins existants tout en se fondant par ses volumes, ses matières et ses couleurs dans l'environnement naturel du site.

Les principales infrastructures de communication sont la tangentielle est et la rue nationale 20. Néanmoins, la prestation complémentaire du groupe Delisle en termes de station de lavage n'aura pas un impact significatif sur le trafic général du secteur celui-ci accueillant déjà des poids lourds auparavant.



D'autre part, le site fonctionne en période diurne (6h00 à 20h00), ainsi, l'impact des émissions lumineuses restera faible.

## VI.7. Energie

La chaudière est actuellement alimentée gaz de ville. L'alimentation électrique du site est assurée par EDF.

Ainsi, la source d'énergie la plus utilisée sera l'électricité pour le fonctionnement des installations techniques de lavage. D'autre part, afin de limiter la consommation énergétique, le site ne sera pas éclairé la nuit, seulement le matin et le soir en période hivernale.

D'autre part, une surveillance et une maintenance régulière des installations permettront de garantir les meilleurs rendements possibles.

En conclusion, les besoins énergétiques du site seront modérés mais maîtrisés

## VI.8. Patrimoine naturel et culturel

### VI.8.1. PAYSAGE

La station de lavage a été construite sur le site Delisle déjà présent sur la commune de SARAN. Le site se situe suivant le PLU en zone dédiée aux activités industrielles (Zone Ula).

Ainsi, l'impact sur le paysage est négligeable.

### VI.8.2. ESPACES NATURELS

Le site se situe à l'est de la commune de Saran dans la ZI de Montaran entre. Il n'y a pas de fonctionnalité identifiée par le SRCE.

Les espaces naturels ont un intérêt écologique faible en termes de faune et de flore.

Le site est également éloigné de zone protégée tels que les ZNIEFF et les Natura 2000.

**Compte tenu de ces éléments, l'impact du site sur la faune et la flore des espaces naturels proches peut être considéré comme faible.**

### IV.8.3. SITES HISTORIQUE

Le site ne se situe pas dans une zone de protection du patrimoine architectural (ZPPAUP), ni dans le périmètre d'un site inscrit ou classé.

## VI.9. Evaluation des risques sanitaires

### VI.9.1. METHODOLOGIE

Les effets éventuels sur la santé du voisinage des installations de la société DELISLE sont analysés ci-  
Après. Cette analyse s'appuie sur les autres parties de l'étude d'impact détaillées dans les paragraphes précédents.

La méthodologie suivie dans cette étude se réfère :

- Au guide méthodologique de l'INERIS « Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires » (Août 2013).
- Au « Guide pour l'analyse du volet sanitaire des études d'impact », document publié par l'Institut national de Veille Sanitaire (février 2000).
- A l'observatoire des pratiques de l'évaluation des risques sanitaires dans les études d'impact – Ministère de la Santé

L'Evaluation des Risques Sanitaires est menée en 4 étapes :

- Etape 1 : Evaluation des émissions de l'installation, (Inventaire et description des émissions attendues)
- Etape 2 : Evaluation des enjeux et des voies d'exposition, (Description de l'environnement du site, de la population et des usages)
- Etape 3 : Evaluation de l'état des milieux (si nécessaire)
- Etape 4 : Evaluation prospective des risques sanitaires (si nécessaire).

Cette analyse est adaptée à l'importance des activités et des effets prévisibles du fonctionnement normal des installations. Elle prend également en compte la spécificité de l'environnement du site.

En accord avec les recommandations du ministère de l'Environnement, cette évaluation de l'impact sanitaire considère les effets éventuels d'une exposition prolongée aux rejets de l'installation, correspondant à de faibles niveaux de concentration. En effet, les risques éventuels d'exposition de courte durée à des concentrations dangereuses ne peuvent être envisagés que dans un contexte accidentel. Ces situations sont examinées dans le cadre de la notice des dangers.

## **VI.9.2. ENVIRONNEMENT DU SITE**

### **6.9.2.1 Périmètre**

Dans le cadre de l'étude, nous nous arrêterons à un périmètre de 1 km autour de la zone d'étude.

### **6.9.2.2 Voisinage pouvant être source de contamination**

Le site est localisé dans un environnement urbain au niveau de la ZI de Montauban. Le site est implanté dans une zone qui compte déjà plusieurs entreprises.

### **6.9.2.3 Population**

Pour les communes comprises dans la zone d'étude, les données sur les populations sont les suivantes:

Commune	Population	Superficie (km <sup>2</sup> )	Densité (hab/km <sup>2</sup> )	Position du centre ville au site (Km)
Saran	16 344	19,65	832	3,01
Fleury-les-Aubrais	21 070	10,12	2 082	1,77
Chanteau	1 508	28,85	52	4,04

Les données de démographie montrent que le site s'intègre dans un environnement urbanisé. Les premières habitations sont situées à 30 mètres au Nord-Ouest de la zone, de l'autre côté de l'impasse de la Foulonnerie et à plus de 90 mètres à l'Ouest du site, le long de la rue de Montaran.

### **VI.9.3. EVALUATION DES SOURCES DE CONTAMINATION ET VECTEURS DE TRANSFERT**

Les émissions liées à l'activité du site et susceptibles d'avoir un effet sur la santé sont :

- Les rejets aqueux,
- Les rejets atmosphériques,
- Le bruit.

#### **6.9.3.1 Eaux sanitaires**

Les eaux sanitaires et les eaux provenant de la station de lavage sont rejetées dans le réseau communal pour traitement par la station d'épuration de Saran.

Dans le cadre des rejets, ceux-ci doivent répondre aux valeurs des textes réglementaires suivants :

- Valeur de rejet 2795 : Valeur limite de rejet de l'article 5.7
- Valeur limite de rejet autorisation : Valeur limite de rejet de l'article 34 (raccordement à une station d'épuration collective) de l'arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

L'identification des rejets aqueux et leurs impacts sont développés précédemment.

Il peut donc être considéré que l'impact sur la santé des effluents du projet de station de lavage de la société DELISLE n'est pas négligeable. Néanmoins, les rejets aqueux ne feront pas l'objet d'une évaluation des risques sanitaires plus approfondie.

Afin d'améliorer les rejets aqueux et répondre à la réglementation, la société DELISLE va mettre en place :

- une convention de rejet avec l'agglomération. Celle-ci mettra en évidence les valeurs limites de rejet;
- Une unité de traitement pour les eaux car dépassement des seuils autorisés ;

#### **6.9.2.2 Eaux pluviales**

Le débit des eaux pluviales est fonction des eaux météoriques. Une partie des eaux pluviales (toiture) est recyclée sur le site pour l'approvisionnement de la station de lavage.

Les eaux issues des voiries subissent un pré traitement par un séparateur hydrocarbure permettant de garantir une concentration en hydrocarbures totaux de 5 mg/m<sup>3</sup>.

Il peut donc être considéré que l'impact sur la santé des eaux pluviales de la société DELISLE est négligeable.

L'ingestion d'une eau polluée par ces éléments peut entraîner des troubles gastriques (nausées, Diarrhées, vomissements).

#### **6.9.2.3 Chaudière**

La chaudière est une installation de combustion qui émet des rejets dans l'atmosphère (CO, CO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, poussières).

La puissance de la chaudière est de 1800 kW au global, ainsi les flux émis par les installations de combustions sont négligeables.

Compte tenu des sources d'émissions atmosphériques et des moyens de réductions, les émissions atmosphériques du projet ne font pas l'objet d'une évaluation des risques sanitaires plus approfondie. L'impact sur la santé des rejets issus de la chaudière est une gêne respiratoire et des complications cardio-pulmonaires. Cela ne peut être retenu au regard de l'impact de l'activité du site.

#### **6.9.2.4 Trafic des véhicules**

Le trafic de véhicule sur site est estimé à environ 50 PL/jour (citernes à laver + poids-lourds en transit pour l'entretien et l'alimentation en carburant) et 20 VL/jour. La quantité de CO<sub>2</sub> émise par un camion est d'environ 1 000 g/km, soit pour un trafic de 50 PL, une quantité de CO<sub>2</sub> rejetée par jour égale à 50 kg. Cela reste négligeable sur le site.

A une échelle plus globale, on peut considérer que l'impact du trafic lié à l'activité du site sur la qualité de l'air restera faible.

L'impact sur la santé du trafic routier est une gêne respiratoire et des complications cardio-pulmonaires. Cela ne peut être retenu au regard de l'impact de l'activité du site.

#### **6.9.2.5 Bruit**

L'étude de bruit réalisé par Qualiconsult en avril 2021 a mis en évidence :

- L'absence de dépassement de la valeur limite admissible en limite de propriété du site, aussi bien de jour que de nuit.
- L'absence de dépassement des émergences admissibles en ZER de jour comme de nuit.
- L'absence de tonalité marquée détectée de jour comme de nuit au niveau de ZER lors de l'intervention.

Ainsi, les nuisances sonores associées à l'activité du site est négligeable. L'impact sur la santé aurait pu être olfactif dans le cas présent.

#### **6.9.2.6 Déchet**

Tous les déchets seront triés et pris en charge par des transporteurs et dirigés vers des filières agréées. Ainsi, les déchets générés n'ayant pas d'impact direct sur le milieu naturel, ils ne feront donc pas l'objet d'une évaluation des risques sanitaires plus approfondie.

#### **6.9.2.7 Impact sur la santé**

L'identification des dangers liés au projet a mis en évidence un risque sanitaire limité en fonctionnement normal de l'installation en raison de :

- Des rejets atmosphériques liés aux installations très limités ;
- De l'absence de rejet direct d'eaux usées dans le milieu naturel ;
- De la présence de dispositif anti-retour ou de disconnexion sur les réseaux d'alimentation ;
- Des mesures prises pour limiter tout risque de pollution accidentelle (séparateur hydrocarbures, confinement des eaux d'extinction incendie, etc...)
- Du traitement qualitatif des eaux de voiries ;
- Absence de captage d'alimentation d'eau potable à proximité du site.

### **VI.9.3. CONCLUSION**

Les mesures prises par la société DELISLE pour limiter son impact sur la santé sont les suivantes :

- Les eaux usées sanitaires du site seront traitées par la station d'épuration communale ou elles y subiront un traitement adapté,
- Les effluents de lavage subiront un pré-traitement avant rejet vers la station d'épuration communale pour répondre aux normes de rejet.

- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont traitées avant rejet au réseau communal
- Il n'y a pas de rejet dans les eaux superficielles et les captages d'AEP sont à plus de 1 km,
- Les émissions dans l'air sont faibles (installations de combustion de faibles puissances, circulation routière faible au regard du trafic de la commune),

**Ainsi, les émissions du site sont faibles et ne présentent pas de toxicité significative au regard de la santé des populations.**

**Les voies de transfert étant limitées aux rejets à l'atmosphère et les populations sensibles éloignées du site, l'impact sanitaire des activités du site DELISLE est considéré comme maîtrisé et non significatif.**

## VII. EFFET CUMULES AVEC D'AUTRE PROJET

---

Les projets qui sont pris en compte pour caractérisés l'effet cumulés sont ceux qui lors du dépôt du dossier :

- ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 (loi sur l'eau) et d'une enquête publique ;
- ou ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du code de l'environnement et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public.

Dans le cas présent, et au regard du projet, nous avons pris une aire d'étude de 1 km autour du site DELISLE. Ainsi, cela prend en compte les communes de :

- Saran ;
- Fleury les Aubraie ;
- Chanteau

Aujourd'hui, on note sur la commune de SARAN, un avis de l'autorité environnementale datant de février 2021 et concernant le diffuseur de Saran-Gidy situé sur l'autoroute A10.

Le projet de diffuseur ne se situe pas dans le rayon d'étude.

Ainsi, aucun projet n'est recensé comme susceptible d'induire des effets cumulés avec le site DELISLE à Saran.



## VIII. RAISON DU CHOIX DU PROJET

---

### VIII.1. Raisons économiques

D'un point de vue économique, l'implantation du site permet d'étendre l'activité du siège situé à La Ferté Gaucher. La position sur la commune de Saran est stratégique puisque ce situe à seulement 15 min d'Orléans. Cela permet de capter une partie du marché du lavage de citernes sur la region.

D'autre part, le développement du site permet de maitriser les dépenses liées au lavage et a l'entretien des citernes de la propre flotte Delisle.

### VIII.2. Raisons urbanistiques

Le site s'implante dans la zone Ula. Cette zone regroupe les zones d'activités spécialisées dans la logistique et l'entrepôt. Les dispositions réglementaires visent à permettre le maintien et de développement de ses activités.

L'implantation permet :

- Surface suffisante pour la circulation des poids-lourds, l'implantation des bâtiments et la création du parking ;
- Facilité d'accès par la RD736Localisation en périphérie de l'agglomération d'Orléans ;
- De conserver les installations existantes, tout en les améliorant ;
- De bénéficier des commodités (électricité, adduction d'eau, ...) et des installations de la ZI de Montaran, notamment pour la gestion des eaux pluviales et usées.

## **IX. MESURE PREVUE POUR SUPPRIMER OU LIMITER LES IMPACT DE L'ETABLISSEMENT SUR L'ENVIRONNEMENT**

---

Dans le cadre de la mise en conformité réglementaire du site, les actions seront proposées par le site et incluses au sein d'un plan de gestion envoyé ultérieurement.

---

## **X. COMPATIBILITE DU SITE AVEC L'AFFECTATION DES SOLS ET AUTRES PLANS, SCHEMA ET PROGRAMMES**

---

### **X.1. Document d'urbanisme**

#### **X.1.1. PLAN LOCAL D'URBANISME**

La commune de Saran dispose Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui a été approuvé 16 décembre 2016.

Le PLU est le principal document d'urbanisme de planification de l'urbanisme au niveau communal ou éventuellement intercommunal. Il remplace le plan d'occupation des sols (POS) depuis la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000), dite loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain).

Le PLU est régi par les dispositions du Code de l'urbanisme, essentiellement aux articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants.

Le site d'implantation du projet est situé dans la zone U1a. La zone U1a correspond à une « zones d'activités spécialisées dans la logistique et l'entrepôt ». Les dispositions applicables à la zone U1a sont présentées en Annexe 5.

Le règlement de la zone U1a autorise les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, «2.1 Les installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E) sont autorisées dans la mesure où elles respectent de manière cumulative les dispositions suivantes :

- qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des usagers de la zone ;
- qu'elles n'entraînent aucune incommodité ou nuisance comme le bruit, les poussières, les odeurs ou toutes autres émanations impactant les usagers tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux, susceptible de provoquer une gêne pour les autres constructions autorisées dans la zone ;
- que les nuisances ou dangers puissent être prévenus de façon satisfaisante eu égard à l'environnement actuel ou prévu de la zone où elles s'implantent.

2-2 Pour les installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E) existantes, les travaux, y compris les extensions, sont autorisés dans la mesure où ils sont de nature à réduire les nuisances et qu'ils respectent les obligations fixées au 2.1 ci-dessus. »

---

La présente Etude d'Incidence démontre que le projet ne présente pas de nuisance notamment sonore auprès des riverains (cf étude de bruit) et que les mesures sont prises ou seront prises pour réduire l'impact sur l'environnement notamment en termes de gestion des eaux.

### **X.1.2. SERVITUDE**

- Servitudes au titre du Code de la Santé

Selon les informations fournies par la Délégation Territoriale du Loiret de l'Agence Régionale de la Santé (ARS) de la Région Centre, le site se situe en dehors de périmètre de protection protection (PP)

- Servitudes liées à la présence d'ouvrages de transport d'électricité, de gaz, d'eau potable ou de télécommunication

Selon les informations fournies par la Mairie de Saran, aucune servitude n'affecte le site en ce qui concerne la présence d'ouvrages de transport d'électricité, de gaz et d'eau potable.

- Servitudes relatives à la protection des bois et forêts soumis au régime forestier

Selon les informations fournies par la Mairie de Saran, aucune servitude n'affecte le site en ce qui concerne la protection des bois et forêt soumis au régime forestier.

- Servitudes liées à la proximité d'infrastructures linéaires

Selon les informations fournies par la Mairie de Saran, aucune servitude n'affecte le site en ce qui concerne le réseau routier et le réseau ferroviaire.

- Servitudes liées aux aéroports et aérodromes

Selon les informations fournies par la Mairie de Saran, le site est situé en dehors des zones grevées par des servitudes aéronautiques de dégagement d'aérodromes ou d'aéroports.

### **X.1.3. SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT)**

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), créé par la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU), est le document de planification intercommunal qui fixe les orientations générales d'organisation et d'équilibre du territoire à 20 ans

L'objectif du document, voté au Conseil de communauté du 18 décembre 2008, est la mise en cohérence de l'ensemble des politiques publiques des différentes collectivités et institutions, en particulier dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat, des implantations commerciales, des

Ils ont fait le choix d'un développement qui ne soit pas uniquement guidé par des considérations économiques, mais également par des exigences sociales et écologiques, conduit à dérouler le projet autour de trois grands axes plaçant l'homme au cœur des préoccupations :

- l'homme au quotidien,
- l'homme dans son cadre de vie,
- l'homme au cœur du développement.

Le SCoT a fléchi dix sites à enjeux qui ont donné lieu à une fiche de synthèse (contexte des actions réalisées - études, travaux, évolutions réglementaires -, enjeux, contraintes) :

- le site Sainte-Marie de Saint Jean de Braye et Combleux,
- le site Descartes à La Chapelle Saint Mesmin,
- le site Dessaux - Rivière Casalis à Fleury les Aubrais,
- le site Auchan chèvre noire sur Olivet et Orléans,
- l'hôpital Madeleine à Orléans,
- la prison à Orléans,
- les Groues à Orléans et Saint Jean de la Ruelle,
- la tête nord du pont de l'Europe sur Orléans et Saint Jean de la Ruelle,
- l'ancien aérodrome à Saran,
- le site Alstom à Saint Jean de Braye.

L'évolution de ces sites donne lieu à un recensement régulier et permet d'avoir une vision globale de la maturation des projets.

Le site d'étude n'est pas implantée dans un des 10 sites à enjeux répertoriés.

#### X.1.4. PLAN LOCAL D'URBANISME METROPOLITAIN (PLUM)

Orléans Métropole a arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme Métropolitain le 29 avril 2021. Il sera soumis à enquête publique à l'automne. Le document n'ayant pas encore été approuvé, il n'est pas pris en compte dans l'étude actuel.

#### X.1.5. PLAN DE PREVENTION ATMOSPHERIQUE

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) est encadré par les articles L222-4 à L222-7 du Code de l'Environnement.

Les Préfets de région et de police élaborent un Plan de Protection de l'Atmosphère, compatible avec le Plan de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques (PREPA), les orientations du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE).

Le plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'Agglomération Orléanaise a été mis en place le 26 juillet 2006, dans un contexte où la qualité de l'air sur une partie de ce territoire présentait une situation non satisfaisante.

Les mesures propres à ce nouveau PPA sont au nombre de 24 et concernent tous les secteurs d'activité : industrie, chantier/BTP, transports, résidentiel-tertiaire, agriculture et urbanisme. 23 d'entre elles sont pérennes et 1 action concerne les pics de pollution.

La station de lavage est concernée par les mesures suivantes :

- **Fiche transport 1 « PDU »** : « *Renforcer la prise en compte de la qualité de l'air dans la politique de déplacements et intégrer les objectifs du PPA dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU)* ». L'objectif est de diminuer le volume et la part des émissions polluantes induites par le trafic de manière globale sur le périmètre du PPA. **Le trafic sur le site de la station de lavage de Saran est limité. Les véhicules Deslile sont bridés à 85 km/h. Chaque citerne des semi-remorques, benne ou tautliner utilisée est homologuée pour le transport à 44t, ce qui permet de réduire ainsi la part des émissions de CO2 par tonne transportée. L'activité du site est donc conforme avec cette fiche.**
- **Fiche industrielle 2 « Contrôle des chaufferies à déclaration au titre de la rubrique ICPE 2910 »** : « Contrôles réglementaires des chaufferies classées sous le régime de déclaration au titre de la nomenclature des installations classées et amélioration des connaissances des rejets de ces industriels pour apprécier plus finement la part d'émission qu'ils représentent ». Le site dispose d'une chaufferie classée à déclaration contrôlée. Des mesures sont mises en place afin de s'assurer du respect à la conformité au regard de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997. **L'activité du site est donc conforme avec cette fiche.**

**Les contrôles réglementaires relatifs à la chaufferie sont fournis en annexe.**

Le projet est compatible avec le PPA de l'agglomération orléanaise.

## **X.2. SDAGE et SAGE**

### **X.2.1. SDAGE LOIRE BRETAGNE**

Pour gérer de manière plus équilibrée la ressource en eau, la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a créé plusieurs outils de planification dont, et surtout, le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE). Grâce à cet outil, chaque grand bassin hydrographique peut désormais mieux organiser et mieux prévoir ses orientations fondamentales.

Le SDAGE est un outil de l'aménagement du territoire spécifique à chaque grand bassin hydrographique qui vise à obtenir les conditions d'une meilleure économie de la ressource en eau et le respect des milieux aquatiques. Cela, tout en assurant un développement économique et humain en vue de la recherche d'un développement durable.

Le SDAGE définit la politique en matière de gestion de l'eau, selon les obligations fixées par la loi et les directives européennes pour une durée de 15 ans, pour chacune des régions gérées par les agences de l'Eau.

La commune de Saran est incluse dans le bassin Loire Bretagne qui couvre une superficie de 156 870 km<sup>2</sup>. La gestion des eaux superficielles de notre secteur d'étude entre dans le cadre du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 adopté le 03 Mars 2022 et approuvé par arrêté le 18 Mars 2022. Le SDAGE comporte 14 orientations fondamentales et dispositions :

- Repenser les aménagements de cours d'eau ;
- Réduire la pollution par les nitrates ;
- Réduire la pollution organique et bactériologique ;
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides ;
- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses ;
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau ;
- Maîtriser les prélèvements d'eau ;
- Préserver les zones humides ;
- Préserver la biodiversité aquatique ;
- Préserver le littoral ;
- Préserver les têtes de bassin versant ;

## Station de Lavage de citernes sur le site Delisle à Saran

- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques ;
- Mettre en place des outils règlementaires et financiers ;
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Notre projet est compatible avec les objectifs du SDAGE qui sont applicables à notre projet notamment :

- Diminution des pollutions diffuses par mise en place du décanteur/séparateur à hydrocarbures et par le suivi de cet appareil de dépollution ;
- Restauration des milieux aquatiques en évitant de rejeter des eaux pluviales polluées et en rejetant ces eaux dans le réseau communal.

Orientations du SDAGE Loire-Bretagne	Opérations concernées par les opérations d'aménagement
<p><b><i>Orientation fondamentale 3- Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique</i></b></p>	<p><b>Orientation 3A:</b> Poursuivre la réduction des rejets ponctuels de polluants organiques et phosphorés</p> <p><b>Disposition 3A-1: Poursuivre la réduction des rejets ponctuels</b></p> <p><b>Disposition 3A-2: Renforcer l'autosurveillance des rejets des stations de traitement des eaux usées</b></p> <p>Le site de la station de lavage effectue des contrôles de qualité sur les rejets issus de leur activité. Afin d'améliorer leur qualité, un prétraitement physico-chimique est d'ailleurs envisagé avant rejet vers le réseau.</p> <p>⇒ Le projet est compatible avec cette orientation</p> <p><b>Orientation 3D: Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme</b></p> <p><b>Disposition 3D-3: Traiter la pollution des rejets d'eaux pluviales</b></p> <p>Les eaux pluviales du site transitent via des séparateurs hydrocarbures avant rejet vers le réseau.</p> <p>⇒ Le projet est compatible avec cette orientation</p>
<p><b><i>Orientation fondamentale 5 - - Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants</i></b></p>	<p><b>Orientation 5B : Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives</b></p> <p><b>Disposition D5B-1:</b></p> <p>Le site effectue une dilution des produits lors des process de lavage. De plus, il envisage de la mise en place d'un prétraitement physico-chimique sur le site début 2023.</p> <p>⇒ Le projet est compatible avec cette orientation</p>
<p><b><i>Orientation fondamentale 6- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau</i></b></p>	<p><b>Orientation 6B : Mieux connaître les rejets, le comportement dans l'environnement et l'impact sanitaire des micropolluants</b></p> <p>La station de lavage effectue une analyse mensuelle et détaillée des rejets issues des process de lavage. Elle veille à leur conformité.</p> <p>⇒ Le projet est compatible avec cette orientation</p>



L'ensemble des mesures constructives de prévention et de protection des eaux superficielles et souterraines mises en œuvre sur le site, sont compatibles avec les principales dispositions du SDAGE Loire-Bretagne. Ces mesures permettent notamment la maîtrise des flux polluants.

Le projet est compatible avec le SDAGE Loire-Bretagne, notamment vis-à-vis de la maîtrise des flux polluants grâce aux mesures constructives de prévention et de protection mises en œuvre.

#### **X.2.1. SAGE**

Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) fixent les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation des zones humides, dans un sous bassin ou un sous-bassin correspondant à une unité hydrographique ou à un système aquifère.

Le site est intégré dans le SAGE de la Nappe de Beauce et de ses milieux aquatiques associés. Le projet de SAGE a été adopté par la Commission Locale de l'Eau (CLE22) le 24 septembre 2012.

Le projet est compatible avec le SAGE de la Nappe de Beauce et de ses milieux aquatiques associés, notamment vis-à-vis de la maîtrise des flux polluants grâce aux mesures constructives de prévention et de protection mises en œuvre.

## XI. CONDITION DE REMISE EN ETAT DU SITE

---

### XI.1. Préambule

Conformément à l'article R181-14-I-5 du livre I du Code de l'environnement, l'étude d'impact doit présenter les conditions de remise en état du site après exploitation.

Cette partie s'attache donc à présenter, de manière succincte, les principales modalités proposées par l'exploitant pour remettre le site en l'état, du point de vue environnemental, après exploitation.

En effet, en fin d'exploitation, le site DELISLE sera :

- Soit cédé en l'état en vue d'une exploitation similaire par un nouvel exploitant ou d'une opération patrimoniale d'une société de gestion et d'un investisseur ;
- Soit vidé des produits, déchets et équipements présents sur le site en vue d'une vente des bâtiments pour une réaffectation dans le cadre d'une opération patrimoniale d'une société de gestion et d'un investisseur.

Dans le cadre de la cessation volontaire d'activités ou non, l'exploitant respectera l'article R512-74 du Code de l'Environnement visant en particulier :

- A l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site, à la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- En cas de besoin, à interdire ou limiter l'accès au site et à surveiller les effets de l'installation sur l'environnement : l'ensemble des locaux ainsi que les portails d'entrée seront maintenus fermés afin de limiter les risques de dégradations externes ;
- A prendre les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement pollués : on notera cependant que l'activité de l'entrepôt n'est pas de nature à engendrer des pollutions du sol, des eaux souterraines et superficielles.

Ces mesures permettront outre le fait de mettre en sécurité l'installation, d'éliminer les risques de pollution ultérieure, les risques sanitaires pour le voisinage et les risques d'accidents technologiques ou d'une personne physique sur le site.

La remise en état sera menée de telle sorte que le site puisse être affecté après exploitation toute activité autorisée par le règlement d'urbanisme. Le site DELISLE est soumis à cette obligation du fait de son classement à autorisation pour la rubrique 2795 (Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux).

## **XI.2. Proposition**

Le projet de remise en état du site doit permettre de restituer un établissement exempt de tout passif environnemental, plaçant ainsi l'installation dans un état tel qu'elle ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

En cas de cessation d'activité de l'établissement, le principal risque associé aux activités réalisées est la pollution des sols suite à un déversement et une infiltration de produits stockés et manipulés, voire à une accumulation de déchets industriels dangereux.

Conformément aux articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du livre V du code de l'environnement, la fin d'exploitation de l'établissement s'accompagnera de la notification au préfet de la date de cet arrêt, trois mois au moins avant celui-ci et de la mise en sécurité du site par :

- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux et des déchets conformément aux prescriptions réglementaires, en respectant le principe du tri sélectif et de la revalorisation maximale ainsi que la réglementation liée au transport de matières dangereuses;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement (pour les sols, il s'agit de respecter les préconisations de la circulaire du 08/02/2007 relative à la prévention de la pollution des sols pollués).

Ces mesures permettront outre le fait de mettre en sécurité l'installation, d'éliminer les risques de pollution ultérieure, les risques sanitaires pour le voisinage et les risques d'accidents technologiques ou d'une personne physique sur le site.